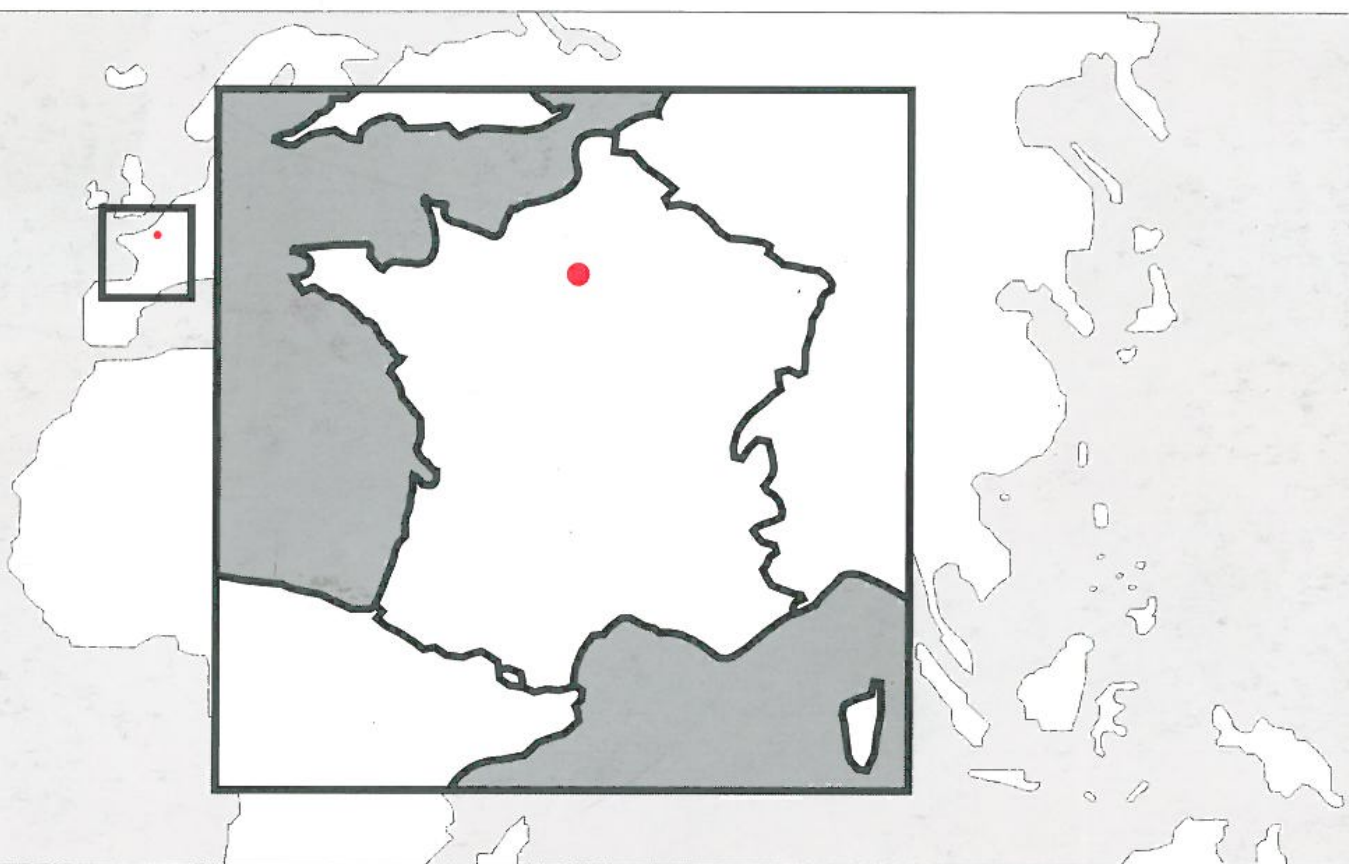


*La spirale de Vilvorde :
Médiatisation et politisation
De la protestation*

Un cas d'eupéanisation des
mouvements sociaux



Eric Lagneau, Pierre Lefébure



CENTRE D'ÉTUDE DE LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE

*La spirale de Vilvorde :
Médiatisation et politisation
de la protestation*

Un cas d'européanisation
des mouvements sociaux



Eric Lagneau, Pierre Lefébure

Janvier 1999

Texte repris et augmenté par Pierre LEFÉBURE

La spirale de Vifvorde : Médiation et politisation de la protestation

Etude menée dans le cadre du programme
"The Europeanization of Social Movements"
dirigé par MM. Sidney TARROW (Cornell University)
et Doug IMIG (Memphis University)
financé par la National Science Foundation
(USA / crédit #SBR-961819).

Eric LAGNEAU est doctorant en science politique à l'Institut
d'Etudes Politiques de Paris et journaliste à l'Agence France Presse.

Pierre LEFÉBURE est doctorant en science politique à l'Institut
d'Etudes Politiques de Paris, allocataire de recherche au Centre d'étude
de la vie politique française (CEVIPOF).

Nous tenons à remercier Didier Chabanet (Maison Française d'Oxford), Guy Groux (CEVIPOF) et René Mouriaux (CEVIPOF) pour le regard attentif qu'ils ont chacun posé sur notre travail. Leurs commentaires et encouragements ont été précieux.

Sophie Bérout (IEP de Paris, Université Paris I), Roland Erne (Institut universitaire européen de Florence), Camille Hamidi (CEVIPOF) et Andrew Richards (CEACS, Madrid) nous ont également prêté un concours amical.

Notre reconnaissance va évidemment aussi à tous ceux, journalistes ou syndicalistes, qui ont bien voulu nous accorder un peu de leur temps.

Enfin, nous tenons à remercier chaleureusement Doug Imig (Memphis University) et Melany Acostavalle (Cornell University) pour leur aide lointaine mais efficace et surtout Sidney Tarrow (Cornell University) qui a sollicité notre engagement et avec qui nous avons été très heureux de collaborer.

Gina Sandanassamy a eu la patience, l'acuité et l'application nécessaires pour mettre ce texte en forme et en page.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

INTRODUCTION	7
1 - LONGÉVITÉ, MULTIDIMENSIONNALITÉ, AMPLEUR.....	17
2. - LOGIQUES SPÉCIFIQUES DES ACTEURS.....	22
2.1. Les acteurs sociaux : syndicats et salariés.....	22
2.2. La direction de Renault	38
2.3. Les acteurs politiques	40
2.4. Les acteurs médiatiques	43
3. LA VISIBILITÉ DONNÉE PAR LES MÉDIAS.....	54
3.1. Les médias au cœur des phénomènes sociaux	55
3.2. « Vilvorde » : Une attention soutenue.....	58
3.3. Mise en valeur et exploitation des multiples dimensions de l'événement	74
3.4. Une couverture de grande ampleur	78
3.5. Actions protestataires et médiation du mouvement social	81
4. INTERACTIONS	94
4.1. Épreuve de force et stratégies médiatiques opposées	95
4.2. Cristallisation politico-médiatique	101
5. LA QUALIFICATION DE L'ÉVÉNEMENT	107
5.1. Le succès du cadrage européen.....	108
5.2. Les raisons d'un succès	113
5.3. Entre qualification favorable et revendication non satisfaite : succès ou échec de l'action collective ?	122

6. VILVORDE ! ET APRÈS ? LES PRODUITS D'UNE RÉALITÉ SOCIALEMENT CONSTRUITE.....	127
6.1. Le bilan de la lutte : les acquis matériels et procéduraux.....	128
6.2. L'avenir de la lutte : les acquis pratiques et symboliques.....	134
7. L'EUROPÉANISATION EN QUESTION.....	140
7.1. L'approche interactionniste pour comprendre la dynamique des mobilisations	144
7.2. Le mouvement social comme processus politique et culturel.....	159
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	164
ANNEXES.....	168
1 - Chronologie détaillée	169
2 - Personnes rencontrées.....	176
3 - Notice méthodologique.....	178
3.1. Recueil des données	179
3.2. Présentation des données	183
3.3. Interprétation.....	189
4 - Médias analysés systématiquement (27/02 – 05/04/97)	193
5 - Chronologie des principales euro-protestations	195

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

Il y a vingt ans...

"C'est en développant une pratique commune d'action de masse sur des revendications populaires, correspondant à ce que souhaite la grande majorité des travailleurs de la plupart des pays d'Europe, que se développera une conscience de classe à dimension européenne, aujourd'hui limitée à l'échelon national"

Bureau national de la CFDT, janvier 1979

et Vilvorde...

- Après ce qu'ils vont montrer à la télé, on aura la solidarité de partout!
- C'est pas sûr qu'ils montrent ce qu'il faut...

Deux salariés lors d'une manifestation

INTRODUCTION

Le constructeur automobile Renault a annoncé la fermeture de son site belge d'assemblage de Vilvorde (banlieue de Bruxelles) le 27 février 1997. De la réaction immédiate des salariés - grève, occupation du site, blocage des véhicules stockés - aux critiques encore exprimées après l'arrêt définitif de la production en septembre, l'affaire "Vilvorde" s'est nourrie de multiples actes et discours protestataires. Dans le sillage de la lutte syndicale presque toujours présentée par les médias comme symptôme d'un capitalisme transnational brutal et indifférent au sort des hommes, d'importantes et nombreuses personnalités politiques belges, françaises et européennes ont investi et élargi le champ de la protestation.

Le feuilleton s'est déroulé sur plusieurs mois, avec un large casting, des foules de figurants, une grande intensité émotionnelle et des sursauts réguliers qui relançaient l'attention des observateurs et du public. Du fait de la dimension multinationale de l'entreprise, ce fut aussi une co-production dont les acteurs sociaux, politiques et médiatiques ont rapidement souligné le caractère européen et inédit. On peut donc être tenté de ranger la mobilisation contre la fermeture de l'usine de Vilvorde parmi les divers phénomènes qui renforcent depuis plusieurs années l'idée d'une *européanisation des mouvements sociaux*.

Mais cette éventuelle tendance à l'élargissement des dynamiques protestataires est encore mal connue. L'expression "européanisation" peut d'ailleurs servir à désigner des processus différents dont le seul point commun est d'avoir un caractère européen, ce qui semble insuffisant pour justifier leur regroupement en une catégorie unique. Son emploi témoigne plus de la volonté de comprendre des pratiques protestataires en renouvellement dans le cadre d'une intégration politique et économique complexe que du constat fondé et assuré de l'autonomie et de la cohérence d'un nouveau genre clairement identifié de mobilisation. Nous en sommes encore à l'heure où les études de cas sont nécessaires pour appuyer les raisonnements dont nous n'avons que l'intuition. Il faut trier les faits, oser des hypothèses et proposer des interprétations encore difficiles à confronter. Bien que la proximité souvent pressentie et observée avec les institutions de l'Union Européenne produise un certain effet d'évidence, il ne saurait y en avoir dans ce champ récent de recherche plus qu'ailleurs en sciences sociales. L'un des enjeux de l'étude de cas menée sur Vilvorde reste donc général. Il s'agit de la nécessité épistémologique de préciser ce qu'on peut entendre par "européanisation".

L'effort de définition est également souhaitable pour les autres termes de l'hypothèse. Pour "mouvement social", on peut poser celle-ci : mobilisation *collective et transversale de grande ampleur* dirigée depuis

l'espace public vers un interlocuteur institutionnel en vue de la satisfaction de revendications proches ou communes attendue de la confrontation symbolique et/ou physique engagée avec cet interlocuteur.

Cette définition est relativement restrictive en ce qu'elle suppose un effet de seuil à travers la notion d'*ampleur*. Ce choix est justifié par la nature du questionnement mené à partir du terme mouvement. Le mouvement est le phénomène physique par lequel se produit un déplacement, le passage d'une position à une autre. Il convient donc de désigner plus généralement par mouvement des phénomènes qui introduisent un changement par rapport à un état antérieur. Or, parlant de mobilisation collective, s'il s'agit d'observer la mécanique mise en oeuvre par un groupe constitué, on *resserre* la focale sur une *structure d'action*. Et qu'attend-on d'une structure d'action sinon qu'elle se mette effectivement en action? C'est là une régularité. Ce niveau d'analyse ne s'applique donc pas à des changements. En revanche, si on s'interroge sur une dynamique sociale qui dépasse la ou les structures d'action l'ayant initiée - c'est le critère de l'*ampleur* -, il faut considérablement *élargir* la focale pour analyser la chimie sociale qui introduit de l'irrégularité. Il est significatif que, dans son effort de compréhension des dynamiques collectives protestataires, Sidney Tarrow commence par caractériser ainsi ce qu'est un mouvement social : "Power in movement grows when ordinary people join forces in contentious confrontation with elites, authorities and opponents.

Mounting, coordinating and sustaining this interaction is the peculiar contribution of the social movement"¹. Pour nous, une association, un syndicat, un parti politique ou toute autre structure collective mobilisant ses militants produit simplement de la régularité. En revanche, si d'autres qui n'y adhèrent pas se joignent à la mobilisation dans une telle mesure qu'ils la prennent au moins en partie à leur compte, il se produit une irrégularité, un déplacement par rapport à la régularité sociale, qui mérite pleinement le nom de mouvement social. Ce faisant, la définition est analytiquement plus fonctionnelle : elle pose une terminologie qui, au lieu de les diluer, reproduit les distinctions entre les phénomènes observables.

Par ailleurs, il convient d'insister sur le caractère *transversal* que doit comporter une mobilisation pour constituer un mouvement social. Ce point théorique s'articule au critère de l'ampleur défini comme le développement de la mobilisation au-delà de ses initiateurs. Les sociétés contemporaines sont très complexes et la plupart du temps, même observées à un certain niveau d'agrégation, encore fragmentées. C'est notamment le cas des syndicalismes belges et surtout français qui sont traversés par des clivages confessionnels et d'opinion. Au contraire, les phénomènes de mobilisation collective

¹ Sidney TARROW, *Power in Movement. Collective Action, Social Movement and Mass Politics in the Modern State*. Cambridge : Cambridge University Press, 1994, p. 1.

traduisent des convergences qui signifient nécessairement que certains clivages inscrits sur d'autres plans sont suffisamment forts pour susciter l'agrégation de groupes distincts, voire rivaux, dans d'autres contextes. La stigmatisation de ces clivages "supérieurs" assure la dynamique transversale des mouvements sociaux. Si de tels rapprochements ne sont pas forcément spontanés ni très concertés, ils établissent néanmoins des synergies de fait, c'est-à-dire, au sens étymologique du terme, un "travail commun". Ce premier niveau d'agrégation entre groupes constitués est décisif : il situe la mobilisation dans le registre de la solidarité à partir duquel tous les autres types d'acteurs sont mieux disposés à intervenir.

Le devenir d'une mobilisation est ainsi grandement déterminé *de manière interne* par les significations collectivement attribuables à ses premiers moments. Sans devoir être négligé, l'environnement considéré globalement, notamment en termes de structure d'opportunité politique, constitue alors une donnée explicative secondaire. Il demeure d'ailleurs une construction opérée *a posteriori* par le chercheur pour mieux appréhender l'univers observé tandis que les acteurs sociaux peuvent parfaitement n'en avoir pas perçu ou utilisé les différents éléments de manière unifiée. En effet, chaque acteur agit en fonction de logiques spécifiques qui sont d'autant plus efficaces qu'elles présentent une forte cohérence elle-même souvent déterminée par une restriction des dimensions prises en compte. Par ailleurs, un

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

raisonnement en termes de structure d'opportunité politique comporte le risque de naturaliser les phénomènes observés alors même que de nombreux facteurs indiquent que le cours des événements aurait pu être différent dans la même structure d'opportunité. Enfin, ayant identifié les mouvements sociaux comme une forme d'irrégularité dans le flux de la vie sociale, il serait paradoxal de chercher à les analyser prioritairement à partir des permanences qui font la trame de la *structure* d'opportunité.

La définition proposée intègre un élément encore souvent relégué, voire ignoré, quand il s'agit d'appréhender ce qu'est un mouvement social. Il s'agit de *l'espace* dans lequel il se loge et se développe. Dans la confrontation qu'il entretient avec l'institution visée, un mouvement social cherche à exercer une influence et doit donc être étudié à partir d'une conception relationnelle du pouvoir. Or, les forces qui impriment un mouvement social sont généralement caractérisées par un manque d'accès aux sphères procédurales de la prise de décision, du moins par une faible capacité à y faire valoir leur point de vue, sans quoi elles y recourraient directement. Un mouvement social n'agit donc pas depuis la sphère institutionnelle ni depuis les cercles d'influence informels qui entourent cette sphère. Il agit depuis l'espace public - réseau entretenant une communication la plus large possible au sein d'une société - qui comporte deux

dimensions. Dans *l'espace public physique* s'exerce une influence matérielle par la quantité de gens mobilisés (recours à la pression du nombre) ou leurs actions (blocus, dégâts, agression). Dans *l'espace public symbolique* s'exerce une influence du discours (argumentation, légitimité majoritaire à travers les sondages). La combinaison des ressources disponibles dans ces deux espaces est souvent recherchée par les acteurs sociaux².

On représente souvent les relations entre détenteurs statutaires du pouvoir et ceux sur qui ce pouvoir s'exerce par analogie avec le théâtre divisé en trois espaces : le public, la scène, la coulisse. Mais cette représentation n'est pas tout à fait exacte car elle suppose une coupure conventionnelle entre la scène valant pour le pouvoir et le public valant pour l'espace public. Certes, il a été possible d'analyser l'émergence de l'espace public comme phénomène contestant l'organisation et la forme du pouvoir d'Ancien régime³. Mais une fois intégré au système de pouvoir comme c'est le cas dans les démocraties libérales fondées entre autres sur le principe de publicité, l'espace public participe de la légitimation du régime. Ce n'est plus la sphère *contestataire* des réseaux sociaux promouvant une pratique alternative du pouvoir mais la sphère *institutionnelle* du droit d'expression et de

² Voir, par exemple, Patrick CHAMPAGNE, "La manifestation comme action symbolique" in Pierre FAVRE (dir.), *La manifestation*. Paris : Presses de la FNSP, 1990, pp. 329-356.

³ Jürgen HABERMAS, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension de la société bourgeoise* [1962]. Paris : Payot, 1992.

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

protestation. De principe de contestation, l'espace public devient principe de fonctionnement. Intégrateur, il associe la scène et le public et permet les interactions dont la mobilisation protestataire est une forme. Reste que la scène, relativement homogène, bien organisée, professionnalisée, et le public, hétérogène, peu organisé, peu professionnel sont des réseaux aux ressources très inégales. La fragmentation du public est le principal handicap que doivent surmonter ceux de ses membres désireux d'entrer en action. Il est donc intéressant d'apprécier la mobilisation collective comme un degré d'agrégation du public initialement fragmenté.

Il existe plusieurs types de ressources pour augmenter le degré d'agrégation du corps social. La ressource du droit oriente tendanciellement vers une cristallisation institutionnelle. Par exemple, dans les pays où les conventions collectives ne bénéficient en principe qu'aux adhérents des syndicats les ayant négociées, le taux de syndicalisation est très élevé⁴. Cela assure un degré d'agrégation important et continu favorisant des procédures de négociation routinisées et relativement centralisées qu'illustre l'exemple co-gestionnaire allemand. D'une autre façon, la constitution de réseaux de solidarité et de sociabilité entretenant une culture collective est une

⁴ C'est le cas en Belgique.

ressource organisationnelle durable⁵. Enfin, les médias de masse constituent une ressource ponctuelle d'autant plus essentielle qu'on ne dispose pas de ressource juridique ou organisationnelle.

Ces trois éléments - ampleur, transversalité et solidarité, investissement de l'espace public - semblent avoir caractérisé la mobilisation protestataire de Vilvorde à une échelle européenne. Il est donc permis de se demander si cette mobilisation fut un mouvement social européen et comment, en tant que tel, elle a pu influencer sur un processus d'intégration politique et sociale.

Le caractère européen d'un mouvement social peut concerner son extension, ses modalités pratiques, la nature de l'interlocuteur visé, la portée des revendications émises. Reste à préciser en quoi chacun de ces éléments peut rendre compte d'un processus d'eupéanisation propre aux mouvements sociaux. Cette étude de la mobilisation contre la fermeture de l'usine de Vilvorde permet d'éclairer la question et procède en trois temps. Après un rappel des traits particuliers de l'événement (1), sont exposées les logiques spécifiques à chacun des types d'acteurs impliqués (2). L'événement est ainsi balisé et circonscrit dans ses multiples dimensions. Dans un second temps, il s'agit d'appréhender la dynamique de la mobilisation protestataire. Pour ce

⁵ Modèle développé en France par le Parti communiste disposant de relais au travers de la CGT, d'organisations de solidarité, de jeunesse ou de femmes, d'associations culturelles, de

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

faire, pointer l'enjeu de la visibilité qui est donnée à l'événement par les médias (3) permet d'aborder le processus complexe des interactions entre acteurs (4), cette spirale se structurant essentiellement à partir des cadrages et qualifications opérés par les médias (5). Enfin, la question du statut de l'événement ainsi posée permet de faire retour sur l'hypothèse de construction sociale de la réalité à propos du devenir symbolique de la mobilisation (6) et conduit à discuter la notion d'euphorisation des mouvements sociaux (7).

cercles intellectuels ou artistiques, d'une presse quotidienne et hebdomadaire.

1. LONGEVITE, MULTIDIMENSIONNALITE, AMPLEUR

Bien que plusieurs responsables politiques soient déjà informés depuis plusieurs jours - le PDG de Renault a rencontré le premier ministre belge et le ministre-président des Flandres les 21 et 24 février -, il est convenu que "l'affaire Renault Vilvorde" commence avec l'annonce publique de la fermeture de l'usine belge le jeudi 27 février 1997. La perspective d'analyse retenue accordant une grande importance aux médias, il convient de noter que des fuites dans la presse ont accéléré l'annonce de la fermeture de l'usine et expliquent peut-être sa soudaineté rapidement qualifiée de "brutalité".

Une telle décision revêt un caractère exceptionnel même à l'heure où les plans sociaux se multiplient en Europe. D'une part, outre la situation des 3.100 salariés licenciés, la suppression du site lui-même atteint les sous-traitants et l'économie locale. D'autre part, la concentration dans le temps et dans l'espace du "malheur social" renforce l'indignation et donc la mobilisation protestataire en donnant un nom et presque un visage aux conséquences de la restructuration industrielle. Cela n'est pas sans conséquence pour le travail des journalistes.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

L'une des principales caractéristiques de cette affaire tient à son inscription dans le temps : 7 mois si on prend pour date-butoir la sortie de la dernière voiture des chaînes de montage début septembre. Certes, la plupart des ouvriers prennent congé après la signature officielle du plan social le 24 juillet. Mais, le PDG de Renault étant convoqué en janvier 1998 devant le tribunal correctionnel de Bruxelles, puis en février sur le fond de l'affaire et finalement condamné le 20 mars pour non respect du droit belge, l'épilogue judiciaire prolonge le dossier de 8 mois (chronologie détaillée à l'annexe 1). L'analyse portant sur la mobilisation protestataire, il paraît indiqué de retenir une chronologie moins extensive. Mais, y compris du point de vue de la controverse publique, on peut déjà faire l'hypothèse que, comme symbole de lutte sociale, Vilvorde survit à la fermeture de l'usine.

L'annonce de la fermeture a entraîné une multitude de réactions qui donne à l'affaire une trame particulièrement complexe. La difficulté à délimiter l'événement dans le temps s'explique donc aussi par la diversité des acteurs impliqués et des arènes où ils interagissent. Citons : salariés et syndicats du groupe Renault, à Vilvorde, en France, en Espagne, en Slovaquie, et de la branche automobile en Belgique, confédérations syndicales belges et françaises, Confédération européenne des syndicats (CES), Fédération européenne de la métallurgie (FEM), la direction de Renault, les personnels politiques et

institutionnels belges, français, espagnols et européens, les épiscopats belges et français, les médias européens, les opinions publiques française et belge... Du fait de cette diversité, l'affaire Vilvorde allie de multiples dimensions :

- sociale : conflit, négociation, restructuration,
- économique : situations de Renault (retrait de l'Etat, rationalisation de la production), du marché automobile européen, des économies belge et européenne avant l'Euro et avec un fort taux de chômage,
- judiciaire : actions en justice des autorités belges et des syndicats, jurisprudence "Vilvorde" sur la consultation des comités de groupe européens par l'arrêt de la cour d'appel de Versailles,
- politique : mises en cause des responsabilités de l'Etat-actionnaire, du libéralisme dérégulateur, premier dossier pour le gouvernement de gauche "plurielle" en France, élargissement du fossé entre le syndicat FGTB et le Parti socialiste belge, stigmatisation des différences entre flamands et wallons,
- diplomatique : relations franco-belges délicates dans un contexte de scandales politico-judiciaires et financiers,
- transnationale : actions transfrontalières, eurogrève, euromanif, débat sur la révision des normes sociales européennes.

Tout en évoluant dans leur propre registre, les acteurs doivent improviser et adapter leurs comportements en fonction des réactions

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

réelles ou anticipées des autres. L'analyse suppose donc de restituer à la fois les logiques spécifiques à chacun et les interactions qui se nouent. D'où la difficulté à résumer ce qui constitue difficilement un "événement" unique vécu selon une temporalité unique.

L'annonce de la fermeture de Vilvorde a provoqué une onde de choc immédiatement répercutée aussi bien par les milieux syndicaux que politiques et médiatiques. L'ampleur de l'affaire ne se mesure pas seulement à celle du mouvement de protestation, déjà considérable. On compte quelque 100.000 manifestants cumulés entre le 3 mars et le 4 avril dans 10 cortèges regroupant entre 300 et 70.000 participants. Dans la même période, d'autres types d'actions de terrain ont réuni plus de 3.000 participants auxquelles il faudrait ajouter le nombre difficilement évaluable des milliers de salariés débrayant lors de l'eurogrève du 7 mars⁶. Par ailleurs et de manière régulière, les personnalités politiques du plus haut rang se sont impliquées par leurs déclarations ou interventions : en France, le président de la République, deux premiers ministres, plusieurs ministres, les dirigeants des partis de gouvernement ; en Belgique, le roi, le premier ministre, le ministre-président de la région flamande, plusieurs ministres ; parmi les

⁶ La quasi-totalité des 4.000 concessionnaires Renault et des 33.000 salariés de l'automobile en Belgique (Volkswagen, Ford, Volvo, Opel), au moins 20.000 des 100.000 salariés français et 5.000 des 12.000 espagnols de Renault.

responsables européens, le président de la Commission, deux commissaires, le Parlement. Enfin, les médias font vivre le dossier, surtout en France et en Belgique mais plus largement en Europe.

2. LOGIQUES SPECIFIQUES DES ACTEURS

Les acteurs impliqués dans la protestation contre la fermeture de l'usine de Vilvorde se répartissent en groupes clairement identifiables avec leur propre logique d'action. Puis, à un second niveau, il existe plusieurs strates au sein de chaque groupe et donc des déclinaisons particulières de chaque logique d'action.

2.1. Les acteurs sociaux : syndicats et salariés

Parmi les acteurs sociaux, on peut distinguer trois niveaux d'implication. Le premier niveau, micro-protestataire, regroupe les salariés de Vilvorde et leur famille, ceux qui sont directement touchés par la décision de fermeture du site et vont l'occuper. Ce sont les "Vilvorde". Le niveau méso-protestataire est constitué par l'ensemble des autres salariés et syndicalistes de Renault en Europe qui s'engagent dans l'action en faisant valoir le principe de solidarité autour du thème "même patron, même combat". A ce niveau, la protestation est dirigée contre la stratégie du groupe. Y sont associés les quelques syndicalistes de la branche automobile belge entrés dans l'action. Enfin, formant le niveau macro-protestataire, les acteurs syndicaux fédéraux (métallurgie) et confédéraux formulent des revendications dépassant de loin le cadre

de Vilvorde et comportant souvent une dimension politique. Ce troisième niveau de mobilisation est le seul à ne pas avoir d'attache au sein du groupe automobile. Par conséquent, sauf exception, les acteurs qui le composent ne participent pas à la dynamique protestataire autrement que par le discours ou à travers leur présence à la grande manifestation du 16 mars à Bruxelles.

Les salariés de Vilvorde ont appris la décision de fermeture par la radio dans l'après-midi du jeudi 27 février. Le même jour, la rumeur de l'annonce imminente par Renault de pertes lourdes pour 1996 après dix ans de bénéfice accompagne la convocation d'un conseil d'entreprise extraordinaire de l'usine belge, ce qui soulève l'inquiétude des salariés. Une grève commence alors sur une partie des chaînes de montage. Puis le travail reprend, les ouvriers décidant cependant de garder les voitures produites sur le site de Vilvorde dans l'attente d'une communication d'un porte-parole du groupe annoncée pour l'après-midi. La décision de fermeture est alors rendue publique par le secrétaire général de Renault lors d'une conférence de presse dans un grand hôtel de Bruxelles. Dans la nuit du jeudi au vendredi, l'occupation de l'usine commence. Le vendredi après-midi, les trois sections syndicales de Vilvorde - FGTB (socialiste), CSC (chrétien social), ACLVB (libéral) - décident d'un plan d'action et d'une manifestation pour le lundi à venir. L'action sur le site dont la presque

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

totalité des salariés sont syndiqués est donc lancée de manière très réactive et unitaire. Elle prend immédiatement la forme d'un conflit traditionnel entre Travail et Capital tels que leur association définit l'entreprise comme structure économique. La revendication est simple : sauver tous les emplois et garder l'usine en activité.

Jusqu'à la reprise du travail, le 14 avril, après plus de six semaines de conflit, les 3.100 salariés de Vilvorde massivement mobilisés ont occupé l'usine et retenu 5.000 véhicules en attente de livraison, leur "trésor de guerre" selon l'expression aussitôt utilisée⁷. Le contrôle de l'appareil de production et d'un stock représentant un peu moins de 3% de la capacité annuelle de l'usine a constitué un pivot de la stratégie d'épreuve de force engagée contre la direction de Renault. D'ailleurs, les grévistes de Vilvorde ont également occupé le site de stockage de Wavrin, dans le Nord de la France. Du 20 au 27 mars, quelques dizaines d'entre eux y ont retenu 9.000 véhicules parmi lesquels 1.800 de Renault. "Toute la distribution de Renault en Europe est compromise si nous bloquons ce parking", expliquait alors Karel Gacoms, secrétaire régional de la métallurgie FGTB⁸. De manière plus générale, à l'exception du blocus de la ligne ferroviaire Paris-Bruxelles durant quelques heures le 24 mars, lorsque les Vilvorde menaient des actions hors de leur site de production, ils s'employaient à toucher le

⁷ D'une valeur d'environ 3 milliards de francs belges, soit 490 millions de francs français.

⁸ Déclaration à *Le Soir* du 21/03/97, p. 15.

groupe Renault. Ainsi, ont-ils manifesté le 20 mars devant le "Pub Renault" des Champs Elysées à Paris, visité les usines françaises de Douai le 5 et le 13 mars, de Cléon le 26, d'un sous-traitant le 20 et de deux autres le 27. Ils reproduisent en cela une dynamique classique des mobilisations protestataires : la cible visée est aussi bien adversaire que partenaire incontournable d'une éventuelle négociation.

Le 10 avril, les grévistes n'ont voté la reprise du travail qu'à 68,7% alors que l'intersyndicale comptait réunir plus de 80% des voix sur ce principe. Le principal argument en faveur de la reprise consistait à faire valoir que les décisions judiciaires favorables aux salariés rendues au début du mois d'avril en France et en Belgique situaient la lutte sur un nouveau plan. Mais, outre les minorités de sensibilité communiste ou d'extrême-gauche au sein de la FGTB, de nombreux salariés ne souhaitaient pas s'en remettre aux tribunaux qui condamnaient seulement la forme de la décision et non la décision elle-même. Or, les six semaines d'action ne s'étaient encore traduites par aucun début de négociation avec la direction. Y compris dans les rangs de la CSC, les responsables syndicaux ont donc été critiqués pour leur gestion de la fin du conflit. L'abandon du rapport de force avec la direction a suscité une amertume générale, sensible jusqu'à la sortie de chaîne de la dernière voiture en septembre. Entre-temps, à la faveur de l'alternance politique française survenue en juin, le réexamen du dossier industriel a été confié à un expert indépendant qui a présenté

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

ses conclusions au conseil d'administration du groupe le 28 juin. La décision de la fermeture du site a été modifiée pour assurer sa reconversion et le maintien de 400 emplois. En outre, le plan social et les mesures de reclassement accompagnant cette reconversion ont été approfondis. Néanmoins, la revendication initiale des salariés de poursuivre la production de Renault n'a pas été satisfaite. En ce sens, la mobilisation micro-protestataire a été un échec. Si la lutte longue et difficile n'a pas abouti, d'autres résultats ont été obtenus car la mobilisation ne s'est pas développée au seul niveau de l'usine.

Les salariés de Vilvorde se sont également fortement impliqués au *niveau méso-protestataire en coordination avec les syndicats français et, dans une moindre mesure, espagnols*. Ce niveau de protestation s'est organisé très tôt. Dès le 28 février, lendemain de l'annonce de fermeture, les syndicats français expriment leur solidarité en recourant chacun à une rhétorique spécifique. Dans son communiqué, la CGT-Renault⁹ appelle ses adhérents "à la mobilisation et la désobéissance sociale", déclare "nous apportons notre plein soutien aux salariés belges" et conclut que "face aux tentatives de la direction d'opposer les salariés entre eux, que ce soit en France ou hors des frontières, l'heure

⁹ La CGT est le premier syndicat français du groupe avec 44% des voix aux élections de 1995/96 pour le comité d'entreprise devant FO (19,8%), interlocuteur privilégié de la direction qui a tardé à se joindre à la protestation, et la CFDT (17%) syndicat le plus proche de la FGTB. La CFTC, syndicat français le plus proche de la CSC n'a obtenu que 2,2% des voix.

est bien aux convergences des luttes". De son côté, la CFDT-Renault exige une réunion extraordinaire du comité de groupe européen dont un des siens assure le secrétariat général et annonce sa volonté d'une protestation coordonnée avec les autres syndicats européens. La CFTC-Renault dénonce une logique industrielle incohérente et une décision inhumaine. Traditionnellement plus conciliant à l'égard de la direction, FO-Renault constate simplement une mauvaise nouvelle sans se prononcer sur le bien fondé de la décision et annonce s'attendre à plusieurs milliers d'autres suppressions d'emploi dans les usines françaises du groupe. Ce même jour, à Vilvorde, des délégations syndicales viennent d'entreprises voisines pour manifester leur solidarité.

Le rapprochement entre les syndicats du groupe Renault s'effectue deux jours plus tard. Le dimanche 2 mars, la CFDT, la CGT et la CFTC, côté français, la FGTB, la CSC et l'ACLVB qui, côté belge, ont déjà créé une intersyndicale, signent depuis Vilvorde un communiqué de presse commun appelant "les travailleurs français de Renault à refuser le transfert des productions de Renault-Vilvorde [... et] les collègues espagnols et slovènes à rejoindre cette position". Ce communiqué renouvelle l'exigence de réunion du comité de groupe européen et demande à la Fédération européenne des syndicats de la métallurgie (FEM) de faire "le nécessaire pour dénoncer l'attitude de Renault auprès de la Commission Européenne". Le lendemain, un

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

second communiqué unitaire est également signé par les syndicats espagnols CCOO (tradition communiste) et UGT (socialiste). En riposte à la décision de fermeture de Vilvorde et au plan de suppression d'emplois prévu en France, il annonce notamment la tenue d'"une heure de grève dans tous les établissements de Renault en Belgique, Espagne et France le 7 mars à l'occasion de la journée d'action dans l'ensemble de la branche automobile belge". Il annonce aussi la prise de contact "avec les autres syndicats français, les syndicats slovènes et portugais pour examiner les initiatives communes". Enfin, un troisième communiqué commun rédigé le 6 mars et distribué dans toutes les usines de l'entreprise appelle à une manifestation unitaire devant le siège de Renault à l'occasion de la réunion extraordinaire du Comité de groupe européen obtenue pour le 11 mars. Il annonce que "la solidarité internationale est à l'ordre du jour". Les contacts entre syndicats français et belges sont alors permanents et les organisations espagnoles soutiennent la protestation. Les communiqués sont d'ailleurs rédigés et distribués en français, en flamand et en espagnol. Alors que la direction avait souvent pu jouer sur la concurrence entre les usines des différents pays, on peut considérer que la solidarité est alors réelle à l'échelle européenne. En témoigne la mobilisation parmi les 12.000 salariés espagnols de Renault : entre 60 et 90% de grévistes le 7 mars, 60 militants présents lors de la manifestation du 11 à Paris et 400 le 16 à Bruxelles, une pétition de soutien envoyée aux salariés de

Vilvorde. En outre, des délégués italiens, allemands et néerlandais du réseau commercial de Renault ont participé à la manifestation du 11 et des représentants de l'usine slovène à celle du 16. Entre-temps, venus à Vilvorde le 4 mars, les représentants syndicaux du secteur automobile belge (Ford, Opel, Volvo, Volkswagen) ont convenu d'observer l'heure de grève du 7 mars. Ils ont aussi approuvé l'anticipation au 16 mars du volet belge des manifestations pour l'emploi prévues de longue date pour le 28 mai dans toutes les capitales de l'Union Européenne par la Confédération européenne des syndicats (CES). Le phénomène ne résiste cependant pas à l'essoufflement de la dynamique protestataire. Prévue sur le modèle de l'euro-grève du 7 mars, la journée du 4 avril est un échec : faible participation en France et simple réunion d'information dans les usines espagnoles.

Communiqués communs, actions transfrontalières, grève unitaire, manifestations internationales. La solidarité dans l'action s'organise dans la branche automobile belge et surtout, de manière innovante en Europe, au sein du groupe Renault. La revendication commune concerne encore la défense de l'emploi et le maintien de l'activité du site belge de Renault. Mais, à ce niveau de protestation, le spectre des interlocuteurs visés s'élargit. Dès le communiqué commun du 2 mars, il est question de saisir la Commission européenne au motif de la violation des directives européennes. Dans celui du 6, les syndicats déclarent vouloir "obliger la direction de Renault, la

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Communauté européenne et les pouvoirs publics belges et français à changer d'attitude". Outre les actions de terrain, les grèves et les manifestations, le combat pour l'emploi passe ici par toutes les ressources disponibles, notamment les pressions sur les institutions européennes. L'exemple récent de la négociation imposée à Ford qui souhaitait fermer une usine en Grande-Bretagne y engage. Mais parmi les responsables syndicaux, ce ne sont pas ceux de Vilvorde, mobilisés par la gestion humaine et locale du conflit, qui maîtrisent ce genre de stratégie. "Nous, on voyait surtout les choses du point de vue de l'usine. L'Europe, au départ, on n'en avait pas grand chose à faire [...] on ne pensait pas d'emblée nos problèmes dans un cadre européen", admet ainsi Jean Pas, délégué CSC de Vilvorde¹⁰. En revanche, Emmanuel Couvreur, délégué central CFDT-Renault ou Michel Batt, secrétaire général (CFDT) du comité de groupe européen de Renault, et Karel Gacoms secrétaire régional de la FGTB-métallurgie, ont l'habitude de recourir à ce niveau d'argumentaire et de ressource.

Ce second axe stratégique est surtout développé par la CFDT et la FGTB, les deux partenaires syndicaux qui y sont préalablement le plus disposés par leur ligne revendicative. En effet, si la CGT est de loin la première force syndicale au sein du groupe Renault et mobilise

¹⁰ Les dates et références des entretiens figurent à l'annexe 2.

massivement lors des actions de terrain¹¹, elle ne dispose pas pour autant des ressources organisationnelles pour constituer un pivot de la dynamique méso-protestataire élargie à l'échelle institutionnelle européenne. "La CGT avait auparavant très peu de contact avec les syndicats belges. Officiellement, compte tenu des structures syndicales européennes dont la CGT ne fait pas partie, la CES et la FEM¹², les contacts entre la CGT et les organisations belges étaient pratiquement inexistants", explique Philippe Martinez, délégué central du syndicat. Par ailleurs, la CGT a longtemps privilégié la production dans les usines françaises du groupe. Enfin, suivant la tradition revendicative qu'elle a développé depuis des décennies au sein de l'historique forteresse ouvrière, elle est plus encline à contester la stratégie industrielle de Renault qu'à développer une thématique institutionnelle hors du cadre de l'entreprise. "La première rencontre qui a eu lieu en Belgique après l'annonce de la fermeture a permis que la CGT donne son avis dans des endroits où elle n'avait pas forcément l'habitude

¹¹ La CGT mobilise notamment pour l'heure de grève du 7 mars, la différence étant sensible entre les usines où elle est majoritaire et les autres. A la manifestation du 11 mars devant le siège de Renault, elle réunit le gros des participants français. Enfin, la CGT se distingue à la manifestation du 16 mars à Bruxelles où, sans compter ses "Renault", elle mobilise environ 3.000 manifestants tandis que la CFDT et FO n'en alignent que 300 chacun.

¹² La CGT a quitté la Fédération syndicale mondiale (communiste) en décembre 1995 mais sa candidature à la Confédération européenne des syndicats, dont la CFDT, FO et la CFTC sont membres, a encore été refusée en décembre 1996. La fédération CGT de la métallurgie a quitté l'Union internationale syndicale des travailleurs de la métallurgie affiliée à la Fédération syndicale mondiale à l'occasion de son 35ème congrès tenu du 2 au 7 mars 1997 en pleine affaire Renault. La CGT s'est montrée d'autant plus volontaire et coopérative dans la mobilisation de Vilvorde qu'elle veut montrer sa bonne foi européenne et intégrer la CES.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

d'aller ou d'être écoutée", confirme Philippe Martinez. Inversement, la CFTC n'a qu'une extrêmement faible capacité de mobilisation mais se trouve immédiatement en phase avec la CSC chrétienne. Aussi s'investit-elle pleinement dans la protestation unitaire, la solidarité transfrontalière et la rhétorique européenne. Par exemple, le 5 mars, lorsque 900 salariés de Vilvorde visitent l'usine française de Douai où FO, qui n'a pas encore rejoint la mobilisation, est majoritaire, ce sont les délégués CFTC qui engagent les premiers à la fraternité.

L'obstacle de la langue jouant très peu, les quelques "déficits de connaissance des uns et des autres" sont surmontés. "Le terrain le plus efficace possible et qui suscite le moins d'opposition a été vite trouvé, c'était le comité de groupe européen puisqu'il y en a un chez Renault", explique encore Philippe Martinez. Son secrétaire est choisi pour s'exprimer au nom de tous les syndicats dès la conférence de presse du 2 mars. Créé en avril 1993, un an et demi avant la directive européenne adoptée sur ce genre de structure, le comité de groupe européen de Renault est une simple structure d'information des salariés. Sans compétence décisionnelle, il permettait seulement des échanges entre quelques syndicats. Il s'est alors révélé d'une grande utilité pratique pour coordonner l'action au niveau méso-protestataire et pour lui donner sa dimension européenne fortement mobilisatrice. "L'existence d'un comité de groupe européen a été un gros avantage [...] grâce à lui, les gens se connaissaient et, puisqu'ils le voulaient, ils

ont pu s'organiser par-delà les frontières alors que c'est très difficile", analyse Jean Pas.

Au niveau fédéral, confédéral et européen, les responsables syndicaux semblent s'engager tardivement puisque les syndicats de Renault mais aussi les responsables politiques belges, français et européens les devancent y compris sur le thème de l'Europe sociale.

Certes, les secrétaires nationaux de la métallurgie FGTB et CSC proposent rapidement d'anticiper au 16 mars le volet belge des manifestations pour l'emploi prévues le 28 mai par la CES. Mais la demande d'intervention active au niveau national et de prise en charge des démarches européennes adressée par l'intersyndicale de Vilvorde aux dirigeants des trois grands syndicats belges lors de leur rencontre du 3 mars ne suscite pas une implication très forte. D'ailleurs la FGTB et la CSC ne déposent plainte devant le tribunal du travail à Bruxelles contre la décision de fermeture de l'usine et de licenciement collectif que le 18 mars alors qu'un gréviste de Vilvorde l'a fait dès le 7 mars. En outre, si les présidents de ces syndicats sont en tête de la manifestation du 16 mars à Bruxelles, ils désignent clairement le gouvernement belge comme leur principal interlocuteur. Pour eux, la fermeture de Vilvorde suit celle des forges de Clabecq et les milliers de suppression d'emploi causées depuis un an dans la métallurgie par une décision européenne interdisant les aides publiques des régions belges

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

à ce secteur. Or, en contrepoint au jusqu'au boutisme "marxiste-révolutionnaire" du conflit de Clabecq (février-août 1997), ce dossier doit permettre de resituer le syndicalisme national dans l'arène politico-institutionnelle. D'un impact quasi nul sur le conflit de Renault, cette stratégie généraliste dirigée vers les responsables politiques n'est cependant pas sans résultat : le 19 mars, le ministre belge des finances annonce que son gouvernement proposera à ses partenaires du prochain sommet européen de conférer au commissaire européen chargé des Affaires sociales des pouvoirs de sanction comparables à ceux dont dispose le commissaire chargé de la Concurrence.

Du côté français, les réactions s'inscrivent dans les lignes générales habituellement tenues par chaque organisation et semblables à celles exprimées dès le 28 février au sein de l'entreprise. Dans une logique de contestation des choix de Renault, le secrétaire général de la CGT rédige un communiqué appelant "les salariés de l'ensemble du groupe à une riposte solidaire". Grand promoteur de l'Europe sociale, celui de la CFDT se rend avec une délégation du Comité exécutif de la CES à Vilvorde le 6 mars. Avec fatalisme, le secrétaire général de FO Métaux, déclare que le non respect des directives européennes "ne change rien sur le fond" et que la surproduction industrielle est une

explication naturelle aux pertes d'emploi et fermeture d'usine¹³. N'étant entouré que de 30 militants dans un cortège qui en compte 10.000, le secrétaire général de la CFTC est cependant le seul dirigeant confédéral à participer à l'euromanifestation du 11 mars devant le siège de Renault. Il faut attendre la grande manifestation du 16 mars à Bruxelles pour que tous soient présents dans l'action. Leur soutien est alors formulé en termes généraux et concerne aussi bien la lutte présente que les conflits à venir. Physiquement liés dans le cortège comme ils ne le sont jamais en France, ils déclinent le thème de la solidarité qui ne consiste plus tant à soutenir la protestation des grévistes de Vilvorde, dont la résignation devient sensible, qu'à la reconverter symboliquement.

Enfin, le puissant écho médiatico-politique de la mobilisation met les structures syndicales européennes dans la situation délicate d'investir le champ revendicatif alors que, bureaucratiques, elles agissent habituellement au seul niveau de la concertation et de la production de normes¹⁴. Interpellée par les syndicats belges et français

¹³ *Le Monde*, 08/03/97, p. 20.

¹⁴ "Toute l'histoire de la CES et de son évolution illustre combien celle-ci a été soucieuse avant tout de l'institutionnalisation de son rôle dans les sphères, pratiques et textes communautaires et de la recherche d'alliances auprès d'autres acteurs européens plutôt que de la mobilisation de ses adhérents et de la manière de susciter leur intérêt", résume ainsi Janine GOETSCHY, "L'Europe sociale et le traité de Maastricht. Le syndicalisme européen est-il prêt?". *Les cahiers du CEVIPOF*, n° 11, décembre 1994, p. 51. Pour une analyse des préférences stratégiques des divers types de responsables syndicaux impliqués, voir Corinne GOBIN, "La Confédération européenne des syndicats et la négociation collective à l'échelle européenne". in Mario Telo, Corinne Gobin (dir.), *Quelle union sociale européenne?*

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

de Renault dans leur premier communiqué commun du 2 mars, la Fédération européenne de la métallurgie (FEM) lance un slogan de combat : "Nous sommes tous des travailleurs belges". Mais elle ne prévoit de se saisir officiellement du dossier que le 14 mars! Cependant, devant l'ampleur de la mobilisation, c'est chose faite le 5 mars à travers un communiqué qui, tout en condamnant Renault, situe le problème au niveau des surcapacités de la branche automobile en Europe. La position arrêtée consiste donc simplement à inviter "les représentants de la commission de Bruxelles à entamer un débat sur la politique industrielle de l'Union Européenne". La Confédération européenne des syndicats (CES), sur laquelle pèse fortement le syndicalisme allemand peu soucieux de revendication européenne, réunit son Comité exécutif les 6 et 7 mars en plaçant Vilvorde en tête de son ordre du jour. Son secrétaire général qui avait déjà jugé le 4 mars que "l'indignation dont tout le monde témoigne face à Renault se traduira par la volonté politique d'assurer dans le nouveau traité [européen] les droits sociaux fondamentaux des travailleurs" exprime la relative inertie de la CES en continuant de promouvoir la concertation et la responsabilité politique des institutions européennes. Si l'implication des structures syndicales européennes est réelle, elle reste

Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 1994, pp. 243-271. Enfin, pour une analyse du ciblage institutionnel de l'action de la CES comme lobby politique plutôt que comme syndicat traditionnel, voir Keith ABBOTT, "The ETUC and its Role in Advancing the Cause of European Worker Participation Rights", *Economic and Industrial Democracy*, vol. 19, n° 4, novembre 1998, pp. 605-631.

au niveau général du discours industriel, économique et politique sans développer le thème de la solidarité ni soutenir explicitement la mobilisation telle qu'elle se développe au niveau micro- et méso-protestataires¹⁵. Les jugements des autres syndicalistes s'appliquent d'ailleurs en conséquence. Pour ceux de Renault, les structures européennes sont celles des "syndicalistes en costume-cravate" peu utiles dans le cours de la lutte. Et c'est jusqu'aux responsables régionaux pour Bruxelles des trois grands syndicats belges qui, après l'euromanifestation du 16 mars, promeuvent encore prioritairement l'action de la base. Plus modéré que son homologue de la FGTB, celui de la CSC n'en estime pas moins que l'action de la CES "ça ne marche pas. Les résultats sont maigres, faibles. En tout cas, ils n'ont pas permis d'empêcher le drame de Renault. [...] La solidarité pratique entre salariés au-delà des frontières doit bien débiter quelque part. Le détonateur Renault fait que nous en serons les initiateurs"¹⁶.

¹⁵ On peut toutefois faire crédit à Emilio Gabaglio, secrétaire général de la CES, et à Hans Flugler, celui de la FEM, d'interventions médiatiques incontestablement dans le ton général des vives protestations.

¹⁶ *Le Soir*, 20/03/97, p. 5.

2.2. La direction de Renault

En situation de conflit social, la direction du groupe privilégie trois points : affirmer son indépendance industrielle, entretenir les rivalités entre salariés, maintenir la nécessité indiscutable des mesures prises.

Tout d'abord, il importe à la direction de jouir de son statut d'acteur économique privé et indépendant, ce qui suppose de rompre avec certains symboles. En effet, après sa nationalisation en 1944, Renault a été une entreprise emblématique de l'implication de l'Etat dans l'économie. Modèle de progrès social négocié dans les années 1950 et 1960, Renault a été considérée comme la "vitrine sociale" de la France. Elle est aussi un lieu d'influence historique de la CGT. Décidée pour favoriser les alliances et participations croisées avec d'autres constructeurs automobiles, l'ouverture du capital ne date que du début des années 1990. Et ce n'est que depuis 1996 que l'Etat en détient moins de 50%. Installé par un gouvernement de gauche après avoir été directeur de cabinet du second premier ministre de François Mitterrand, Louis Schweitzer reste politiquement marqué dans sa fonction de PDG : le sacrifice des préoccupations sociales à l'objectif de rentabilité fait de lui un traître. Pour ce faisceau de raisons, la direction tient un discours exclusivement économique et industriel sur

le problème de Vilvorde afin de ne pas donner prise aux arguments politique.

D'un point de vue interne, la direction a eu l'habitude d'entretenir une certaine rivalité entre les différents sites de production pour abaisser leur potentiel de résistance. En distribuant la production d'une même gamme de véhicule sur plusieurs sites ainsi mis en concurrence, par exemple entre les usines voisines de Douai et de Vilvorde¹⁷, il s'agissait de gérer préventivement le risque de grève. A cet égard, la fermeture de Vilvorde et le redéploiement de son activité sur les sites de Douai en France et de Palencia en Espagne rompent avec cette stratégie de prudence sociale pour lui substituer une stratégie de rentabilité économique par la rationalisation de la production. Il n'en reste pas moins que la direction compte sur l'intérêt bien compris des salariés. Implicitement, le sacrifice du site belge est une prime de sécurité pour l'avenir des usines où sa production doit être transférée alors que les suppressions d'emploi continueront au sein du groupe pendant plusieurs années.

¹⁷ Ariane Verderosa, de l'AFP, explique : "L'industrie automobile, et particulièrement Renault, connaît des baisses d'effectifs constantes chaque année. A chaque fois, c'est explicité, étayé par le même discours sur la compétitivité. Et c'est ce discours qu'ils avaient tenu dans l'usine de Vilvorde, dans laquelle ils avaient faits des investissements et où ils avaient essayé de faire jouer les usines les unes contre les autres. Ils disaient sans cesse aux gars de Douai : "vous voyez, on vous supprime des postes chez vous, parce que de toute façon vous ne voulez pas bosser alors que les Belges acceptent la flexibilité" et exactement la même chose dans l'autre sens. [...] Les syndicats s'en aperçoivent avec la fermeture de Vilvorde". On peut d'ailleurs ajouter que les films d'entreprise destinés à faciliter l'acceptation de la flexibilité par les salariés de Vilvorde évoquaient explicitement cette concurrence.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Enfin, il est vraisemblable que la direction de Renault a annoncé la fermeture de l'usine de Vilvorde précipitamment à cause de rumeurs courant dans la presse économique. Mais la décision en elle-même a été mûrement réfléchie et conditionne la réorganisation du groupe. Elle n'est donc pas discutable. En posant ce principe, il s'agit d'éviter de longues négociations comme celles imposées par les gouvernements français et portugais à propos de Setubal entre 1995 et 1996. Sous la menace d'une condamnation sévère pour rupture abusive du contrat signé en 1980 sur la construction et le financement de l'usine et qu'elle avait dénoncé pour licencier massivement, la direction avait dû finalement accepter le rachat de l'usine par l'Etat portugais autorisé à produire des voitures sous licence de Renault pendant deux ans.

2.3. Les acteurs politiques

Les acteurs politiques se situent sur plusieurs plans et les motivations de chacun sont multiples. Leur intervention dans le champ de la protestation accentue fortement sa complexité.

Le personnel politique belge réagit dès l'annonce de la fermeture. Le premier ministre Jean-Luc Dehaene est directement concerné : Vilvorde est dans sa circonscription électorale et sa femme

en est élue locale. Par ailleurs, une directive européenne interdisant les aides publiques a sinistré la métallurgie belge et le risque de désindustrialisation massive implique la responsabilité des autorités. Aussi Karel van Miert, pourtant commissaire européen à la Concurrence, redevient-il un homme politique belge pressé par les circonstances pour dénoncer Renault. Plus généralement, les institutions belges souffrent d'un déficit de crédibilité et de confiance à cause d'importants scandales judiciaires, financiers et politiques. Elles veillent donc à accompagner la colère populaire, le drame national étant l'occasion d'un regain d'unité à laquelle le roi Albert II contribue lui-même par sa déclaration du 5 mars.

En France, la participation de l'Etat à hauteur de 46% du capital de Renault dispose à l'affrontement politique. Le gouvernement de droite se tient donc en retrait le plus longtemps possible. Le 4 mars à l'Assemblée Nationale, le ministre de l'industrie tient d'ailleurs encore une position identique à celle de la direction de l'entreprise : Renault est une entreprise privée. Mais l'opposition de gauche insiste au contraire sur la responsabilité directe du gouvernement. A partir du moment où la qualification européenne du dossier est acquise, le conflit social en lui-même ne semblant parfois plus qu'un prétexte, la politisation devient maximale. En s'engageant publiquement, certaines personnalités politiques initialement peu susceptibles d'intervenir sur les choix de Renault contribuent à la cristallisation institutionnelle du

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

débat. La résonance politique de la décision de fermeture est alors disproportionnée mais tout à fait logique si on prend en compte les dispositions et les attentes particulières du personnel politique français.

Au sein des institutions européennes, le commissaire chargé des Affaires sociales a un périmètre d'action très restreint et peu de moyens procéduraux à sa disposition. Sa forte implication se comprend donc notamment par la volonté d'imposer et d'élargir son champ de compétence. La motivation des députés européens, y compris libéraux, est plus circonstancielle. Cependant, outre la volonté d'exister face à la Commission et au Conseil des ministres, il faut évoquer le volontarisme des députés belges et du groupe Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique (GUE-NGL) où figurent les communistes français très actifs tout au long de la mobilisation. En invitant des représentants syndicaux au Parlement Européen les 11 et 12 mars, le GUE-NGL a fortement déterminé la position de cette institution qui a voté une motion de soutien aux salariés en lutte à une écrasante majorité.

2.4. Les acteurs médiatiques

La mise en récit journalistique d'un événement comme Vilvorde relève, entre autres, de logiques et croyances professionnelles. Toute une partie de la sociologie des médias s'efforce de les identifier et d'étudier la manière dont elles se combinent, se renforcent ou se neutralisent, pour évaluer les marges de manoeuvre des professionnels de l'information ainsi que les effets sur la "réalité de papier". Ces questionnements éclairent comment les journalistes co-produisent une réalité qu'ils croient parfois naïvement "décrire"¹⁸. Erik Neveu précise : "Cette construction médiatique des mouvements et malaises sociaux ne résulte pas, pour l'essentiel, d'un dessein politique explicite des journalistes et des patrons de presse. Elle découle, de façon plus compliquée et moins intentionnelle, du réseau des interactions qui structurent le travail médiatique, spécialement à la télévision"¹⁹.

¹⁸ En ce sens, la présente étude relève d'une sensibilité constructionniste. Il ne s'agit pas de nier l'existence d'une réalité mais de poser l'exigence d'un examen des conditions de mise en récit pour comprendre comment les instances impliquées sélectionnent et ordonnent des éléments du réel et influencent ainsi sur eux car les perceptions de la réalité par les acteurs ne sont pas sans effet sur la réalité elle-même. S'il y a bien une réalité, elle ne constitue pas une donnée unifiée d'un point de vue empirique parce que, d'une part, les acteurs sociaux ont des perceptions partielles et que, d'autre part, les observateurs peuvent difficilement prétendre la retranscrire en totalité. Voir William GAMSON, "A Constructionist Approach to Mass Media and Public Opinion". *Symbolic Interaction*, vol. 11, n° 2 pp. 161-174. Et le très précieux Russel NEUMAN, Marion JUST, Ann CRIGLER, *Common Knowledge : News and the Construction of Political Meaning*. Chicago, Londres : The University of Chicago Press, 1992.

¹⁹ Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte, 1996, p. 95.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Il importe ici de dégager des logiques communes (avoir de "good news", selon des critères tant professionnels que commerciaux) mais aussi d'opérer des distinctions (les publics visés peuvent être différents). De ce point de vue, il n'y a pas simplement une sphère médiatique mais plutôt des entreprises distinctes et parfois concurrentes.

En première approximation, on peut retenir trois critères pour distinguer les différentes couvertures de Vilvorde : la nationalité du média, sa ligne politique ou éditoriale, sa nature (télévision, presse...).

Le premier critère conduit à opposer les médias français et belges, extrêmement concernés par l'événement, aux autres médias européens. Le second oppose les "journaux de gauche" à ceux "de droite"²⁰. Globalement, ces deux critères se cumulent pour expliquer les choix éditoriaux relatifs à Vilvorde. Ces choix portent sur trois niveaux : l'importance accordée à l'événement (mise à l'agenda), les

²⁰ Cette distinction classique n'en est pas moins problématique. L'histoire du journalisme est aussi celle de la revendication partiellement satisfaite de l'indépendance. L'existence d'une idéologie et de codes professionnels centrés sur la notion "d'objectivité" l'atteste (voir : Michael SCHUDSON, *Origins of the Ideal of Objectivity in the Professions. Studies in the History of American Journalism and American LAW, 1830-1940*. New York, Londres : Garland Publishing, 1990. Michael SCHUDSON, *Discovering the News. A Social History of American Newspapers*. New York : Basic Books, 1979. Christine MASUY, "De l'objectivisme au conformisme. sagesse et hasards d'un journalisme subjectif et honnête". *Médiaspouvoirs*, n° 45, 1er trimestre 1997, pp. 81-100). Il serait erroné de l'écarter d'emblée comme manipulateur. Si le champ journalistique n'est imperméable ni au champ politique ni à la logique commerciale, il ne se confond pas avec eux. Certains journaux revendiquent néanmoins un positionnement politique ou religieux.

moyens engagés (envoyés spéciaux, sollicitation des correspondants locaux et des éditorialistes, simple recours aux dépêches d'agence) et son traitement qualitatif (cadrages). On peut ainsi opposer des journaux de gauche français (*L'Humanité*, *Libération*) qui traitent beaucoup de Vilvorde, insistant sur la lutte des salariés et le thème de l'Europe sociale, à des journaux libéraux allemands (*Frankfurter Allgemeine*) ou anglais (*The Times*) qui le négligent presque. Le schéma se complique avec des journaux allemands de gauche (*Tageszeitung*) ou français de droite (*Le Figaro*). Le journal allemand de gauche s'intéresse à Vilvorde sur le thème social et européen (cadrages) mais sans lui consacrer une grande part de son rédactionnel (agenda) tandis que le journal français de droite ne peut éviter de traiter abondamment l'événement pris en charge par tous ses confrères (agenda) et n'a d'autonomie que sur le contenu (cadrage).

Agences de presse, télévisions et certains journaux sont difficilement classables politiquement. Il faut introduire un troisième critère, celui du type de média. Du fait du public large qu'elles visent, agences et télévisions ne peuvent sélectionner l'information selon des critères partisans. Les temporalités sont également différentes. L'urgence dirige le travail des agences, des télévisions et, dans une moindre mesure, de la presse quotidienne. Ces médias suivent les faits. Le choix du cadrage doit se faire très vite alors que les hebdomadaires ont le recul suffisant pour constituer des dossiers plus approfondis et

rétrospectifs. Même ainsi amendée, cette typologie a le défaut de ses qualités : la simplification excessive. Elle surestime la cohérence du traitement médiatique en négligeant les interactions entre médias, notamment le suivisme induit par l'effet de système. On peut alors affiner l'analyse par un début de sociologie du champ journalistique.

Il s'agit d'observer la position sociale des journalistes, leurs préférences individuelles, voire leur idéologie, et de resituer ces éléments dans l'organisation générale des médias. A l'instar de Philipp Schlesinger qui se défie d'un "médiacentrisme" excessif, il convient également d'appréhender l'influence des sources qui dirige ici vers l'analyse des interactions²¹. L'articulation de ces différents axes permet d'éclairer les dispositions de certains journalistes favorables aux mobilisations. Si cette sensibilité particulière des journalistes sociaux s'est érodée à mesure que le groupe a affirmé son appartenance à l'ensemble de la profession²², il faut faire l'hypothèse qu'elle n'a cependant pas disparu et s'exprime désormais en tenant davantage compte de valeurs et pratique communes (objectivité...). Ces journalistes étaient justement en première ligne dans la couverture de

²¹ Philipp SCHLESINGER, "repenser la sociologie des médias", *Réseaux* n° 51, 1992, pp. 75-98. Version en anglais dans Marjorie Ferguson, *Public Communication. The New Imperatives. Future Direction of Media Research*. Londres: Sage, 1990.

²² Sandrine LEVÊQUE, *la construction journalistique d'une catégorie du débat public. Spécialisation journalistique et mise en forme du social*. Thèse soutenu à Paris I, janvier 1996. Voir aussi : Sandrine LEVÊQUE, "La conférence de presse, les transactions entre syndicalistes et journalistes sociaux". *Politix*, n° 19, 3e trimestre 1992, pp. 120-134.

Vilvorde²³. Certes, ils sont loin d'être les seuls mis à contribution. Dans le cas d'un conflit multidimensionnel comme celui de Vilvorde, le partage des tâches entre services est indispensable dans les grands médias. Par exemple, à l'AFP, les service social, économique et politique ainsi que les bureaux de Bruxelles et de Lille sont principalement à l'oeuvre. Et l'hypothèse est vérifiée, selon laquelle chaque service tend à traduire prioritairement, de manière positive ou critique, les préoccupations et arguments de ses sources privilégiées (syndicats pour le service social, direction pour l'économique). D'où l'importance des arbitrages de la rédaction en chef. Un correspondant à Bruxelles précise :

"Moi, on m'a fait la remarque que les papiers étaient trop... on m'a reproché à mots couverts de faire des papiers très... prosyndicats... Oui, je ne peux pas le nier... Je ne crois pas à l'objectivité à 100% et c'est un dossier qui était assez prenant et quand tu as vu de près comment cette histoire a été gérée par Renault... [...] C'est clair que quand tu étais ici, [...], l'info elle sortait par les syndicats, elle ne sortait pas par la direction qui acceptait assez rarement de parler, avant tout je pense parce qu'ils étaient tenus par Paris. Donc tu ne peux pas passer impunément 5 mois à copiner avec les syndicats sans qu'il en ressorte quelque chose dans la copie... Mais si tu lis la copie du service éco à Paris, tu auras exactement la même chose mais dans le sens inverse, c'est toujours la direction par ci, la

²³ Du 27/02 au 04/04, notamment Jean Santon (*L'Humanité*, 24 articles sur 89), Marie-Line Gabriel (*Le Soir*, 21 articles sur 96), Frédéric Lemaître (*Le Monde*, 19 articles sur 63), Isabelle Mandraud (*Libération*, 16 articles sur 56), Bertrand Pinon à Bruxelles et Ariane Verderosa à Paris (AFP, respectivement 16 et 12 dépêches prévues sur 64).

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

direction par là... [...] Si on avait eu tout sur place, syndicats et direction, le problème se serait poser en termes différents. Il se trouve que là, la direction parlait à un endroit et les syndicats parlaient à un autre, alors fatalement, il y a une part.. pas de manipulation... mais une part d'influence. C'est vrai que quand tu navigues toujours avec les mêmes sources, il se crée une proximité entre le journaliste et sa source et ça peut influencer sur le contenu de la copie. Moi, j'ai vu avec un autre dossier [...] là j'avais directement moi les deux sons de cloche, donc c'était plus facile de naviguer là dedans, il y avait un équilibre permanent qu'il ne pouvait pas y avoir sur Vilvorde parce que le service éco à Paris n'avait rien à faire des syndicats alors que le service social et Bruxelles travaillaient presque uniquement avec les syndicats".

Au *Monde*, Frédéric Lemaître se souvient de l'association avec sa collègue du service économique :

"Ici, on a bien travaillé ensemble Virginie Malingre et moi, en se répartissant un peu la tâche. L'enjeu économique pour Virginie et moi pour les questions sociales. C'est vrai, qu'on était pas forcément d'accord sur le fond. Elle privilégiait les thèses de la direction parce qu'elle y était plus sensible. C'est normal, elle passait je ne sais combien d'heure par jours avec eux. Et moi je privilégiais un peu les conséquences sociales parce que j'y étais moi aussi plus sensible. Mais chacun avait quand même l'honnêteté de reconnaître la pertinence des arguments de l'autre. Moi je veux bien qu'on restructure et Virginie reconnaissait que Renault ne s'y prenait pas toujours de la meilleure façon. Il fallait qu'on travaille un peu ensemble mais ça, c'est le problème du chef de service d'organiser ça, de ne pas privilégier aucun aspect mais de donner la libre parole à tous."

Enfin, Christophe Barbier évoque pour *L'Express* "la nécessité d'un travail transversal qui correspond au format du dossier qui est celui des magazines. D'où le souci d'associer les points de vue du service "économie" et du service "société", notamment en titrant avec des questions".

Une analyse plus approfondie révèle que l'information ne se réduit pas à la juxtaposition de points de vue. La *mise* en récit s'organise autour d'une interprétation. Même un média aussi neutre que l'AFP doit éclairer ses clients par le choix d'une perspective synthétique tant le dossier est complexe et multidimensionnel. Vincent Drouin, chef-adjoint du service social, le résume très bien :

"On a un événement qui a de multiples formes. Donc le choix est toujours de savoir [...] est-ce qu'il s'agit d'un papier d'angle pour privilégier un élément, ou bien une synthèse, parce que l'on dit "un journal ne reprendra qu'un seul papier et ce papier doit tout prendre en compte". Or c'est toujours difficile pour un journaliste qui lui a un certain type de contacts, par exemple les syndicalistes et la direction de Renault, un certain angle de devoir tout prendre en compte. [...] L'idée de la red chef, c'était : même si on fait une synthèse, il doit y avoir un angle. Et en gros, à un moment de la journée, on se dit "l'événement principal de la journée est aujourd'hui politique, social ou européen". Alors la synthèse ne doit pas être une synthèse avec un lead un peu fourre-tout, mais elle doit mettre l'accent là-dessus. Là où la situation devient difficile, c'est si la synthèse... bon en général elle a été faite par le social, qui est considéré un peu comme le service maître d'oeuvre..."

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Accompagnant le discours syndical méso- et macro-protestataires, les journalistes français ont globalement accentué le cadrage européen. Ainsi à l'AFP, la rédaction en chef a demandé au bureau de Bruxelles de privilégier le thème de l'Europe sociale mis en avant par le service social qui était maître d'oeuvre²⁴. Mais cette dynamique européenne joue d'autant plus que le média est intéressé par Vilvorde.

Les clivages de la presse belge, très attentive à l'événement, reproduisent ceux de la société belge. La presse de droite dénonce les amis socialistes du PDG de Renault et la presse de gauche dénonce l'incapacité du gouvernement belge. La presse flamande est plus sévère que la presse francophone pour dénoncer le voisin français. On constate cependant un certain alignement sur les médias français comme le souligne Bertrand Pinon : "L'idée d'accentuer l'aspect eurogrève, c'est une idée qui est partie de Paris. D'ailleurs, au départ la presse belge n'était absolument pas partie là-dessus, et elle a suivi les médias français qui ont été les premiers à parler d'eurogrève, d'euromanif".

Les médias des principaux pays de l'Union Européenne ont été sensibles au développement du phénomène protestataire et ont

²⁴ A titre indicatif, du 27/02 au 4/04, l'AFP a publié 64 dépêches prévues sur Vilvorde dont 26 signées du service social, 19 du bureau de Bruxelles, 14 du service économique, 4 du

suivi des logiques professionnelles et éditoriales relativement proches de celles qui valent pour les médias français et belges. En particulier, tout ce qui alimente les débats sur la construction européenne est commenté, notamment par les journalistes italiens appelés par leur rédaction à relever les difficultés des autres Etats membres susceptibles de compenser les problèmes de l'Italie sur le front monétaire. "A ce moment-là, tout ce qui touchait de près ou de loin l'Europe était très important. Et cela a suscité quelque chose comme un orgueil national chez les Belges. Justement, pour les Italiens, c'est important parce qu'au même moment il y a eu le problème des mineurs allemands. Cela prouve bien que même l'Allemagne, qui nous donne des leçons, a aussi des problèmes, comme la France, la Belgique ou l'Italie", explique Gianpiero Martinotti, correspondant de *La Repubblica* à Paris.

Au sein de la presse écrite quotidienne, la distinction la plus nette s'opère à partir du positionnement éditorial. Les titres de tendance libérale ou conservatrice suivent peu la mobilisation et retiennent surtout l'aspect économique, industriel et boursier du dossier. En revanche, les titres attentifs aux questions sociales ont un suivi précoce et régulier du dossier, tant sous l'angle des actions protestataires que sous celui des implications à l'échelle européenne. Ils sont aussi très sensibles à sa dimension politique. Enfin, ces journaux ne se contentent pas de traiter le sujet par la reprise des dépêches

bureau de Lille, 4 de bureaux de province et 2 du service politique.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

d'agence. Ils réclament des articles de synthèse à leurs correspondants en France et en Belgique.

Conformément à leur logique professionnelle très sélective et privilégiant l'image, les télévisions n'ont rendu compte que des deux grandes manifestations de Paris et Bruxelles. Cette présence minimale et presque strictement événementielle du dossier Vilvorde sur les télévisions étrangères est néanmoins significative de l'importance accordée par les médias à la dimension européenne de la mobilisation. La manifestation du 11 mars devant le siège de Renault a souvent été couverte au titre des problèmes européens en liaison avec le conflit des mineurs allemands. En Espagne, la TVE s'intéresse notamment à la venue en France des syndicats des usines Renault de Palencia et Valladolid²⁵. En Allemagne, la ZDF consacre un long reportage à l'événement en insistant sur son caractère européen et la diversité des langues dans lesquelles sont scandés les slogans²⁶. Une incrustation très significative accompagne le lancement de ce reportage : une roue de voiture marquée du symbole de Renault écrase quelques unes des douze étoiles du drapeau de l'Union Européenne. La manifestation du 16 mars à Bruxelles a été largement traitée, notamment à travers la présence de personnalités politiques françaises de gauche. De manière générale, le pool des télévisions publiques européennes approvisionné

²⁵ *Telediario* du 11 mars 1997 sur TVE (0'40" d'images commentées)

²⁶ *Tagesthemen* du 11 mars sur ZDF (reportage de 2'53").

sur ce sujet par les chaînes belges et françaises a constitué une source importante des images diffusées dans les autres pays et sans laquelle la couverture télévisée de Vilvorde y aurait été bien moindre²⁷.

²⁷ L'utilité de ce pool est manifeste dès le début du conflit : le 3 mars, la télévision publique française ne disposant pas de ses propres images obtient par ce canal celles de la RTBF (belge).

3. LA VISIBILITE DONNEE PAR LES MEDIAS

Pour le plus grand nombre, l'affaire "Vilvorde" n'est pas une réalité vécue. Cela ne veut pas dire qu'elle ne fait pas sens ou ne renvoie à aucune expérience ou forte préoccupation quotidienne (chômage...). Pour tout ce tissu social plus ou moins concerné et intéressé, la fermeture et les réactions qu'elle suscite sont perçus par l'intermédiaire des médias. Les représentations médiatiques entrent en résonance avec des références culturelles et des expériences ou conversations personnelles pour permettre à l'individu de donner une signification aux événements et éventuellement d'approuver, voire soutenir la mobilisation²⁸.

De même, le comportement des acteurs de la protestation est pour partie influencé par les représentations médiatiques et par les effets réels ou supposés qu'ils en escomptent sur l'opinion publique et, à travers elle, sur les responsables politiques. Autant par désir de se voir positivement que par souci de rallier à eux les avis individuels, les acteurs cherchent donc à peser sur les comptes-rendus. A cet égard, Kielbowicz et Scherer repèrent trois usages généraux des médias pour un mouvement social : mobiliser des soutiens, obtenir la mise à l'agenda politique des revendications, soutenir le moral des personnes

²⁸ William GAMSON, *Talking Politics*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992.

mobilisées²⁹. Par ailleurs, Arnaud Mercier note que "l'activation du schéma de la médiation-ressource dépend largement des buts de la mobilisation"³⁰. Or, le schéma se complique fortement quand, derrière l'expression réifiée "le mouvement social", apparaît comme ici une multitude d'acteurs avec différents statuts, rapports et facilités d'accès aux médias dont certains, "adversaires" de la mobilisation, sont également susceptibles de développer des stratégies médiatiques.

Pour ces deux faisceaux de raisons, celles concernant l'opinion publique et celles concernant les acteurs, l'analyse du traitement médiatique semble nécessaire.

3.1. Les médias au coeur des phénomènes sociaux.

Il est difficile de distinguer clairement l'événement "Vilvorde" de sa couverture médiatique et les gens de médias peuvent en être considérés comme des acteurs au même titre que les syndicalistes ou le

²⁹ Richard KIELBOWICZ, Clifford SHERER, "the Role of the Press in the Dynamics of Social Movements", in Louis Kriesberg (ed.), *Research in Social Movements, Conflict and Change*, 9. Greenwich, Conn : Jai, 1986, p. 71.

³⁰ Arnaud MERCIER. "Mobilisation collective et limites de la médiation comme ressource. L'exemple du mouvement pacifiste de 1991 à la télévision française", in Olivier Fillieule (dir.) *Sociologie de la protestation*. Paris : l'Harmattan, 1993, pp. 233-257.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

personnel politique³¹. De fait, "les médias ne sont pas un simple support sur lequel se projettent les discours des groupes mobilisés, ils sont désormais largement partie prenante des interactions du mouvement social"³².

Corollaire de la règle selon laquelle un mouvement social doit être pensé comme le produit d'interactions dont les médias sont partie prenante, la couverture journalistique découle tout autant d'interactions que les médias ne sauraient contrôler de bout en bout. Les journalistes n'ont pas l'exclusivité de la restitution de l'événement. Il faut en fait "penser le pouvoir des médias – et il existe – en termes d'interdépendances au sein d'un réseau de protagonistes (groupes mobilisés, composantes diverses du monde des médias, conseillers en communication, autorités publiques) dont aucun ne dispose jamais d'une maîtrise totale de la "couverture" du mouvement social"³³.

Deux questions sont centrales dans le traitement médiatique d'une mobilisation : 1) les médias en ont-ils parlé? 2) en quels termes? Les aspects quantitatifs et qualitatifs de la couverture doivent donc être

³¹ La distinction terminologique entre "acteurs" et "journalistes" sera néanmoins formellement conservée pour la clarté du propos.

³² Erik NEVEU, *op. cit.*, p. 91.

³³ Erik NEVEU, *idem*.

distingués car attirer l'attention des médias est une chose (quantité) et obtenir une "bonne" couverture (qualité conforme aux attentes des acteurs) une autre (voir annexe 3 sur les méthodes d'analyse). Une bonne partie de la littérature sur les rapports entre médias et mouvements sociaux insiste à juste titre sur la difficulté des groupes protestataires dépourvus d'un accès routinier aux médias à faire parler d'eux et plus encore à contrôler les représentations qui sont données d'eux. De là à considérer que les médias sont un instrument des classes dirigeantes, qu'ils "sont organisés pour servir leurs besoins" et que "le système des nouvelles routinières sert leurs propres besoins tout comme leurs country clubs servent leur détente"³⁴, il y a un saut que seule une analyse rigoureuse pourrait justifier. Comme le font remarquer Olivier Fillieule et Cécile Péchu, des jugements aussi radicaux négligent la réalité des interactions auxquels leurs auteurs sont pourtant attachés et oublient que pratiques et valeurs journalistiques peuvent parfois servir la protestation³⁵. L'analyse de la couverture médiatique d'un mouvement social suppose en fait de combiner

³⁴ Harvey MOLOTCH, "Media and Movements" in John MacCarthy, Mayer Zald (eds.) : *The Dynamics of Social Movements*. Cambridge : Winthrop, 1979, p. 78.

³⁵ Olivier FILLIEULE, Cécile PECHU, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris : L'Harmattan, 1993.

sociologie de l'activité journalistique et examen des interactions entre acteurs sociaux, médias inclus.

3.2. "Vilvorde" : une attention soutenue

Bien que très longue, l'affaire Vilvorde a été remarquablement suivie dans le temps par les médias. Cet intérêt prolongé a en fait contribué à la durée de l'événement. Pourtant, les groupes contestataires n'ont pas un accès routinier aux médias : "un mouvement social est anormal plutôt que normal, épisodique plutôt que continu, extraordinaire plutôt que routinier, illégitime plutôt que légitime, et peu puissant plutôt que puissant. C'est la position à partir de laquelle un mouvement social débute généralement sa lutte pour l'accès aux médias"³⁶. Certes, les syndicats ne sont pas dépourvus d'accès relativement routinisés aux journalistes. Mais les acteurs du conflit ont pris en compte cette difficulté comme en témoigne Jean Pas, délégué syndical CSC de Vilvorde : "Peut-être qu'il n'y avait pas d'autres nouvelles (rires) (...) Et puis on a fait ce qu'il fallait pour les occuper. On a essayé de bien les soigner". Les acteurs syndicaux ont donc parfaitement conscience du risque permanent de disparaître de l'agenda des médias et des efforts à fournir pour résister à la toujours

³⁶ Harvey MOLOTCH, op. cit., pp. 78-79.

sévère concurrence de l'actualité³⁷. Ces efforts ont nourri la spirale médiatique mais ne l'expliquent pas à eux seuls.

Il convient d'apporter deux nuances importantes avant d'entrer dans le détail de la couverture médiatique. Tout d'abord, parler d'attention soutenue ne signifie pas que l'intérêt des médias fut d'une intensité égale durant toute l'affaire. Des éclipses et des résurgences apparaissent et dessinent une périodisation médiatique de l'événement (figure 1). Il serait tout aussi absurde de croire que tous les médias ont accordé la même importance à l'affaire (figure 2). Il faut donc rompre avec l'expression généralisante "les médias". Ce qu'on entend à travers elle, ce sont à la fois des centaines d'individus remplissant différentes fonctions, les organismes qui les emploient et le système (avec ses sous-systèmes) qu'ils forment ensemble. Etudier une couverture médiatique suppose de s'intéresser à chaque composante, quitte à dégager les plus importantes. Et, inversement, on ne peut considérer

³⁷ Les groupes protestataires sont souvent contraints, pour attirer l'attention des médias, de mettre au point ce que Jean Charron appelle un pseudo-événement, c'est-à-dire une "action symbolique dont la raison d'être est la diffusion publique d'un message qui passerait difficilement la rampe sans le geste d'éclat qui l'accompagne" (Jean CHARRON, Jacques LEMIEUX, Florian SAUVAGEAU, *Les médias, les journaux et leurs sources*. Boucherville : Gaétan Morin, 1991). Et, comme le souligne Grégory Derville, "grâce à son caractère inattendu, incongru ou spectaculaire, le pseudo-événement impose dans le flux routinier de l'actualité une rupture d'une telle ampleur que les médias peuvent difficilement l'ignorer" (*op. cit.* en note 40).

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

chaque composante comme une entité indépendante : à tout niveau, elle est partiellement déterminé par sa position dans le système.

Figure 1

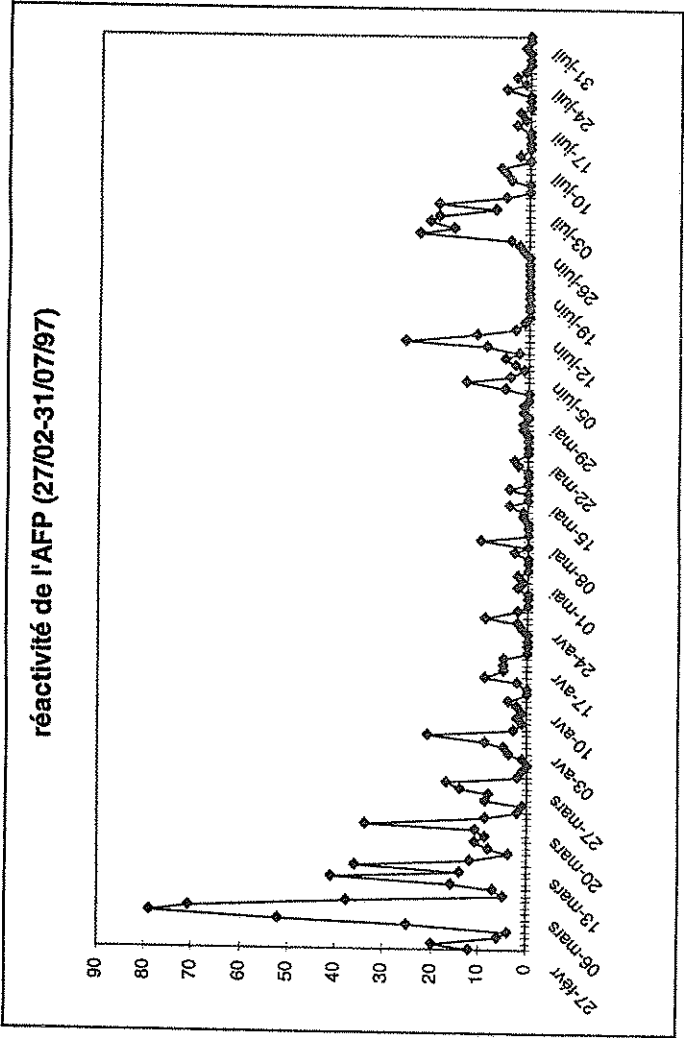
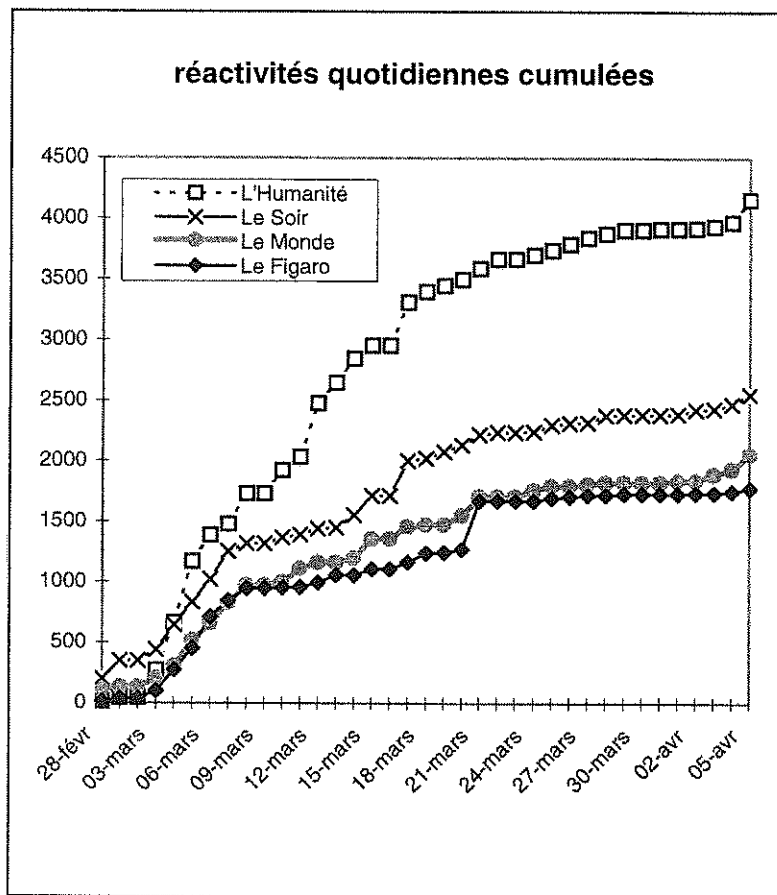


Figure 2



Le survol de la presse permet de distinguer les médias français et belges qui se montrent de loin les plus intéressés des autres médias européens qui le sont moins. Cela peut sembler évident dès lors que la majorité des événements concernent des acteurs belges et français et se déroule en France ou en Belgique. Néanmoins, il convient de relever ce point pour établir un constat : hors quelques exceptions ponctuelles, la logique des médias reste fortement nationale, tant pour l'inscription à l'agenda que pour le traitement qualitatif. Malgré certaines évolutions, perceptibles notamment dans cette affaire, aucun espace public européen n'émerge vraiment au sens où les médias des différents pays alimenteraient simultanément des controverses publiques sur les mêmes sujets, selon des modalités communes et des clivages transnationaux.

Le corpus d'analyse (détaillé à l'annexe 4) est constitué en conséquence. La presse française y est prépondérante. La presse belge n'est que partiellement traitée pour des raisons de maîtrise linguistique du flamand. Une sélection raisonnée a été opérée dans la presse quotidienne des grands pays de l'Union européenne et quelques informations télévisées de ces mêmes pays ont été visionnées. Enfin, la production en français et partiellement en anglais et en allemand de l'Agence France Presse a été intégralement analysée sur la période longue (27/02-31/07/97). Les productions de l'agence Reuter, celle des quotidiens et des hebdomadaires français et toutes les éditions des

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

journaux télévisés du soir des deux premières chaînes nationales ont également été intégralement étudiées sur la période de référence (27/02-04/04/97) et ponctuellement au-delà. On peut donc compter trois lacunes : les journaux des radios, d'un accès difficile, la presse économique et la presse régionale françaises. Néanmoins, l'analyse des principaux éditoriaux et d'un titre arbitrairement choisi pour la presse régionale ainsi que pour la presse économique limitent ces deux biais. Il convient également de noter que l'AFP, dont la production est étudiée de manière exhaustive, fournit l'essentiel de l'information nationale et internationale de la PQR.

Tendanciellement, il est possible de distinguer différentes périodes d'attention des médias pour Vilvorde. Par sa fonction d'alerte et de sélection des nouvelles dans le système médiatique, l'AFP constitue pour cela un bon indicateur. La courbe du nombre quotidien de ses dépêches³⁸ (figure 1) fait clairement apparaître trois périodes (tableau 1).

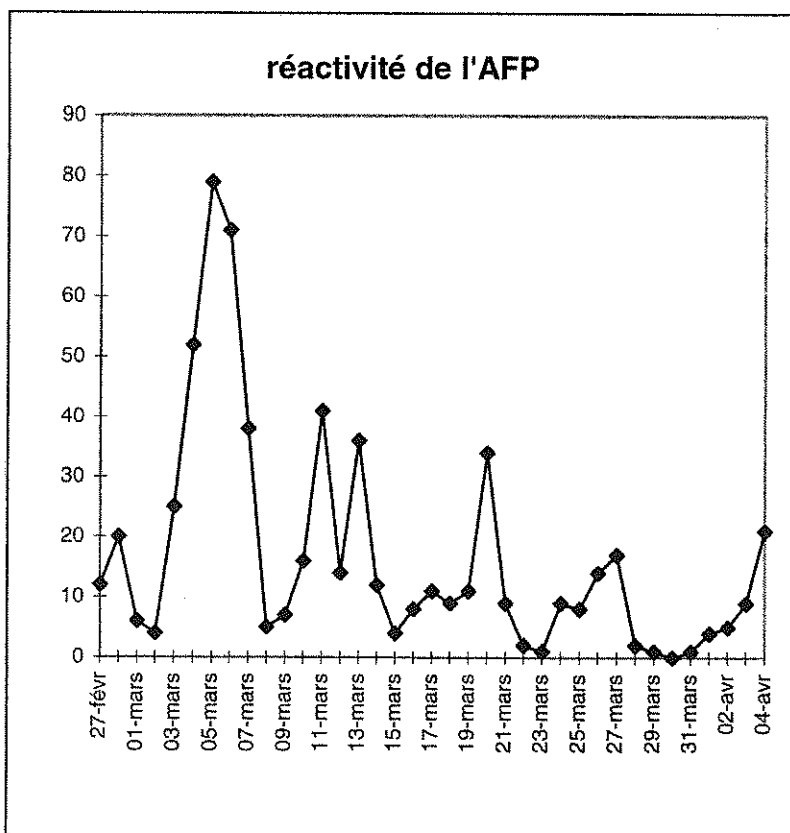
³⁸ Sont comptabilisées les dépêches du fil FRA (clients français) qui peuvent ensuite être reprises, telles quelles ou légèrement modifiées, sur les fils EUA (clients européens francophones), AMW (clients francophones d'Amérique du Nord), TMF (clients francophones d'Afrique), et être traduites en allemand, anglais ou espagnol pour les clients utilisant ces langues.

Tableau 1 : périodisation de "Vilvorde" à partir du nombre de dépêches AFP

Période	nbre de dépêches	nbre de jours	moyenne quotidienne
27/02 - 04/04 *	618	37	16,7
05/04 - 1er/06	90	58	1,5
02/06 - 31/07	234	50	4,7
TOTAL	942	145	6,5

* Voir figure 3.

Figure 3



La première période regroupe 66% des dépêches. L'attention médiatique y est très forte, avec un climax atteint très vite dans la semaine du 3 au 7 mars, et le maximum de toute la couverture les 5 (79) et 6 (71) mars. Avec 265 dépêches en 6 jours, soit une moyenne considérable de 44 par jour, c'est alors 42% de la production de l'AFP en cette première période et 28% de toute la couverture. C'est là que se forme la spirale médiatique et que Vilvorde acquiert son statut de "dominante de l'actualité", selon l'expression journalistique consacrée. Puis s'opère un net repli avec cependant des pics au-delà de 20 dépêches (11, 13 et 20 mars et 4 avril).

La deuxième période attire beaucoup moins l'attention des médias. C'est à peine 10% du total avec quelques petits pics (une dizaine de dépêches) autour des 14 (reprise du travail) et 24 avril (action à Lille) et du 7 mai (arrêt de la cour d'appel de Versailles).

La troisième période (25%) se compose de deux remontées d'intérêt entrecoupés d'un silence quasi-total puis d'une sortie "définitive" de l'actualité. L'intérêt médiatique redémarre nettement le 3 juin (13), après la victoire de la gauche aux élections législatives et atteint un premier maximum le 10 juin (26) pour le conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires et la manifestation européenne à Paris. Puis, après une moyenne de 8 dépêches par jour entre le 2 et le 12 juin, c'est le silence jusqu'à la confirmation définitive de la fermeture (28 juin) et les réactions qu'elle

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

suscite (14 dépêches par jour entre le 27 juin et le 4 juillet). On peut ensuite considérer que Vilvorde disparaît progressivement de l'actualité.

Les variations de l'intérêt médiatique coïncident avec des faits marquants (déclarations, manifestations...), du moins ceux que les journalistes perçoivent comme tels, ce qui renvoie à la question importante de la "newsworthiness"³⁹. Ce concept désigne l'ensemble des critères plus ou moins implicites en fonction desquels les professionnels des médias considèrent qu'un fait mérite, en vertu de son caractère inattendu, significatif, spectaculaire, attrayant, crédible... d'entrer dans l'agenda. Très brièvement, on peut ici défendre la thèse qu'il n'y a en ce domaine ni parfaite "objectivité", ni pur arbitraire. Souvent, les autres types d'acteurs contribuent à déterminer ce qui importe aux journalistes, par intériorisation ou volonté d'instrumentalisation des critères journalistiques ou parce qu'ils partagent les mêmes croyances, par exemple : l'élection est un temps fort de la démocratie et suppose donc une forte attention aux propos des responsables politiques. En réalité, l'étude de la mise à l'agenda des médias ne peut faire l'économie ni des représentations (newsworthiness) et pratiques journalistiques, ni des interactions qui se nouent entre les professionnels des médias et les différentes sources en

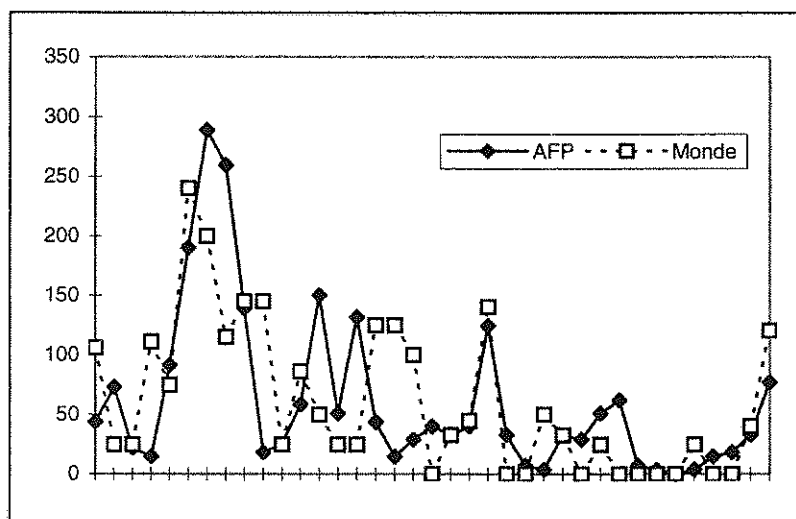
³⁹ Herbert GANS, *Deciding what's News*. New York : Vintage Book, 1979.

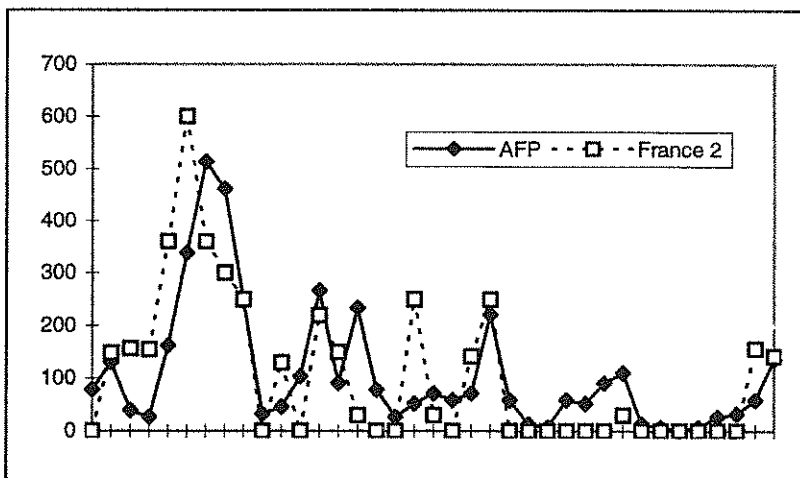
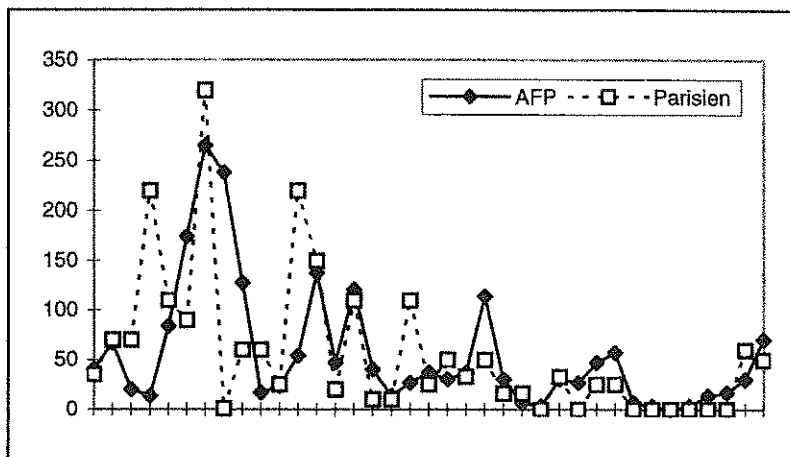
concurrence. En outre, la rigueur impose de distinguer inscription à l'agenda, maintien et réinscription. En l'occurrence, l'enjeu social explique l'inscription de Vilvorde en mars et l'enjeu politique son retour en juin.

A quelques nuances près dues aux lignes éditoriales spécifiques, la périodisation AFP vaut pour l'ensemble des médias français parce que l'agence leur sert de référence mais surtout parce qu'ils partagent les mêmes représentations et pratiques. Ainsi, Vilvorde ne quitte quasiment pas la "une" des quotidiens dans la semaine du 3 au 8 mars, donnant plusieurs fois l'occasion de gros titres. Les journaux télévisés de 20 heures de TF1 et de France 2 - audience cumulée entre 10 et 12 millions de personnes chaque soir - titrent pendant toute la semaine sur l'affaire qui fait plusieurs fois leur ouverture. Vilvorde fait encore les gros titres jusqu'au 20 mars, mais de manière plus discontinue avec des pics d'attention pour les 11, 16 et 20 mars. Les courbes de l'évolution quantitative de la couverture effectuée par les principaux quotidiens nationaux français combinées à une analyse qualitative des cadrages choisis aident à dresser une typologie sommaire des traitements journalistiques de l'affaire. Mais, avant cela, il faut souligner que la comparaison des courbes des journaux et de celle de l'AFP révèle une structure remarquablement semblable. Pas une

n'est identique à l'autre mais les dynamiques de mise à l'agenda coïncident en termes de réactivité (figure 4).

Figure 4 : comparaison entre la réactivité de l'AFP et celle d'autres médias (*Le Monde*, *le Parisien*, *France 2*).



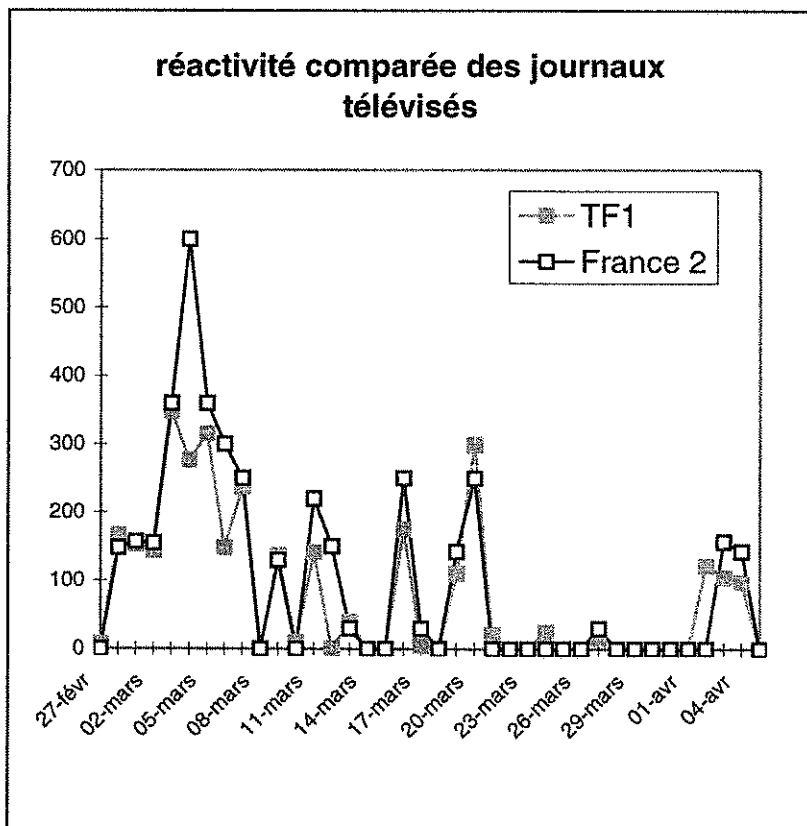


La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Cependant, sans même parler des aspects qualitatifs, il faut reconnaître des différences d'intensité dans la couverture. L'exemple le plus frappant concerne la télévision. Les deux premières chaînes nationales accordent beaucoup d'importance à Vilvorde. Mais, sur la période de référence, TF1 lui consacre 2997 secondes (49'57", soit 1'21" par journal en moyenne) contre 3862 secondes (1h4'22", soit 1'44" par journal en moyenne) sur France 2, presque un quart de temps supplémentaire. Cette différence est d'autant plus importante que les deux chaînes présentent une structure de courbe remarquablement similaire (figure 5). La télévision illustre ainsi la tendance des médias à réagir selon des dynamiques uniformisées tandis que les choix éditoriaux réservent des différences dans les cadrages et dans l'intensité globale de la couverture.

De même, on peut distinguer pour la presse écrite entre les 20 pages cumulées du *Monde*, les 35 de *Libération* ou les 13 de *La Croix*... en tenant compte de la taille des pages et de celle des caractères. Et il faudrait encore nuancer en précisant que *Le Monde* ne recourt pas aux photos, ce qui accroît considérablement la place du rédactionnel par rapport à ses confrères. Mais, même avec tous les raffinements, le comptage ne suffit pas à l'évaluation de ces couvertures. Il faut analyser les contenus.

Figure 5 :



3.3. Mise en valeur et exploitation des multiples dimensions de l'événement

Intensité et longévité de la couverture de Vilvorde s'expliquent en grande partie par sa complexité et ses nombreuses dimensions qui font sa richesse pour les journalistes. "C'est ce qui l'a rendu passionnant" explique Frédéric Lemaître, journaliste chargé des questions sociales au *Monde*. La multitude des acteurs impliqués et les différentes dimensions permettent diverses mises en perspective et autorisent une large palette argumentative en fonction des lignes éditoriales. A cet égard, la distinction s'avère bien fragile entre faits et commentaires. Même la restitution neutre d'interactions aussi complexes oblige à des choix qui sont aussi des façons de mettre en valeur tel ou tel aspect. Un journal attaché à "l'objectivité journalistique" ne peut qu'offrir un maximum d'éclairages différents, plus ou moins juxtaposés. Ainsi, la multidimensionnalité de l'affaire complique le travail des journalistes mais leur donne des marges de manœuvre, des espaces de liberté. Sans résumer ici l'ensemble des argumentations exposées, il convient donc pour le moins de présenter les figures les plus récurrentes, parfois combinées et employées tant par les acteurs que par les journalistes :

- La nécessité économique. Dans le contexte de compétition du secteur automobile européen notoirement en surcapacité, Renault n'a pas le choix. Il lui faut s'adapter, rationaliser sa production et

réduire ses effectifs, d'où le sacrifice de Vilvorde ("Le plan de Louis Schweitzer pour redresser Renault", *Le Figaro* du 4/03 ; "Et si c'est la bourse qui avait raison?", *La Croix* du 3/04). Chiffres et statistiques sont fréquemment appelés à l'appui de cette thèse. C'est en gros la reprise du raisonnement de la direction. Les journaux et le personnel politique de tendance libérale le reproduisent en estimant qu'il n'y a pas lieu d'interférer dans les choix d'une entreprise privatisée. Un corollaire consiste à déplorer le caractère partiel de la privatisation qui entretient les ambiguïtés, l'Etat restant avec 46% de loin le premier actionnaire (éditorial de *France-Soir*, le 3/03 ; "La difficile équation de l'économie mixte", *Le Figaro* du 6/03 ; "Privatiser, vite!", *Le Point* du 8/03).

- La façon et la manière. Face à l'indignation de l'opinion publique, cette version atténuée de "la nécessité économique" consiste à critiquer la forme mais pas le fond. Une partie de la classe politique française se retrouve sur cette ligne, notamment le gouvernement ("Légitime indignation", éditorial de *Libération* le 4/03 ; "Schweitzer rappelé à l'ordre par Juppé", *La Tribune* du 6/03 ; "Le coup de sang de Jacques Chirac", *Le Figaro* du 6/03 ; "Chirac "indigné" au sujet de Renault", *La Repubblica* du 6/03). Quand les avis de gauche se rapprochent de cette position, c'est pour invoquer la nécessité d'un bon plan social qui limite les difficultés des salariés licenciés. C'est notamment la position de Lionel Jospin devenu premier ministre après les élections législatives des 25 mai et 1er juin 1997.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

- La sauvagerie sociale. Il s'agit, notamment pour la presse de gauche, de dénoncer la brutalité et les conséquences humaines de la décision de fermeture. L'image du sacrifice humain est souvent invoquée et illustrée par des portraits de salariés ("Il y a un stress incroyable, ingérable", *Le Soir* du 5/03 ; "A Vilvorde, Eddy est passé du vert au rouge", *L'Humanité* du 8-9/03 ; "Une ville entière en état de choc", *L'Evénement du jeudi* du 13/03). Le thème de la trahison dédouble la galerie de portraits à travers la présentation de Louis Schweitzer, ancien directeur de cabinet d'un premier ministre socialiste devenu mercenaire du capitalisme. La presse belge et la plupart des journaux européens présentent cette interprétation ("Louis Schweitzer, un grand commis de l'Etat au sang froid", *Le Soir* du 4/03 ; "Entre deux fronts", *Die Zeit* du 14/03 ; "Du socialiste au nettoyeur", *Tageszeitung* du 17/03 ; "Trahison sociale chez Renault", *Le Monde diplomatique* d'avril ; "Ultracapitalisme : comment Renault a basculé" puis "La bonne conscience du bon M. Schweitzer", *Le Nouvel Observateur* des 6/03 et 10/04). Les nombreuses reprises du titre de l'essai à succès de Viviane Forester, *L'horreur économique*, achèvent ce tableau du drame social.

- L'union fait la force. Le thème de la solidarité entre tous les ouvriers du groupe pour changer le rapport de force en faveur des salariés accompagne l'ampleur protestataire, parfois avec emphase dans la presse la plus impliquée ("Renault de tous les pays, unissez-vous",

L'Humanité du 4/03 ; "Renault unit les prolétaires de tous les pays", *Tageszeitung* du 5/03 ; "Même patron, même combat!", *Le Monde* du 7/03 ; "L'euromanif est née avec l'union des ouvriers de Renault", *The Guardian* du 12/03). Mais la belle idée de la solidarité permet aussi d'évoquer la forme de la protestation pour moins parler de ses causes économiques et politiques. Elle est donc abondamment déclinée par l'ensemble des médias.

- L'hypocrisie générale. Journalistes et observateurs rappellent qu'en dépit des discours de circonstance, les dirigeants nationaux et européens ont souvent promu le libéralisme. Le belge Karel van Miert, commissaire européen à la Concurrence endossant les habits du défenseur des salariés de son pays est particulièrement stigmatisé (portrait dans *Le Point* du 8/03 ; "Van Miert, impuissant pour une fois", *Le Soir* du 5/03 ; "La subite impuissance du shérif van Miert", *L'Humanité* du 5/03). L'argument touche aussi les gouvernants français et belges stupéfaits et outrés mais dont la presse révèle qu'ils étaient informés au préalable, Lionel Jospin une fois au pouvoir, les syndicats français longtemps soucieux de délocaliser le chômage et jusqu'aux espagnols qui bénéficient du transfert de la production de Vilvorde.

- Les différends franco-belges. Le plus petit des deux voisins n'en est pas à son premier grief et l'extrême droite belge ainsi que la presse populaire flamande ont - sans succès - joué sur l'esquisse de sentiments anti-français. Le constat est néanmoins là ("Une France

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

brutale, une Belgique meurtrie", *Le Monde* du 4/03 ; "Zizanies en cascade entre Paris et Bruxelles", *Le Figaro* du 5/03 ; "La Flandre tient tête à la France", *Le Soir* du 6/03 ; "La guerre Paris-Bruxelles", *Le Nouvel Observateur* du 3/04)).

3.4. Une couverture de grande ampleur

"C'est rare qu'un conflit soit autant médiatisé", remarque Frédéric Lemaître, du *Monde*, son constat professionnel confirmant l'analyse ici proposée. Pour en prendre la mesure, on peut comparer la couverture sur le fil FRA de l'AFP de Vilvorde sur longue période (27/02-31/07/97) et sur période de référence (27/02-04/04/97, de la reprise des essais nucléaires français décidée par Jacques Chirac (13/06-10/09/95) et de la campagne des dernières élections législatives jusqu'à la veille du premier tour (21/04-24/05/97). Apparaissent le primat des grands événements politiques dans la hiérarchie de la "newsworthiness" et l'importance relative de Vilvorde, finalement assez grande dans la période de référence (tableau 2).

Tableau 2 : Le statut de Vilvorde dans la hiérarchie de l'information

thème	nbre de jours	nbre de dép.	nbre maxi de dép.	moyenne dép./j.
Vilvorde	145	942	79	6,5
Nucléaire ⁴⁰	99	1117	73	12
Vilvorde (réf.)	37	618	79	17
Législatives ⁴¹	34	5430	189	155

Comme le rappelle Vincent Drouin, responsable du service social à l'AFP, le statut journalistique du dossier est alors particulier :

"Il y a une autre difficulté pour donner un sens à l'événement quand il prend une ampleur énorme. Il devient la dominante principale de l'actualité et une dominante, pas internationale, n'exagérons rien, mais européenne. Et à ce moment là, on bascule. C'est à dire, que tant que l'on ne couvre pas une dominante, je dirais que le nombre de mots est limité... Et puis d'un seul coup, lorsque l'on se met à couvrir une dominante, il n'y a quasiment plus de limites. Plus on fait de copie, mieux c'est. Ce qui en temps normal aurait fait une couverture moyenne, c'est à dire le plan social de Renault France, un plan social qui n'implique pas de licenciements secs, par préretraites, comme chaque année, [...] parce qu'il y a Vilvorde, prend une importance bien plus forte. Alors, il y a forcément un peu une tension objective entre la rédaction en

⁴⁰ Données dans : Grégory DERVILLE, "le combat singulier Greenpeace-SIRPA : la compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français". *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 5, pp. 589-629.

⁴¹ Données dans : Eric LAGNEAU, Couvrir une campagne électorale. Les journalistes de l'AFP et la campagne des législatives de 1997. [mémoire de DEA] Paris : Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1997.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

chef qui voit plutôt cela de l'extérieur et qui dit vous êtes sur une dominante, alors tout prend une importance particulière, et nous qui pouvons dire : ça, le plan social, ça n'est pas différent de ce qu'il y a eu l'an dernier. [...] D'un seul coup, le journaliste va se retrouver avec des dizaines de médias et des centaines de milliers de lecteurs qui ne sont jamais intéressés au sujet et à qui il faut tout réexpliquer. Là il y a une tension objective, il faut réussir à trouver l'équilibre : il ne faut pas sous prétexte que cela devient une dominante mondiale perdre tout sens de la hiérarchie de l'information et tout sens de la mesure, mais en même temps, il faut prendre en compte qu'il y a un intérêt énorme et sans commune mesure avec l'intérêt que suscite le même sujet trois mois avant ou trois mois après".

Ainsi, lorsqu'un sujet devient une dominante, la couverture change de nature indépendamment des faits eux-mêmes. On "bascule". C'est particulièrement vrai pour une agence de presse comme l'AFP, du fait de sa place dans le système médiatique. La moindre déclaration en rapport avec la dominante est susceptible d'être reprise. Les personnel politique et syndical savent alors que c'est le moment de ciseler des "petites phrases". En effet, le journaliste d'agence chargé du compte-rendu des émissions où ils interviennent attend ce genre de réaction qu'appelle l'agenda pour la glisser dans sa dépêche elle-même reprise par les autres radios et télévisions ainsi que par les journaux du lendemain. Par un effet de système très routinisé, la spirale médiatique se nourrit ainsi des interactions entre acteurs et journalistes, des attentes des uns par rapport aux autres.

3.5. Actions protestataires et médiatisation du mouvement social

Lorsqu'un mouvement social gagne le statut de dominante, les actions protestataires sont attendues comme les petites phrases même si le nombre de manifestants est réduit. Ce statut exacerbe la sensibilité journalistique au type de fait considéré comme le plus expressif de l'événement suivi. Dans sa stimulante comparaison entre sources policières et de presse sur les manifestations de rue, Olivier Fillieule fait à cet égard un certain nombre de remarques qui méritent d'être discutées⁴². A propos de la couverture des protestations de grande ampleur et dans un souci méthodologique de recension, il écrit :

"D'une part, on constate que la presse ne se met à accorder de l'importance aux campagnes de protestation qu'à partir du moment où celles-ci ont déjà atteint une certaine ampleur. Les médias apparaissent de ce point de vue comme très suiveurs. D'autre part, lorsque ces campagnes d'action s'étendent sur une certaine durée, l'attention des médias finit par baisser alors que les protest events continuent à rester importants. De ces deux remarques, on peut conclure que la presse ne permet pas d'étudier correctement le développement des campagnes de protestation, puisqu'elle ne rend jamais compte de l'ensemble d'un cycle de mobilisation avec la montée en puissance des effectifs manifestants et la modification du répertoire d'action utilisé".

⁴² Olivier FILLIEULE. "Archives policières, sources de presse et manifestations de rue" in *les Cahiers de la Sécurité intérieure*, n°26, 4e trimestre 1996, p. 168.

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

Concernant Vilvorde, l'attention des médias pour les actions protestataires a été immédiate. Olivier Fillieule pourrait s'en étonner. Mais il observerait que les premières actions sont déjà de grande ampleur : occupation de l'usine dès le 27 février puis 4.000 manifestants le 3 mars à Bruxelles. Il faudrait cependant ajouter que le premier ministre belge et le ministre-président de la région flamande réagissent aussi vite que les syndicats et on a expliqué que les journalistes sont très sensibles aux interventions des acteurs politiques. Dans un second temps, après le 20 mars, il y a bien une nette diminution de l'attention médiatique pour les actions protestataires. Les acteurs sociaux le comprennent d'ailleurs. Karel Gacoms, responsable syndical de la FGTB et porte-parole des salariés de Renault en Belgique admet : "nous avons mené trop d'actions d'éclat dès le début. Nous nous sommes épuisés. Après la grande manifestation à Bruxelles du 16 mars avec Lionel Jospin, nous ne pouvions pas faire davantage"⁴³. Frédéric Lemaître, qui l'interviewait, partage cette analyse : "Je l'ai écrit tout de suite, c'était évident. Ils étaient partis très forts mais ils ne pouvaient pas aller plus loin"⁴⁴.

⁴³ *Le Monde*, 24/07/97.

⁴⁴ Notre entretien avec Frédéric Lemaître date du 19/12/97 et il se remémore très bien le jugement qu'il portait neuf mois plus tôt, par exemple : "Ne pouvant plus espérer susciter une mobilisation comparable à celle du 16 mars, les syndicats de Vilvorde en sont d'autant plus réduits à multiplier les coups médiatiques que la mobilisation faiblit" (*Le Monde*, 26/03, p. 18).

On pourrait ainsi avancer que le moindre intérêt médiatique après le 20 mars est dû à une plus faible mobilisation qui explique d'ailleurs le remplacement des manifestations par des actions "commandos" supposées compenser le critère du nombre par celui du spectaculaire. Cela appelle quelques commentaires. Tout d'abord, journalistes et acteurs sociaux ont intériorisé cette loi de décroissance de l'intérêt médiatique et ajustent donc leurs actes en conséquence. Encore faut-il contextualiser la rigidité de cette "loi" en tenant compte de la concurrence exercée par le reste de l'actualité à volume constant d'information diffusée. Peu d'événements ont une importance médiatique intrinsèque. Celle-ci est toujours relative, le creux de l'été étant, par exemple, propice à l'amplification des faits divers. Spécialiste des questions européennes à *Libération*, Jean Quatremer le rappelle très bien : "Il faudrait voir aussi à ce moment-là l'actualité par ailleurs. J'imagine que personne n'avait été découpé en morceau, il n'y avait pas la guerre du Golfe. [...] La "une" ayant horreur du vide, on fait monter le sujet du moment. [...] Si c'était arrivé en même temps que la mort de Lady Di, qu'est-ce qui aurait fait la "une" : Lady Di ou Vilvorde?". A l'époque, Vilvorde n'est pas très concurrencé. Les importantes crises au Zaïre et en Albanie relèvent des rubriques internationales traditionnellement moins privilégiées. Quelques dossiers nationaux font l'objet d'une couverture importante à partir de la mi-mars (mouvement des internes en médecine et mobilisation

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

contre le Congrès du Front national) mais Vilvorde est alors "installé" dans l'agenda. Néanmoins, rien n'est jamais acquis. Christophe Barbier, qui dirige le service France de *L'Express*, confirme à ce propos que Vilvorde n'en a fait la couverture (n° 2384, 13-19/03/97) qu'en supplantant de justesse le dossier "vache folle"!

La concurrence de l'actualité et la banalisation progressive des actions protestataires moins mobilisatrices devraient expliquer une moindre attention médiatique. Mais, en l'occurrence, l'AFP continue de couvrir le dossier, notamment les actions protestataires, même si les reprises dans la presse sont moins nombreuses et beaucoup moins développées. Ainsi, sur deux séries consécutives de huit jours, on compte 103 dépêches (12,9 par jour en moyenne) sur le fil FRA du 12 au 19 mars contre 94 (11,8 par jour en moyenne) du 20 au 27 mars. La production de l'AFP en ces deux périodes est donc semblable bien que la première série comporte des faits *a priori* plus remarquables (débat au Parlement européen le 12/03, euromanifestation de Bruxelles le 16/03) que ceux de la série suivante.

Le cas du 27 mars donne une explication à ce paradoxe apparent. Ce jour, la trentaine de Renault-Vilvorde qui l'occupaient depuis une semaine quittent le site de Wavrin tandis que 500 autres venus de Belgique investissent l'usine de Somain puis les ateliers de MCA-Maubeuge (filiale de Renault). Les suivant quasiment pas à pas, l'AFP leur consacre 15 dépêches dont une "prévue" qui fait la synthèse

de cette journée d'action. Cette couverture "heure par heure" est surtout destinée aux médias d'information continue qui attendent des faits actualisés tandis que la synthèse est mieux adaptée aux reprises par la presse du lendemain⁴⁵. Pourtant en pointe dans la couverture de Vilvorde, *Le Monde* et *Libération* accordent peu d'importance à ces actions. Celle de Somain est juste annoncé dans *Le Monde* du 28 mars (paru le 27 à midi, avant les événements). *Libération* l'évoque dans un petit article. Elle a droit à un commentaire sur image du présentateur à France 2 (30 secondes) et à TF1 (17 secondes). *Le Figaro* fait l'impasse tandis que *le Parisien* propose une simple photo légendée. Les partisans du verre à moitié plein pourront souligner que le statut de "dominante" produit encore des effets. Néanmoins, en dépit d'un nombre important de participants et de heurts avec les forces de l'ordre, la réactivité des médias est nettement inférieure à ce qu'elle fut jusqu'à la mi-mars. En fait, la principale différence dans l'agenda tient à l'effacement des acteurs politiques. Sans doute leur absence du champ de vision des journalistes explique-t-elle le changement de statut du dossier.

A la loi de décroissance de l'intérêt médiatique il faut ajouter l'idée que deux "protest events" identiques n'auront pas le même retentissement suivant le contexte où ils s'inscrivent. Mais en fait de

⁴⁵ La spécificité de la couverture opérée en pareil cas par l'AFP engage à collecter et à présenter les données utilisées pour l'analyse quantitative en tenant compte des logiques de fonctionnement de chaque type de média. Voir annexe 3 pour le détail et la justification des méthodes employées dans cette étude.

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

contexte, il faut surtout considérer l'ensemble des acteurs participant aux interactions qui font la dynamique d'une mobilisation et ne pas s'en tenir à une assez improbable relation exclusive entre acteurs protestataires et médias.

William Gamson et Gadi Wolfsfeld évoquent la division du travail, raisonnée ou non, qui peut s'opérer entre les différents acteurs d'une mobilisation⁴⁶. Certains mènent des actions protestataires tandis que d'autres, plus présentables pour les journalistes, répondent aux interviews. Gamson évoque notamment l'occupation du site de Seabrook (New Hampshire) par des militants antinucléaires. A cette occasion, les journalistes ont sollicité la parole d'un groupe de scientifiques opposés au nucléaire (Union of Concerned Scientists, UCS) plutôt que celle des activistes de terrain. Et l'auteur de résumer : "when demonstrators are arrested in Seabrook, phones ring at UCS"⁴⁷. De même, le soir de la première manifestation des salariés de Vilvorde (3 mars), c'est le premier ministre belge qui est l'invité du journal télévisé de France 2. Joue ici la logique institutionnaliste et légitimiste des médias. Certes, les salariés ne peuvent rêver d'un porte-parole de

⁴⁶ William GAMSON, Gadi WOLFSFELD, "Movements and Media as Interacting Systems", *The Annals of American Academy of Politics and Social Sciences*, n° 528, juillet 1993, p. 114.

⁴⁷ William GAMSON, "Political Discourse and Collective Action". in Bert Klandermans, Hanspeter Kriesi, Sidney Tarrow (eds.), *From Structure to Action : Comparing Social Movements across Cultures*. Greenwich, Conn. : Jai, 1988, p. 235.

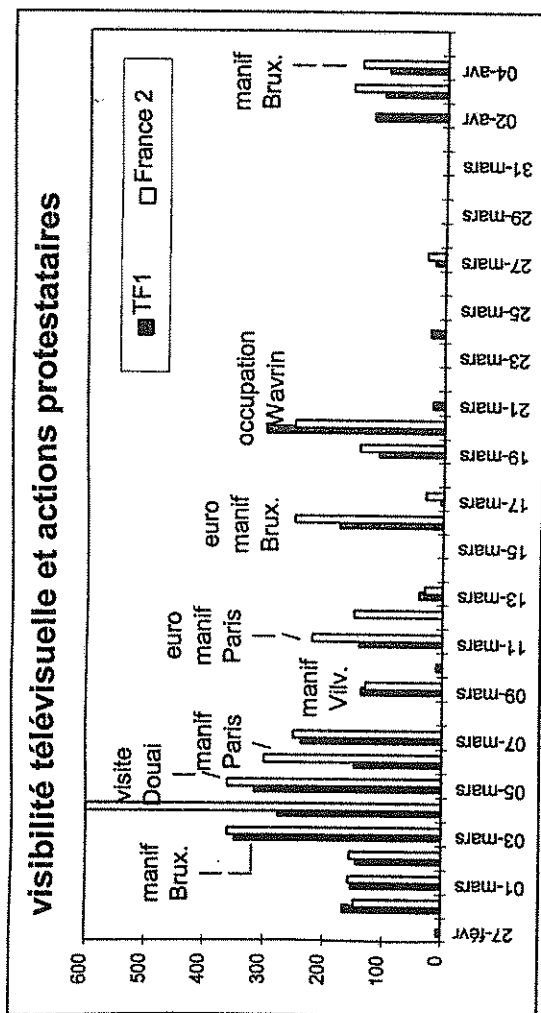
plus de poids. Mais cette délégation involontaire a un coût : la perte progressive des formes et des contours de la mobilisation à mesure que s'y associent d'autres acteurs avec leurs propres objectifs. Ainsi, alors même que la tenue d'actions protestataires par des acteurs manquant d'autres ressources pour faire aboutir leur revendication est censée caractériser un mouvement social, elle peut se révéler d'une importance toute relative et déterminée par le statut des autres acteurs impliqués. Face à ce second paradoxe apparent, il faut affiner l'analyse.

D'une part, tous les "protest events" n'ont pas la même fonction, selon leur place dans le déroulement de la mobilisation (la lancer, l'entretenir, la relancer, la finir en beauté...) et selon le public visé prioritairement (soutien extérieur via les médias, remobilisation interne, démonstration de force à l'attention d'un interlocuteur). D'autre part, l'observateur peut appréhender l'événement autrement que les acteurs, par exemple en relativisant l'efficacité des actions protestataires quand des interlocuteurs pressentis attendent un autre type de comportement ou quand des agents extérieurs sont susceptibles de voler la vedette ("récupération" partisane, débordement par des "casseurs",...). Néanmoins, l'action constitue une rhétorique obligée. Les premiers éléments de visibilité d'un mouvement sont d'ailleurs les photos de presse et les images télévisées montrant des manifestants. D'ailleurs, à la télévision qui construit sa mise en récit autour des images disponibles, les faits de protestation constituent un

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

élément très important de la couverture (figure 6). Sans cette symbolique, c'est l'existence même de la contestation qui paraît douteuse. Dans les cas extrêmes, ces témoignages visuels deviennent presque à eux seuls l'événement. C'est, par exemple, le Chinois bloquant une colonne de chars pendant le printemps de Pékin en juin 1989. Pour Vilvorde, les "habits de la contestation", en l'occurrence les fameuses chasubles rouges (FGTB), vertes (CSC) et bleues (libéraux) des syndicalistes ont imprimé le mouvement social en couleurs.

Figure 6 :



La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

En presse écrite, les photos sont un équivalent des images à la télévision. Certes, elles ont une utilité pratique et esthétique dans la mise en page. Mais surtout, quand le statut de dominante commence à s'effriter, après la mi-mars, une large photo accompagnant un texte court, voire une photo légendée, permet de rester dans l'agenda (*The Guardian* du 17/03, *France-Soir* du 18/03, *Le Parisien* des 25, 27 et 28/03, *La Croix* les 21 et 22/03). Être vu, c'est alors exister. Par exemple, le 4 avril, à la toute fin de la période de référence du dossier Vilvorde, la décision du tribunal de Nanterre introduit un fait nouveau et très important. Les médias s'en font donc largement l'écho. Mais cet épisode, bien que favorable aux salariés en lutte, d'une part, ne relaie pas exactement leurs revendications et, d'autre part, ne les met pas en scène. Cependant, ce même jour, 500 à 1.000 d'entre eux manifestent une fois de plus à Bruxelles. Mais, la mobilisation faiblissant et l'affaire se déplaçant vers les salles d'audience, cette action intéresse moins les journalistes qu'au début du mouvement. Il en est donc peu fait état dans le rédactionnel et on peut conclure que le contexte est défavorable à l'expression des salariés. En revanche, la dimension judiciaire génère peu d'images. L'action prime donc encore dans le registre de l'illustration, tant à la télévision que dans les journaux (*L'Humanité*, *Le Soir*, *El País*). De même, les photos de l'"euromanif" du 16 mars à Bruxelles pérennisent la dimension protestataire en servant à illustrer des événements bien postérieurs, jusqu'à l'épilogue de la condamnation

de Louis Schweitzer par le tribunal de Bruxelles (*L'Humanité* du 21/03/98). Métadiscours simplificateur et synthétique, l'iconographie tient ainsi une fonction de rappel très importante pour fixer la nature des événements⁴⁸. Il y a donc des différences sensibles dans le choix des photos selon que les journaux sont plus ou moins favorables à la lutte : durant la période de référence, *L'Humanité* en consacre plus de 70% (32 sur 45) aux actions protestataires, *Le Soir* 60% (38 sur 23) et *Le Figaro* seulement 40% (8 sur 20). Dans le reste de la presse européenne également, outre les photos montrant les salariés de Vilvorde, le plus souvent en train de manifester, on voit beaucoup de photos-portraits de Louis Schweitzer. L'iconographie met ainsi en scène un duel.

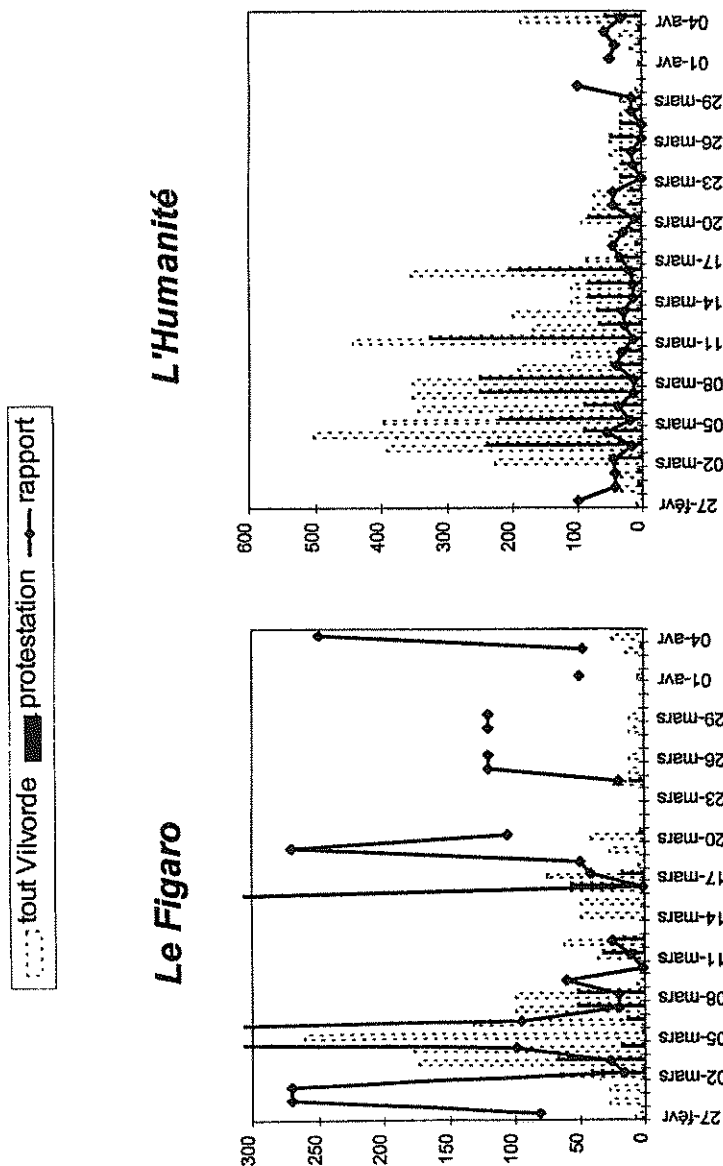
De manière générale, la place des faits de protestation dans les comptes-rendus de presse est fonction de la sympathie du journal à l'égard du mouvement. Du point de vue éditorial, faire état de la lutte n'est pas neutre. Ainsi constate-t-on que *L'Humanité* y est systématiquement attentif tandis que *Le Monde* et *Le Soir* n'accordent

⁴⁸ Le discours photographique marque d'ailleurs les journalistes eux-mêmes, par exemple le correspondant de l'AFP à Bruxelles : "Je me rappelle le vendredi, le lendemain de l'annonce : tu allais à l'usine, c'était incroyable... Tu voyais des gens mais dans un état de choc... C'était assez impressionnant. Je me rappelle, c'était un truc... la photo est passée dans *Libé*. C'était une photo Reuters, mais elle était géniale. C'était pris dans la cantine de l'usine et tu avais tout, toute l'affaire résumée sur la photo. Tu avais un type, à moitié en train de chialer, complètement stone, et au dessus de lui tu avais un portrait rigolard de Jacques Villeneuve dans sa Williams-Renault [voiture de course championne du monde]. Je me rappelle, c'était un truc qui m'avait frappé..."

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

plus autant d'importance à cet aspect après l'apogée protestataire du 16 mars et que *Le Figaro* n'en nourrit que très peu sa couverture (figure 7).

Figure 7 : (rapport = (tout Vilvorde / protestation) x 10)



4. INTERACTIONS

Les acteurs sociaux, la direction de Renault, le personnel politique et les journalistes agissent chacun à partir de logiques qui leur sont propres mais entrent également en interaction les uns avec les autres et ajustent leur comportement en conséquence. Les interactions qui entretiennent le plus la dynamique du mouvement s'organisent autour des médias. Par exemple, la proportion des sources identifiables des dépêches de l'AFP entre le 27/02 et le 20/03 semble n'indiquer qu'une faible importance du personnel politique belge (7%). Néanmoins, durant les quatre premiers jours de la période, il représente 19% des sources de l'agence, ce qui incite à penser que ses interventions ont été décisives pour installer le dossier en tête de l'agenda (tableau 3). Il convient donc de procéder à un examen rigoureux pour appréhender les mécanismes à l'oeuvre.

Dans ces interactions, deux enjeux principaux sont mêlés. La décision de fermeture est le premier. Il se situe d'autant plus au seul niveau de l'entreprise que le gouvernement français, premier actionnaire de Renault, veut s'impliquer le moins possible et que la dimension judiciaire du dossier concerne la forme mais pas le fond de cette décision. Le second enjeu tient à l'aspect symbolique du conflit, l'échelle à laquelle il fait débat et l'intensité de ce débat. Il dépasse de

très loin les seuls acteurs sociaux du conflit pour devenir un enjeu public à dimension européenne. Par un processus de spirale, l'ampleur du dossier résulte de l'implication des médias autant qu'il explique leur attention prolongée. Les médias figurent donc un pivot du phénomène protestataire.

Tableau 3 : sources principales des dépêches de l'AFP comportant une source identifiable (27/02-20/03/97)

Période (n. dépêches)	Direction	Syndicats	Actions protestat.	Pers. Pol. Belg.	Pers. Pol. Fr. (maj.)	Pers. Pol. Fr. (opp.)	Institut. Europ.
27/02-02/03 (31)	29%	45%	0%	19%	0%	0%	6%
03/03-09/03 (203)	13%	28%	11%	8%	21%	11%	7%
10/03-16/03 (98)	3%	35%	19%	4%	26%	9%	4%
17/03-20/03 (43)	0%	44%	42%	2%	12%	0%	0%
TOTAL (375)	10%	33%	16%	7%	19%	9%	5%

4.1. Epreuve de force et stratégies médiatiques opposées

Dans l'après-midi du 27 février, alors que la décision de fermeture prise depuis plusieurs semaines va être rendue publique et qu'il vient de l'annoncer à huis clos aux délégués syndicaux, le directeur

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

du site ne fait état à la presse que de "mesures qui auront des répercussions pour l'usine de Vilvorde". Il a reçu de la direction générale la consigne de se taire. On ne l'entendra pas de toute la durée du conflit. De son côté, le secrétaire général du groupe fait l'aller et retour de Paris à Bruxelles dans la journée pour donner la nouvelle aux journalistes lors d'une expéditive conférence de presse. Il ne se rend pas à Vilvorde. Enfin, le PDG de Renault, ne souhaite pas tenir le rôle d'interlocuteur auquel le poussent aussitôt les syndicats du groupe. Convoqué à Bruxelles le 3 mars par le ministre-président de la Région Flamande, il évite Vilvorde. Trois jours plus tard, il refuse de recevoir un délégué de l'usine lors du comité central d'entreprise. Ce n'est finalement que le 19 mars, trois semaines après l'annonce, qu'a lieu une unique rencontre de pure forme. Le refus du dialogue a été si constant que la représentante de la CSC lors de la rencontre du 12 juin avec l'expert indépendant nommé par Renault sous la pression du nouveau gouvernement de gauche français, déclare : "Après trois mois durant lesquels nous n'avons pu exposer nos arguments à la direction qu'à travers les médias, cela fait du bien de se sentir vraiment écoutés".

De même, la direction de Renault s'est efforcée de communiquer le moins possible avec les médias. Les quelques conférences de presse imposées par le calendrier n'ont servi qu'à répéter le caractère "irrévocable" d'une décision "nécessaire pour l'entreprise". Les rares entretiens avec la presse portent exclusivement

sur l'avenir industriel du groupe. Ce quasi mutisme se double tant que possible d'une sélection des journalistes. Ainsi, jugeant trop hostile la presse belge, le PDG de Renault ne s'y exprime qu'un mois après l'annonce de la fermeture⁴⁹. Cette stratégie d'évitement et de discrimination est particulièrement perceptible lors du point de presse informel organisé le 4 avril pour réagir au jugement défavorable du tribunal de grande instance de Nanterre. Sont invités les journalistes économiques ou spécialistes de l'automobile, peu susceptibles de comprendre l'importance jurisprudentielle d'un jugement qui renforce la position des comités de groupe européens au sein des entreprises. Les journalistes sociaux, en général chargés du dossier au sein de leur rédaction, sont écartés. Montée en deux heures, cette opération est presque réussie. Au *Monde*, la journaliste spécialiste de l'automobile n'étant pas disponible, c'est son confrère du social qui assiste au point d'information. Conscient de l'enjeu, il publie le lendemain un long article que complètent l'éditorial du quotidien de référence et un dessin de son célèbre caricaturiste en couverture.

La direction de Renault évite également les autres médias. Pas un journal télévisé n'obtient d'interview, en direct ou enregistrée. Tant que le conflit dure, les émissions de débat se contentent de la présence du secrétaire général de Renault⁵⁰. Ce n'est qu'après la reprise du

⁴⁹ Interview à *La Libre Belgique* du 27/03/97.

⁵⁰ *Polémiques et C'est à suivre*, France 2, les 9 et 17/03/97.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

travail à Vilvorde que le PDG y participe, lors d'un grand rendez-vous de première partie de soirée, entouré de deux autres grands patrons face aux secrétaires généraux des trois grandes confédérations syndicales françaises⁵¹. Au cours de cette émission, explique le délégué central CGT, "j'étais dans le public, sur le plateau, et j'étais très frustré parce qu'il y avait trois patrons qui connaissent bien leur entreprise face à trois représentants confédéraux qui avaient une vision beaucoup plus globale. Mon secrétaire général avait proposé que je participe justement face à Schweitzer mais ce n'était pas possible [...] Moi, j'étais pour faire un débat télévisé avec mon PDG sur Renault, à armes égales, deux personnes qui connaissent bien le dossier". La confrontation publique entre direction et syndicalistes de Renault n'a donc pas vraiment eu lieu non plus dans les médias.

Contrairement à la direction, les syndicats se félicitent de l'intérêt des médias comme le rappellent Philippe Martinez et Jean Pas :

"Les journalistes se sont jetés sur nous. Même en 1995 où il y avait eu de grandes grèves chez Renault, on n'avait jamais vu ça. [...] Cela a surpris les médias que la CGT soit présente en Belgique dès le 2 mars. Eux aussi ont appris à nous connaître et nous ont beaucoup sollicités".

"Nous sommes très contents du rôle qu'a joué la presse. Ils étaient derrière nous. Surtout à cause de la façon dont s'est déroulée la fermeture, sa brutalité. D'habitude, il est difficile d'intéresser longtemps les médias et de rester dans la presse.

⁵¹ *La Marche du siècle*, France 3, le 23/04/97.

Bien souvent, pour faire se terminer un combat, il suffit de ne plus en parler. Et là, ça continuait".

Loin de n'être qu'une satisfaction gratuite, le succès médiatique est devenu un objectif majeur. Le délégué central adjoint CFDT-Renault le résume en ces termes : "L'émotion provoquée par la brutale fermeture de l'usine belge s'est avérée très intense, surprenante même tant les réactions de l'opinion publique, des médias et des dirigeants politiques ont été fortes. [...] La mobilisation active de l'opinion publique constituait un passage obligé pour exercer une pression externe efficace"⁵². Il est d'ailleurs arrivé que la direction de Renault intervienne auprès d'un service économique pour faire contrepoids à un papier rédigé à partir d'une source syndicale. Le choix généralement fait par les rédactions de placer leur service social en maître d'oeuvre s'ajoutant à la stratégie de retrait adoptée par la direction explique sans doute la satisfaction des syndicats à l'égard du traitement médiatique. Par exemple, du 27 février au 20 mars, la moitié des 375 dépêches de l'AFP comportant une source clairement identifiable contient des informations de source syndicale ou protestataire⁵³ (voir tableau 3). En outre, presse écrite et télévisions ont présenté de nombreux

⁵² Daniel RICHTER, "Renault Vilvoorde. Un cas d'école et une occasion manquée". *Les temps modernes*, n° 597, jan.-fév. 1998, pp. 94-97.

⁵³ Seules 10% des dépêches contiennent une information provenant de la direction et suivant une tendance fortement décroissante : 29% du 27/02 au 2/03, 13% du 3 au 9/03, 3% du 10 au 16/03, aucune du 17 au 20/03.

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

portraits de salariés et de leur famille, ce qui a contribué à sensibiliser l'opinion publique et, par l'effet d'association qui s'est imposé, à incarner la revendication pour l'Europe sociale dans son opposition à une vision bureaucratique et dépersonnalisée de la construction européenne.

De leur côté, les journalistes reconnaissent l'intelligence médiatique mise en oeuvre aux niveaux micro- et méso-protestataires. L'assemblée générale tenue chaque lundi matin dans l'usine de Vilvorde valait pour conférence de presse et relançait l'attention des journalistes toujours plus sensibles à l'événementiel qu'à la régularité. La personnalité de Karel Gacoms, responsable régional de la fédération FGTB-métallurgie s'investissant parmi les grévistes comme s'il était l'un d'eux a beaucoup compté. "Je travaille sur la Belgique 365 jours par an et c'est très rare de trouver un type qui sait parler aux journalistes, qui leur parle, déjà, mais en plus sait comment leur parler, sait comment ils travaillent. Il a été très bon dès le début [...] et il y avait un jeu entre Gacoms et les journalistes", explique Bertrand Pinon de l'AFP. Notamment, les responsables syndicaux programmaient actions et manifestations sur un rythme susceptible d'entretenir l'attention des médias.

4.2. Cristallisation politico-médiatique

Le personnel politique réagit parce qu'il conçoit que les opinions publiques sont sensibles à l'illustration dramatique du problème de l'emploi. En Belgique, la presse commente immédiatement la fermeture décidée par Renault comme une mesure "nationaliste" destinée à protéger l'emploi en France par le sacrifice des salariés de Vilvorde. De même en France puisque, dans un premier temps, les médias traitent l'événement essentiellement à partir des réactions belges. Le secrétaire général de la FEM exprime dans sa première intervention un point de vue similaire : "Renault a agi par motivation politique pour éviter les problèmes sociaux en France". Enfin, dans sa première déclaration publique, le premier ministre belge va également en ce sens, évoquant une "décision unilatérale et brutale [...] au sein d'une multinationale qui ne tient nullement compte des répercussions sociales sur place". Dès le lendemain de l'annonce de la fermeture, les annulations de commande de véhicules Renault par des collectivités locales et des administrations belges, la convocation de l'ambassadeur de France par le ministre-président des Flandres et le contact rendu public entre les chefs de gouvernement belge et français donnent effectivement à ce dossier une dimension politique. La participation de l'Etat français au capital de Renault à hauteur de 46% est systématiquement évoquée dans les médias qui, plus ou moins

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

selon leur ligne éditoriale, font peser la responsabilité de la fermeture sur les gouvernants.

En France, dans un communiqué du 4 mars, le premier secrétaire du PS, bientôt premier ministre à la faveur d'élections législatives anticipées, demande au gouvernement de reconsidérer la décision. Il souligne qu'elle "affecte l'image de la France en Europe [... et] tourne le dos à la nécessité d'une Europe sociale" pour conclure : "chercher à dresser les salariés d'un pays contre ceux d'un autre n'est pas digne d'un grand groupe français et européen". Cette intervention politique au milieu de la semaine suivant l'annonce de la fermeture illustre très bien le processus de spirale qui donne alors son contour au débat public. Jusqu'au 5 mars, la stratégie du gouvernement français consistait à ne pas commenter la décision de Renault, à circonscrire l'événement aux relations d'entreprise. Mais le *statut* de l'événement rend cette position intenable : "Devant la crise sociale et diplomatique provoquée par l'annonce de la fermeture de Vilvorde en Belgique, le premier ministre pressé par sa majorité et critiqué par l'opposition, a décidé de se saisir d'un dossier qui relance le débat sur l'Europe sociale"⁵⁴.

⁵⁴ *Le Monde*, 06/03/97, p. 6.

En outre, avant même que l'affaire soit rapportée par les observateurs et les acteurs à un débat sur l'Europe sociale, et préalablement à leur interpellation par les syndicats, l'implication des institutions européennes indique la *forte et rapide cristallisation politique* autour de ce thème. Le lendemain de l'annonce de fermeture, le premier ministre belge charge son ministre des Affaires sociales de constater d'éventuels manquements aux directives européennes et le commissaire européen chargé des Affaires sociales fait ouvrir une enquête à ce sujet. Le 2 mars, la municipalité de Vilvorde demande au commissaire européen à la Concurrence, le belge Karel van Miert, d'introduire un recours contre la fermeture de l'usine devant les institutions européennes. Et le 3 mars, alors que l'intersyndicale de Vilvorde demande aux instances nationales de la FGTB et de la CSC d'intervenir sur ce terrain, les deux commissaires déclarent que Renault a enfreint les directives européennes en matière de licenciement collectif et de comités d'entreprise européens. Le commissaire belge va jusqu'à inviter les syndicats à déposer plainte auprès d'un tribunal national. Le 11 mars, le début de session du Parlement européen relance le flux des critiques politiques. A cette occasion, le commissaire aux Affaires sociales s'exprime plus durement que ne l'auront fait officiellement les dirigeants de la CES et dénonce "une direction qui a bafoué les droits des travailleurs". Puis, le 12 mars, après avoir massivement applaudi une délégation de salariés belges, français,

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

espagnols et portugais présent dans les tribunes, les députés européens votent une résolution (385 voix pour, 36 contre et 23 abstentions) condamnant la direction de Renault et exprimant leur "solidarité envers les travailleurs de Renault".

En retenant particulièrement sa dimension politique comme ils y sont disposés par leur fonctionnement habituel, les médias ont contribué de manière décisive à inscrire et à entretenir l'événement dans la thématique européenne. En mai, c'est la même logique qui prévaut au retour de Vilvorde dans l'agenda médiatique à l'occasion de la campagne des élections législatives en France. Les médias belges et des autres pays européens avaient déjà été très réactifs à la participation des leaders de gauche français à la manifestation du 16 mars à Bruxelles et s'attachent de nouveau à la fermeture de l'usine comme enjeu politique. Il y a en fait un paradigme politique dans les interactions entre médias et acteurs de l'événement. Comme ils en ont généralement le réflexe, les politiques cherchent notamment à s'exprimer à la télévision. Ainsi, Karel van Miert "a fait tous les débats télévisés sur Vilvorde dans toutes les télévisions d'Europe pendant 15 jours", estime le permanent de l'AFP à Bruxelles chargé du dossier. Mais il n'est pas le seul. Le premier ministre belge est interviewé en direct le soir du 3 mars dans le journal télévisé de France 2. Le week-end suivant, une longue interview du président de la Commission

européenne est diffusée lors de la première émission de débat qui se tient en France⁵⁵. De manière très significative, au début de cette émission, trois invités politiques présents pour un autre sujet réclament de participer à la discussion sur Vilvorde. Et dans ce contexte, "hormis les deux syndicalistes de Renault, les autres généralisaient tout de suite à l'Europe. On sentait bien qu'il y avait un enjeu politique", confirme Philippe Martinez de la CGT, lui-même invité.

La dynamique médiatique se nourrit donc de la prise en charge politique elle-même induite par le déploiement médiatique initial et l'implication du premier ministre belge. Cette spirale exerce un effet de levier qui hisse le conflit au rang des problèmes européens autour du slogan de l'Europe sociale. Mais, simultanément et indépendamment, l'action au niveau méso-protestataire innove dans la solidarité transfrontalière, coïncidant avec le langage politico-médiatique. Dans le travail de qualification européenne, la politisation de l'événement et le discours médiatique balisent un axe revendicatif et mobilisateur que les acteurs de la protestation vont pleinement exploiter même s'ils n'ont pas été les premiers à l'identifier et à le formuler comme tel. "Nous ne nous sommes pas lancés dans l'action en disant : "c'est pour l'Europe". La réflexion est venue plus tard. Et c'est vrai qu'alors, on croyait même pouvoir changer l'Europe nous-mêmes", explique le délégué CSC de Vilvorde. Le journaliste du service social du *Monde* chargé du dossier et

⁵⁵ *Polémiques*, France 2, 09/03/97.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

qui est toujours resté au contact des syndicalistes confirme cette analyse :

"C'est normal que les leaders syndicaux ne mettent pas cet aspect en avant [...] eux insistent sur l'aspect social. Ils ne vont pas, eux, dès le début, commenter leur action. C'est normal que ce soient les observateurs qui se disent : "tiens, les syndicalistes français et belges se mettent ensemble" [...] Donc c'est déjà un commentaire de dire eurogrève. Ce sont les médias qui en ont d'abord parlé, même si je n'en étais pas conscient à l'époque. [...] Cette caractéristique européenne mise en avant a sensibilisé l'opinion, les médias, les rédactions en chef... et, dans les faits, a soutenu, à contribuer à soutenir le mouvement social, en tout cas à lui donner une importance politique et non pas seulement sociale. [...] Dès le 5-6 [mars], quand les journaux ont commencé à parler d'eurogrève, les syndicalistes, plus ou moins consciemment, ont vu qu'il y avait cet aspect européen..."

L'image de la spirale rend bien compte du phénomène dynamique et cumulatif issu des interactions entre les acteurs. La qualification européenne de l'événement constitue en cela un exemple de construction sociale de la réalité dont les acteurs médiatiques sont le pivot. Il convient donc d'analyser spécifiquement la part qu'il y ont pris.

5. LA QUALIFICATION DE L'EVENEMENT

L'un des enjeux centraux d'un mouvement social concerne la lutte symbolique que se livrent partisans et adversaires de la mobilisation pour lui attribuer une signification. Au-delà de la mise à l'agenda, la mise en récit opérée par les journalistes en interaction avec leurs sources en fait de véritables co-producteurs du sens de la contestation. Dans son étude du traitement du mouvement pacifiste français de 1991 par la télévision, Arnaud Mercier montre que la maîtrise des représentations médiatiques par les partisans d'une mobilisation est quasi impossible, surtout quand les journalistes mettent en exergue des aspects qui la desservent⁵⁶. En l'occurrence, les journalistes les plus présents dans le suivi de Vilvorde avaient des dispositions favorables au mouvement. Notamment, parmi les nombreux angles d'approche possibles, le cadrage européen a servi la protestation en nourrissant les interactions entre les différents types d'acteurs impliqués.

⁵⁶ *Op. cit.*

5.1. Le succès du cadrage européen

L'étude de cas menée sur Vilvorde en termes d'interactions et de construction sociale de la réalité s'inscrit dans le cadre théorique de la "frame analysis" développé au sujet des mouvements sociaux notamment par des auteurs américains empruntant à Erving Goffman les notions de "cadre de perception" ou "d'expérience"⁵⁷. Le succès du cadrage européen, qui ne fut jamais l'unique cadrage du dossier Vilvorde, n'avait rien d'évident le 27 février à l'annonce de la fermeture. Journalistes, syndicalistes et personnels politiques l'ont collectivement composé et imposé.

Juste après l'annonce de la fermeture de l'usine, les commentaires insistent sur la situation économique de l'entreprise, la colère en Belgique et le différend franco-belge qui s'envenime. Les médias français sont alors sensibles à l'éventualité d'un boycottage des voitures Renault en Belgique. Mais avec la rencontre entre syndicats français et belges dès le 2 mars, le thème de la solidarité entre ouvriers retient aussi leur attention. Il y a là une originalité dont les journalistes sociaux s'empressent de rendre compte. Or, dans le même temps, la

⁵⁷ William GAMSON, *Talking Politics. op. cit.* David SNOW, Robert BENFORD, "Ideology, Frame, Resonance and Participant Mobilization", in Bert Klandermans, Hanspeter Kriesi, Sidney Tarrow (eds.), *From Structure to Action: Comparing Social Movement across*

Commission européenne s'implique et les syndicats appellent au respect d'une Europe sociale qui, si elle n'a pas de définition très assurée, agit néanmoins comme un stimulus sur le personnel politique. S'ébauche donc l'idée d'une connexion entre solidarité syndicale et enjeu européen. Cependant, rien n'est encore joué.

Certes, quelques journalistes font figure de pionniers. Le 2 mars, Ariane Verderosa (AFP) signe une dépêche "prévue" (anticipée par la rédaction) intitulée "Renault : la vitrine sociale a vécu, l'Europe sociale n'est pas née". Plutôt que le titre neutre proposé par son correspondant à propos de la manifestation du 3 mars ("Les salariés de Vilvorde manifestent"), *La Croix* cite un participant : "L'Europe ne doit pas avoir ce visage-là". Le 4 mars, *Le Monde* [daté du 5] milite en éditorial "Pour une Europe sociale". Le 5 mars, *Libération* titre son éditorial "Requiem pour l'Europe sociale". Naissante, la dimension européenne ne domine pas encore car l'affaire devient en France un enjeu de politique intérieure focalisant l'attention sur les personnalités importantes qui y réagissent : leader de l'opposition, président de la République et premier ministre. Apparaît alors soudainement l'expression "eurogrève"⁵⁸.

Cultures. Greenwich, Conn : Jai, 1988. A l'origine, Erving GOFFMAN, *Frame Analysis*. New York : Harper and Row, 1974.

⁵⁸ Avant Vilvorde, sans que le terme soit vraiment fixé ni qu'il ait acquis sa charge symbolique, on en trouve quelques traces à propos de la grève des cheminots du 27 octobre 1992. Par exemple, "euro-grève" (orthographe distincte de celle de l'AFP) dans : René

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Le terme ne vient pas des huit syndicats (ACLVB, CSC et FGTB côté belge, CCOO et UGT côté espagnols, CFDT, CFTC et CGT côté français) signant l'appel du 3 mars à la grève dans tous les sites européens de Renault. Ce texte ne fait pas mention "d'eurogrève" et les médias évoquent d'abord cette action par une longue périphrase. Se confirme ainsi que les rhétoriques syndicale et journalistique ont très peu en commun. La première mention du terme date du 5 mars dans une dépêche prévue de l'AFP signée par Ariane Verderosa à 19h16 : "Renault : L'Europe syndicale pour pallier le manque d'Europe sociale". En voici les trois premiers paragraphes :

"L'affaire Renault pourrait paradoxalement faire avancer quelque peu l'Europe sociale, en poussant les syndicats à s'unir par delà les frontières et à poser les bases d'une Europe syndicale, nécessaire selon eux, pour pallier les manques de la législation sociale européenne.

D'ores et déjà, l'annonce brutale de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde (Belgique) a donné lieu à une grande première : l'appel à une "euro-grève" pour vendredi dans le secteur automobile belge et les usines Renault en Europe.

Même si le mot d'ordre ne porte que sur des débrayages d'une heure, la rapidité et la spontanéité de la réaction des syndicats du groupe constituent un fait nouveau, peut-être appelé à faire date".

MOURIAUX, "Quatre énigmes syndicales de l'automne 1995", *Actuel Marx*, janvier 1997. Mais, de fait, l'expression naît vraiment avec le conflit Renault et vaut par lui.

"Euro-grève" ne figure pas dans le lead (premier paragraphe), essentiel dans la rhétorique agencière. Mais il est le point fort de l'analyse qui contient l'essentiel de l'argumentation à venir. Ariane Verderosa explique comment elle l'a inventé :

"Je voulais annoncer un peu ce qui allait se passer au lieu de ressasser. On avait déjà fait l'analyse sur "la vitrine sociale est cassée", ça ça allait bien. Et donc l'idée, c'était de se projeter un peu plus dans l'avenir, d'élargir le sujet. C'est comme ça que l'euro-grève est née. Ça devait être un samedi ou un dimanche où je m'ennuyais et puis hop! Puis ça a été repris!"

Le terme est effectivement repris dans la synthèse de la journée, coordonnée par le chef adjoint du service social et encore marquée par l'aspect politique du traitement puisque titrée "Renault a perdu en partie le soutien du gouvernement français" :

"Dans l'immédiat, salariés et syndicats ont choisi la rue pour exprimer leur colère, en tentant de coordonner la riposte au niveau européen avec "l'euro-grève" (des débrayages d'une heure) prévue pour vendredi dans les usines de Renault en Europe."

La place de l'AFP dans le système médiatique et l'emploi de ce type de dépêche par les journaux du lendemain peut permettre une large diffusion de l'expression. De fait, dès le 6 mars *Libération* propose un éditorial "Eurogrève" ainsi conclu : "l'instrument de l'Europe monétaire, c'est l'euro. L'instrument de l'Europe sociale, c'est

l'eurogrève". Les éditorialistes de la presse régionale, reprennent aussi la balle au bond : "une première crise sociale au niveau européen" (Albert du Roy, *Le Télégramme*), "L'appel à une "euro-grève" est lancé pour demain" (Jean-Claude Arbona, *La Nouvelle République du Centre Ouest*). *Le Monde* du 7 mars (paru le 6) titre "Les syndicats organisent une "euro-grève"". Puis, les éditions des 7 et 8 mars qui rendent compte des débrayages achèvent le succès de l'expression. A l'AFP, le terme n'est pas systématiquement repris mais figure dans la synthèse de mi-journée puis en titre et lead de la synthèse du jour. *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *La Croix*, *Le Parisien*, *France-Soir*, un grand nombre de quotidiens régionaux, TF1, France 2 (incrustation "Eurogrève" à l'écran), les sites d'information d'internet (*france-amérique.com*, *digipresse*, ...) utilisent la référence. De même en Belgique (*Le Soir* dès le 8 mars).

Puis vient le temps des déclinaisons. En "une" du *Monde*, Plantu dessine trois ouvriers pour "eurogrève", "eurolicenciement" et "eurotrouille" (9/03). *France-Soir* propose trois éclairages sur "l'euro-grève", "l'euro-patronat" et les "euro-syndicats" (8/03). L'AFP parle déjà d'euromanif pour évoquer l'action du 11 mars puis d'euromanifestation pour celle prévue le 16. A partir du 10 mars, *Libération* suit le dossier sous le bandeau générique "Renault : le premier euroconflit" et parle de "Bruxelles, capitale de l'eurocolère". France 2 utilise une incrustation "euromanif" dans ses journaux (11 et 16/03).

L'Événement du Jeudi (20/03) titre "Après l'euro-grève, l'euro-manif". En Belgique, on dit aussi "euro-manif", "euro-marche" et "euro-conflit" (*Le Soir*, 12 et 17/03). Sur les fils en anglais et en allemand de l'AFP on trouve "eurostrike" (7/03) puis "Europrotest" (10 et 14/03) et "Eurodemo" (14/03), "Eurostreik" et "europaweiten Streik" (7/03) puis "Eurodemo" (11/03).

5.2. Les raisons d'un succès

Les expressions construites autour du thème européen ont l'avantage de la formule mais ne sont jamais que des recettes journalistiques. Néanmoins, les médias employant le plus le terme ou ses déclinaisons sont aussi ceux qui suivent le plus le cadrage européen. Il s'agit principalement de *Libération*, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Humanité*, l'AFP, *Le Soir*, et à un degré moindre *L'Express*, France 2 et *La Croix*. Inversement, *Le Figaro* n'accepte qu'une fois le nouveau symbole, d'ailleurs pour en minimiser la portée ("une "eurogrève" en demi-teinte", 8/03), préférant titrer en formules contournées : "La première grève européenne de Renault" (7/03), "manifestation européenne à Paris" (11/03), "L'Europe au coeur de la manif" (12/03), "Succès de la marche européenne pour l'emploi" (17/03). De même, les médias financiers anglo-saxons, l'agence Reuters et *The international*

Herald Tribune notamment, se montrent réticents⁵⁹. Ainsi, le 7 mars, Reuters ne parle-t-elle que de "one-hour strikes in 3 countries" et "brief strikes in several countries". "Eurostrike" employé dans des dépêches de l'AFP en anglais n'est pas utilisé. Tout au plus, le 16 mars, une dépêche est titrée "Belgian jobs marchers slam euro-inhumanity" et fait mention d'organismes syndicaux "who said it was the first truly pan-European March". Puis une synthèse du 18 mars indique "Euro-restructuring prompts Euro-protests". Le journal conservateur britannique *The Times* reprend l'expression de "pan-European March".

En revanche, par l'intermédiaire de leurs correspondants en France, des journaux européens mieux disposés vis-à-vis du mouvement importent volontiers des traductions littérales de l'expression : "Eurostreik" puis "gesamteuropäische Demonstration" (*Tageszeitung*, 8 et 17/03), "euro-demo" (*The Guardian*, 12/03), "euromanifestazione" puis "europrotesta" (*La Repubblica*, 12 et 17/03), "eurohuelga" puis "euromanifestacion" (*El Pais*, 7, 8 et 12/03). Outre la facilité professionnelle de la formule, on peut faire l'hypothèse que, de manière plus ou moins consciente, il s'agit de slogans mobilisateurs. D'ailleurs, les journalistes les plus assidus à utiliser l'expression et ses

⁵⁹ Un journaliste du bureau de Bruxelles de Reuters est explicite à ce sujet : "De toute façon, il faut reconnaître que c'était un dossier mineur pour l'agence. La fermeture d'une usine, ça n'est pas un sujet très recherché par les traders. Vous savez, Reuters est une agence anglo-saxonne... Alors bon, les marchés sont ravis à leur mentalité. Pour eux, les ouvriers protestent toujours, c'est normal. Rien de bien extraordinaire à cela". A conclure que les mobilisations de

dérivés reconnaissent qu'elle est objectivement contestable : les actions sont plus franco-belges qu'européennes et il ne s'agit pas tout à fait d'une innovation⁶⁰. Ainsi, Ariane Verderosa et Vincent Drouin de l'AFP, très en pointe sur cet aspect :

Question - Peut-on dire que le discours médiatique et celui de certains acteurs politiques sur la dimension européenne dépasse ce qui se passe en réalité dans l'événement?

Verderosa - Oui. Le discours de la CFDT notamment - j'ai plus suivi les discours syndicaux que politiques - est largement volontariste là-dessus et dépasse largement la réalité des choses. Et je dis pas qu'on est complaisant vis-à-vis de ça mais on n'a jamais écrit alors qu'on aurait pu : ils font semblant de nous faire l'Europe des manifestants mais c'est du flan. Parce qu'on essayait d'y croire aussi un peu...

Drouin - Je disais qu'en fait, c'est binational plus qu'européen...

V- C'est à dire qu'à chaque fois, ils essayaient de faire en sorte qu'il y ait une petite délégation espagnole, des réseaux commerciaux de Grande-Bretagne, d'Allemagne et tout ça, mais pas évident... Quant aux Slovaques...

D - C'est franco-belge quoi... Mais le fait que cela soit franco-belge, c'est quand même très nouveau malgré tout. Il y a quand même une nouveauté réelle, pas seulement un affichage.

Q - Pour en revenir à la dimension européenne, n'y a-t-il pas eu une forme de cristallisation, notamment de la part des journalistes qui voulaient la mettre en avant, sur la couverture d'un événement finalement assez compliqué?

D - Je crois qu'effectivement il y a, d'une part, un événement qui est dur à saisir parce qu'il est multidimensionnel, pas facile à

salariés seraient plus ou moins ignorées si tous les médias étaient "anglo-saxons", l'hypothèse de construction sociale de la réalité devient un enjeu du débat politique.

⁶⁰ La grève des cheminots de 1992 et la manifestation des salariés d'Alcatel en 1996 sont commentées plus loin (7.2). Voir aussi l'annexe 5.

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

traiter et qui pose des problèmes mêmes internes à un média pour couvrir. Et d'autre part, il y a un concept qui est tout prêt et complètement vide. Alors forcément, il y a peut-être la tentation de se dire, il faut que je simplifie quelque chose qui va dans tous les sens, il existe un concept, bon on les fait se rencontrer. Mais ça n'empêche pas que je crois...

V - C'est surtout l'illustration que ça n'existait pas de toute façon...

D - Illustration que ça n'existait pas mais qu'en même temps, ça peut commencer à exister.

V - Si j'essaie d'analyser mon comportement [...] à aucun moment je n'ai insisté sur le caractère très réel dans le discours et beaucoup moins dans les faits de la solidarité par exemple. Quoi que c'est difficile à mesurer car en même temps, c'est quand même pas si fréquent que ça même si ça a déjà existé avec Alcatel et chez les cheminots... pas si fréquent que ça quand même qu'il y ait des manifestations transfrontalières... Et ça, ça existait pour de vrai, il y avait du monde pour de vrai. [...] La naissance d'un phénomène comme ça, de syndicalisme européen en fait, le moindre signe n'est pas à négliger. Parce que quand tu suis les conflits à l'intérieur des pays comme la France, où il y a quand même une bonne liberté syndicale, quand tu vois la difficulté à organiser ne serait ce qu'un débrayage ponctuel à l'échelle d'un groupe, tu mesures la difficulté que ça pose à l'échelle de l'Europe. Donc, rien que le fait que les Espagnols envoient une délégation, qu'ils fassent signer dans les usines une motion de soutien qu'ils envoient aux travailleurs de Vilvorde, c'est pas si négligeable.

Ariane Verderosa dit "on essayait d'y croire aussi un peu". Son collègue à l'AFP Vincent Drouin confirme l'engouement du moment. Christophe Barbier explique que "*L'Express* a une forte préoccupation européenne [...] et, à ce moment-là, nous avons eu l'impression que naissait l'Europe politique et sociale". La correspondante du

Tageszeitung à Paris se souvient : "Bien sûr, je trouvais ça très important et je trouvais ça bien que ça arrive [...] alors j'ai vraiment demandé que la manifestation de Bruxelles [16/03] soit couverte. Mais ils ne l'ont pas fait. J'ai protesté et ils m'ont dit "de toute façon les autres n'ont rien fait". Alors, moi, j'en ai parlé dans l'article que je devais faire [synthèse sur le dossier du 17/03]". Ces quelques témoignages indiquent combien les attentes de certains journalistes ont été précieuses au mouvement. Une curiosité particulièrement révélatrice vient à l'appui de ce constat. Dans *Le Nouvel Observateur* du 6 mars, Martine Gilson signe un article intitulé "Vers l'eurogrève?" (n° 1687, p. 46) où on peut lire :

"... plusieurs syndicats belges, espagnols et français - dont la CGT, la CFDT et la CFTC - ont appelé à un débrayage d'une heure, le vendredi 7 mars, dans toutes les usines Renault de Belgique, de France et d'Espagne. Une première, que certains appellent déjà "l'eurogrève"!"

D'une part, l'orthographe "eurogrève" sans trait d'union se différencie de celle employé par l'AFP. D'autre part, compte tenu des délais d'impression, il est certain, bien que ce point ne soit pas vérifié, que l'article a été rédigé avant la publication de la dépêche d'Ariane Verderosa. Il semble donc que l'expression est créée simultanément par plusieurs personnes, ce qui souligne l'existence de fortes attentes sur le thème de l'Europe sociale chez les journalistes les plus sensibles au

mouvement. Cette sensibilité est d'ailleurs de nouveau confirmée par Vincent Drouin :

"L'Europe sociale est typiquement quelque chose, en tout cas à l'AFP, qui tombait dans le trou médiatique. J'ai été en poste à Bruxelles. Il y a un flot immense d'informations importantes tant par leurs conséquences économiques que politiques et diplomatiques. Il y a une sélection drastique qui se fait et, pour des raisons matérielles, pratiques, concernant le nombre de journalistes face au nombre d'informations, on ne peut garder que les informations qui ont une conséquence concrète. Et comme l'Europe sociale avait très peu de conséquences concrètes, ou alors très détaillées, ça passait à l'as. Et à l'inverse, du point de vue des journalistes sociaux, il y avait quand même une très grande ignorance de l'Europe qui était extrêmement lointaine et abstraite. De ce point de vue-là, je pense que les journalistes sociaux et les syndicalistes se sont plus intéressés à l'Europe, que le changement est plus à ce niveau là car les journalistes à Bruxelles continuent à être débordés face à la masse d'informations. Dans la couverture de Vilvorde par l'AFP, c'est très nettement le journaliste chargé de la Belgique à Bruxelles qui est en première ligne, et les journalistes sociaux. C'est pas tellement les journalistes chargés des institutions européennes".

Les journalistes "européens" sont en effet restés très en retrait. Au *Monde*, entre le 27 février et le 4 avril, Philippe Lemaître ne signe qu'un article sur 63 contre 19 à son homonyme du service social, Frédéric Lemaître. A *Libération*, Jean Quatremer n'en signe que 3 contre 16 à Isabelle Mandraud. Les deux journalistes chargés des institutions européennes au bureau de l'AFP à Bruxelles ne signent que 3 dépêches contre 16 à celui chargé de la Belgique. Inversement, les journalistes

sociaux ont manifesté un intérêt relativement neuf ou du moins renforcé pour les questions européennes. On pourra dire que, puisque ce sont les syndicats qui ont innové lors de cet événement, il est assez normal que les journalistes sociaux se sentent concernés. Même s'il paraît attendu qu'ils soient fortement impliqués dans la couverture d'un dossier initié par les syndicats, il n'est pas indifférent que la connexion avec le cadrage européen soit de leur fait plutôt que de celui de leurs collègues "institutionnels".

Enfin, au-delà de ces journalistes sociaux, perpétuellement en contact avec des sources syndicales, il y a chez d'autres l'intuition plus générale que le public est sensible à ce type de lutte. Un journaliste du bureau de Reuters à Bruxelles résume : "Renault a joué de malchance. Avec le temps, j'ai compris que les journalistes créent l'événement bien plus qu'ils ne le couvrent. Il y avait une atmosphère propice, des gens plus inquiets. C'est un moment, une conjoncture de l'histoire que les journalistes ont senti". Directeur de la rédaction à *Libération*, Laurent Joffrin a aussi senti cet état d'esprit : "la fermeture de l'usine renvoyait à la question très débattue en France de l'Europe sociale. Comme beaucoup de Français se méfient de Maastricht et de la politique qui l'accompagne, le thème des dispositions sociales à ajouter au traité était très mobilisateur"⁶¹. Les sondages réalisés pendant le conflit ont

⁶¹ *Le Soir*, 03/07/97.

renforcé cette conviction⁶². Et le contexte de la préparation du passage à la monnaie unique européenne disposait les observateurs politiques et médiatiques à commenter tout phénomène adjacent.

De même, à chaque relance du dossier et à l'heure des bilans, les journalistes assument une sélection significative. Dès lors qu'il faut privilégier une dimension, celle du combat pour l'Europe sociale s'impose le plus souvent. C'est le signe de la réussite de ce cadrage. Bertrand Pinon justifie ainsi ce choix pour sa dépêche-bilan du 29 juillet :

" J'ai accentué parce qu'il me fallait un angle qui passe sur le plan intemporel puisque c'était un papier froid qui était censé balayer toute l'affaire. [...] Maintenant l'usine a fermé depuis 4 mois. Je pense qu'effectivement, si tu demandes aux gens ce qu'il en reste, je crois que c'est effectivement le vacarme que ça a fait au niveau européen".

L'essai d'archéologie médiatique qui vient d'être mené met au jour les processus d'appropriation et de diffusion croisée des éléments constituant le cadrage européen. Entre journalistes, acteurs syndicaux et politiques se tissent des relations de discours qui forment l'essentiel des interactions et nourrissent puissamment la dynamique

⁶² CSA-*La Croix*, réalisé les 8 et 9/03, publié en "une" le 11/03 (réponses suggérées, deux choix possibles, 13% de sans réponse) : "principale responsabilité" dans la fermeture de l'usine attribuée par 44% des sondés aux marchés financiers, 43% à la direction de Renault, 25% au gouvernement français, 9% aux autorités européennes, 8% aux syndicats. BVA-BFM, réalisé les 7 et 8/03, publié le 11/03 : 73% des sondés se disent "choqués" (35% très, 38% plutôt) par la décision, 80% par sa forme et 53% critiquent à ce sujet l'attitude du gouvernement français.

protestataire. L'image de la spirale convient à ce phénomène. Cependant, à l'image cette fois d'un cyclone aspirant tout sur son passage, le cadrage ainsi dominant développe une force propre, relativement indépendante du mouvement initialement lancé. De fait, les syndicats n'intègrent les termes "eurogrève" et "euromanifestation" à leur littérature que lorsqu'ils ont quitté l'espace public physique et investissent exclusivement l'espace public symbolique. C'est notamment, après l'alternance politique en France, leur appel "Pour sauver Renault Vilvoorde par la réduction du temps de travail" (*Le Monde*, 27/06/97). De même, la dimension européenne permet de se définir rétrospectivement comme des pionniers. Mais cette évolution rhétorique accompagne le désarroi de nombreux salariés d'abord entrés en lutte pour sauver leur emploi.

Les grands leaders syndicaux et le personnel politique instrumentalisent finalement le cadrage européen de manière assez opportuniste. Ce qu'Arnaud Mercier appelle "le parti pris résolument institutionnaliste, légitimiste et consensualiste" des journalistes les favorise dans cet exercice. N'ayant un accès privilégié aux canaux de l'information que s'ils collent à l'agenda, ils légitiment le thème dominant mais en tirent un grand profit. Par exemple, Karel van Miert, tout commissaire européen à la Concurrence qu'il est, intervient en défenseur des intérêts belges. Peut-être a-t-il tort car, à l'occasion, un homologue français loin d'être dupe démystifie sa prestation : "J'aurais

aimé vous entendre dans un tel état d'indignation au moment du départ de Hoover et de JVC [entreprises délocalisées de France en Ecosse]"⁶³. Ou encore, le porte-parole du gouvernement Juppé déclare sans craindre la contradiction avec sa position pendant le mouvement : "l'eurogrève, c'est un élément réconfortant et important, parce que c'est la prise de conscience que le destin des salariés européens est désormais lié"⁶⁴. Et il a bien raison puisque, l'effet de système fonctionnant à plein, l'AFP consacre immédiatement une dépêche à son propos. Quant au secrétaire général de la CES, il n'a jamais pu autant faire la promotion de son organisation dans les médias européens et vérifie la formule "When demonstrators are arrested in Seabrook, phones ring at UCS"!

5.3. Entre qualification favorable et revendication non satisfaite : succès ou échec de l'action collective?

Au terme de cette exploration dans la vie médiatique du dossier Vilvorde, on peut se demander si les cadrages opérés en interaction avec les sources, particulièrement le cadrage "Europe

⁶³ Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des Affaires sociales du Sénat, *C'est à suivre*, France 2, 17/03/97.

⁶⁴ Alain Lamassoure, *L'Hebdo*, Canal+, 05/04/97.

sociale", ont été favorables aux acteurs de la mobilisation. La réponse est difficile.

Analysé dans sa dynamique, un mouvement social présente une pluralité d'acteurs, des évolutions qui génèrent une multiplicité d'objectifs eux-mêmes changeants et donc peu susceptibles d'être simplement servis ou desservis de manière univoque et définitive par la couverture médiatique. Le cadrage européen a aidé la promotion de l'événement et son maintien à l'agenda des médias. Frédéric Lemaître résume : "Cette caractéristique européenne mise en avant a sensibilisé l'opinion, les médias, les rédactions en chef... et dans les faits a contribué à soutenir le mouvement social, en tout cas à lui donner une importance politique et non pas seulement sociale, donc effectivement à donner de l'ampleur à ce conflit". Mais on a vu que ce changement de dimension symboliquement payant a accompagné la démobilisation des salariés en les éloignant de la scène principale. Sydney Tarrow explique qu'en général, "once protest enters the machinery of the political process, it encounters political games and institutional mechanisms that take it out of the the control of its initiators"⁶⁵.

⁶⁵ Doug MIG, Sidney TARROW, "The Europeanization of Movements? Contentious Politics and the European Union, October 1983-March 1995". *Institute for European Studies Working Papers*, n° 96-3. Ithaca : Cornell University, 1996, p. 11.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

En outre, on présupposerait à tort qu'une couverture favorable débouche nécessairement sur un succès revendicatif. S'il y a un effet direct des médias, il doit être prioritairement recherché dans l'espace public dont il a été justement rappelé qu'il est une sphère d'influence alternative à la sphère décisionnelle. Que ces deux univers coexistent légalement sans être étanches caractérise les démocraties libérales. Le passage des acquis de l'un vers l'autre n'a cependant rien de fréquent. L'avantage symbolique doit ensuite être rapporté à un rapport de force complexe qu'il contribue seulement parfois à modifier. En l'occurrence, la direction de Renault a toujours refusé la logique de confrontation des points de vue arbitrée par le poids supposé ou mesuré de l'opinion publique.

La réception des discours médiatiques par les acteurs de la mobilisation et le public est également difficile à évaluer. Comme le souligne Erik Neveu, "l'un des enjeux forts de la frame analysis tient à sa capacité à mettre en relation les représentations des groupes mobilisés et celles des médias, avec plus de rigueur que les références, souvent floues et dénonciatrices, aux idéologies et discours dominants"⁶⁶. A cet égard, William Gamson dégage trois cadres de perception essentiels : injustice, capacité à transformer le monde,

⁶⁶ *Op. cit.*, p. 92.

identité collective⁶⁷. À partir de ce schéma, la plupart des auteurs considèrent que le discours médiatique est défavorable aux mouvements sociaux sur deux points. D'une part, les enjeux y sont rarement problématisés à partir du cadre d'injustice qui désigne des victimes et des responsables. D'autre part, l'influence de l'action collective est tendanciellement ignorée puisque les journalistes commentent plus les faits qu'ils n'analysent l'enjeu.

Ici, le premier point est infirmé : les salariés de Vilvorde sont systématiquement présentés comme (1) des ouvriers modèles (2) ayant consenti à la flexibilité et donc (3) injustement victimes d'une décision au moins contestable dans sa forme. Le second point est plus ambigu. Tout en mettant l'accent sur la mobilisation, la plupart des journalistes doutent de la capacité du mouvement à obtenir satisfaction. Aucun des journalistes interrogés à ce sujet ne pense avoir entretenu d'illusion sur le fond de l'affaire. En fait, les deux points s'articulent dans la plupart des articles et reportages. La colère et le désespoir des salariés témoignent d'une injustice tout en indiquant une issue défavorable. L'inéluctabilité du drame social (qui désincite à la mobilisation) justifie et renforce l'indignation (qui entretient les réactions politiques). Quant à la question de l'identité, il est probable que le thème dominant de la solidarité, y compris transfrontalière, incite les acteurs sociaux et une large partie du public à concevoir une unité de condition susceptible de

⁶⁷ *Talking Politics. Op. cit.*

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

faciliter de prochaines mobilisations. La dialectique et le spectacle médiatiques de la souffrance présentent donc un combat vain mais juste et digne. À chacun de juger.

6. VILVORDE! ET APRES? LES PRODUITS D'UNE REALITE SOCIALEMENT CONSTRUITE

Aux six semaines de grève et de mobilisation a succédé l'engagement sur le terrain juridique puis le retour à l'agenda politique pendant la campagne des élections législatives anticipées en France et les premières semaines du gouvernement de gauche qui en est issu. Tout au long de ces cinq mois, l'*action* protestataire de terrain s'est doublée d'un *discours* protestataire profondément amplifié et entretenu par une politisation extrême. Hormis la présence des gauches belges et française à la manifestation du 16 mars à Bruxelles, les acteurs politiques soutenant les salariés en lutte ne se sont pas impliqués par l'action mais seulement par le discours. Il paraît donc possible de distinguer ces deux plans protestataires quand bien même ils se nourrissent l'un de l'autre.

L'*action* protestataire, c'est la lutte, le rapport de force avec la direction de l'entreprise. Le *discours* protestataire, c'est l'effort de conviction, l'appel aux opinions publiques. Au-delà d'un certain temps, étant donné leur coût respectif, c'est souvent le discours qui prime sur l'action. Cela n'implique pas nécessairement que la protestation soit moindre. En revanche, les enjeux changent : ils se généralisent et visent plutôt à capitaliser le conflit qu'à obtenir un gain immédiat. Si la lutte n'a pas payé puisque l'usine a quasiment fermé, ce n'est donc pas pour

autant que la mobilisation a été vaine. C'est le constat auquel mène le recensement des acquis matériels et procéduraux, d'une part, pratiques et symboliques, d'autre part.

6.1. Le bilan de la lutte : les acquis matériels et procéduraux

Au niveau micro-protestataire, la revendication de maintien de la production de Renault à Vilvorde n'a jamais paru pouvoir être satisfaite. Le réexamen du dossier réclamé par la gauche française de retour au pouvoir a toutefois permis quelques aménagements. 400 emplois sont maintenus sur le site reconverti. Une cellule de reclassement des salariés a été créée, les syndicalistes français ayant poussé leurs collègues belges à négocier ce volet du plan social alors que cette pratique n'existe généralement pas en Belgique où les entreprises se contentent de verser d'importantes primes de licenciement. L'eupéanisation du conflit a donc entre autres permis l'apprentissage de nouvelles pratiques de négociation avec l'employeur.

Au niveau méso-protestataire, au sein de Renault, les syndicats entretiennent désormais des relations plus fréquentes et plus approfondies au niveau européen. En outre, les solidarités tissées dans l'action ont été conservées : la CGT a été admise en tant que membre au bureau du comité de groupe européen, sorte d'intersyndicale

préalablement réservée aux organisations membres de la Fédération européenne de la métallurgie affiliée à la CES dont la CGT ne fait pas partie. Enfin, l'unité d'action à l'échelle de tout le groupe est désormais revendiquée comme le moyen de pression le plus approprié face à la direction qui a annoncé un plan de réduction des effectifs sur plusieurs années.

Au niveau macro-protestataire, les grandes centrales syndicales ont largement mobilisé et diffusé dans l'opinion publique des revendications telles que la réduction du temps de travail ou l'approfondissement de l'Europe sociale par des dispositions légales protégeant les salariés. Sur ce terrain politique, la position du gouvernement français au sommet européen d'Amsterdam des 14 et 15 juin 1997, fortement déterminée par la gestion de la fin du dossier Vilvorde, a donné lieu à la décision de réunir le premier sommet social européen qui s'est tenu les 20 et 21 novembre suivant à Luxembourg. Chaque gouvernement a depuis présenté un rapport sur la lutte contre le chômage et une coordination des politiques pour l'emploi doit en résulter pour 1999.

Par ailleurs, en déposant plainte devant le tribunal de grande instance de Nanterre, le comité de groupe européen de Renault a donné lieu à une jurisprudence qui consolide fortement le statut de ce type de structure au sein des entreprises en France. Inscrivant l'accord

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

signé chez Renault en 1995 dans la perspective de la directive européenne 94/45/CE du 22 septembre 1994 sur les comités de groupe européen, le juge français a fait obligation à la direction du groupe d'informer et de consulter son CGE avant de poursuivre la procédure de fermeture de l'usine de Vilvorde. Les attendus du jugement précisent notamment que l'application du droit européen ne peut constituer une régression par rapport aux droits nationaux, en l'occurrence le droit français qui pose le caractère préalable de la consultation des instances représentatives du personnel. L'existence du CGE élargit donc à l'ensemble des salariés du groupe Renault la ressource du droit français. Cette adaptation du principe de subsidiarité permet ainsi une harmonisation par le haut de la directive européenne qui pose comme principes "l'échange de points de vue et l'établissement d'un dialogue" entre les représentants des salariés et ceux de la direction sans en faire un préalable aux décisions de l'entreprise. La jurisprudence finalement fixée par l'arrêt rendu le 7 mai par la cour d'appel de Versailles n'est pas très différente. Aux termes des législations existantes, le juge retient non pas le caractère "préalable" mais la notion d'information et de consultation des représentants des salariés "mises en oeuvre en temps utile", c'est-à-dire permettant la discussion des décisions prévues. Il estime aussi que, dans le cas particulier de Vilvorde, la gravité de la décision de

fermeture de l'usine rendait nécessaire une information et une consultation préalables⁶⁸.

En outre, la jurisprudence française sur l'information et la consultation des salariés "en temps utile" a fourni un argument important aux organisations syndicales européennes. En effet, c'est notamment sur ce point qu'elles s'opposent aux organisations patronales européennes (UNICE) au sein du Comité du dialogue social réuni en juin puis en juillet 1997 à la demande des ministres européens des affaires sociales pour préciser les termes de la directive européenne sur les CGE. Bien que le groupe d'experts créé à la demande du Conseil européen des ministres des Affaires sociales au terme du conflit Vilvorde et présidé par le Suédois Pehr Gyllehammer ait justement préconisé dans son rapport intermédiaire du 7 avril 1998 des "normes minimales [... pour] empêcher et sanctionner les comportements inadéquats, notamment en ce qui concerne l'information et la consultation des travailleurs", l'UNICE (notamment ses fédérations allemande et britannique) s'est constamment refusée à négocier en ce sens. Pour elle, le principe de subsidiarité doit prévaloir et les questions sociales relatives y compris aux entreprises multinationales être traitées de manière indépendante dans chaque Etat

⁶⁸ Pour approfondir : Marie-Ange MOREAU, "A propos de l'affaire Renault". *Droit social*, n° 5, mai 1997, pp. 493-509. Manuel JORGE, "La construction de l'ordre public social européen". *Semaine juridique*, n° 44, 2ème sem. octobre 1997, pp. 449-452.

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

membre. Le constat du blocage des négociations entre partenaires sociaux européens définitivement établi en octobre 1998, la Commission européenne s'est substituée à eux. Engageant en cela une procédure prévue dans le protocole social annexé au traité de Maastricht et bientôt incluse dans le traité d'Amsterdam tel qu'il doit être ratifié par les Etats membres, elle a adressé début novembre à chacun un projet de directive posant le principe de l'information et de la consultation des salariés préalable à toute décision concernant l'emploi dans les entreprises de plus de 50 salariés. En outre, reprenant la jurisprudence française établie par la cours d'appel de Nanterre dans l'affaire Vilvorde, le texte de la Commission prévoit que les décisions prises sans satisfaire ces exigences sociales seraient tout simplement illégales pour ce qui concerne les effets sur les contrats de travail, les salariés devant notamment continué d'être payés. Ainsi, dernier produit d'un processus initié comme réponse institutionnelle au mouvement de protestation contre la fermeture de Vilvorde, la démarche de la Commission clôt un cycle de deux années de débat sur l'Europe sociale par une mesure clairement politique, un projet de "loi européenne". La production d'une telle norme instaurerait l'un des "droits présentant le caractère d'un objectif à atteindre" préconisé par le comité des Sages présidé par Maria de Lourdes Pintasilgo dans son rapport à la Commission européenne *Pour une Europe des droits civiques et sociaux*

une Europe des droits civiques et sociaux (octobre 1995 - février 1996)⁶⁹. La satisfaction de revendications de cette catégorie visant à "améliorer la cohésion sociale au sein de l'Union" semblait pourtant bien improbable au comité : "Ces droits sont d'une nature différente. Ils ne sont pas susceptibles d'application immédiate ou de recours, car ils constituent des objectifs, des principes inspirateurs [...]" (p. 53). Il est donc permis de considérer que l'affaire Vilvorde a enclenché une dynamique à la fois nouvelle et puissante.

Désormais, c'est aux gouvernements des Etats membres qu'il revient d'agir puisque la directive, si elle est adoptée, le sera par le Conseil des ministres. Les mobilisations et pressions patronales devraient donc porter au niveau national. En ce cas, on pourrait considérer que la prise en charge politique et juridique du dossier Vilvorde a provoqué un renversement des avantages disponibles au niveau européen. Mais, dans la mesure où ce renversement favorable aux salariés résulte de choix politiques et non des négociations toujours avortées entre la CES et l'UNICE, il faudrait aussi considérer qu'il contribue tendanciellement à aviver les tensions entre partenaires sociaux.

⁶⁹ "13 - Droit des travailleurs d'être informés régulièrement de la situation économique et financière de leur entreprise et d'être consultés sur les décisions susceptibles d'affecter leur intérêt et de participer à la prise de décision qui les concerne" (p. 54).

6.2. L'avenir de la lutte : les acquis pratiques et symboliques

Bien que les salariés de Renault n'ont pas été les premiers à les pratiquer, ils ont clairement inscrit l'eurogrève et l'euromanifestation au répertoire d'action des organisations syndicales. Ce type de mobilisation coordonnée a d'ailleurs été rapidement mise en oeuvre par la très active Fédération des syndicats [européens] de transports (FST) contre la libéralisation totale du transport routier (grève dans les quinze pays de l'Union Européenne et blocus à leurs frontières, 09/06/97 puis 08/09/98) et contre la libéralisation du transport ferroviaire de marchandises (1.000 manifestants venus de dix pays à Luxembourg le 18/06/98, eurogrève dans six pays le 23/11/98). De même, à l'occasion du premier sommet européen sur l'emploi tenu à Luxembourg les 20 et 21 novembre 1997, la CES a rassemblé quelque 30.000 manifestants, d'ailleurs majoritairement belges et français. Une culture de la revendication coordonnée, notamment autour de la réduction du temps de travail dont il fut beaucoup question durant le conflit de Vilvorde, émerge donc. L'unité n'est toutefois pas la plus large possible : le DGB allemand - bien que le puissant IG Metall qui

en fait partie soit assez volontariste⁷⁰ -, les TUC britanniques et les organisations nordiques s'impliquent peu.

La distinction tracée entre le discours et l'action ne vaut pas seulement d'un point de vue analytique. Elle vaut aussi du point de vue des acteurs au moment du bilan de la mobilisation contre la fermeture de l'usine de Vilvorde. Ce que les médias ont appelé "eurogrève" ne concernait en fait que quelques sites industriels dans trois pays et les "euromanifestations" ont essentiellement été franco-belges. Si les mots ont un sens, la résolution de soutien aux salariés de Vilvorde adoptée le 12 mars 1997 par 385 députés européens sur 434 est plus sûrement européenne que ces actions protestataires. Il n'en reste pas moins vrai que commentaires et analyses produits par ou dans les médias ont construit une symbolique exploitée par les salariés de Renault et exploitable par d'autres à l'avenir. La mobilisation de Vilvorde est susceptible de rester comme un moment fondateur.

La qualification européenne a été une ressource protestataire en intéressant les médias et en entretenant la détermination des salariés par son caractère innovant dont la résonance politique a élargi le cercle

⁷⁰ A Paris pour discuter d'une action coordonnée sur la réduction du temps de travail avec des dirigeants syndicaux et le ministre français des Affaires sociales, le président d'IG Metall n'a pas oublié le dossier Renault. Admettant que la solidarité allemande s'était très peu exprimée, il considère que "Vilvorde a contribué à faire prendre conscience aux gens qu'il y avait là un événement concernant tout le monde, un avant goût des futurs conflits sociaux". *Le Monde*, 3/04/98, p. 2.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

des soutiens. Mais l'effet sur l'issue du conflit semble mineur. En revanche, en enrichissant sa signification, elle a permis un précieux changement d'échelle. Essentiellement défensive et vaine aux niveaux micro- et méso-protestataires - défense des emplois menacés -, la mobilisation devient offensive et tend à réussir au niveau macro-protestataire où elle prend une dimension fortement politique. A ce niveau, le débat *général* sur les choix de société constitue, au moins du point de vue rhétorique, un dépassement du débat *sectoriel* sur l'industrie automobile. Cet axe ne convient pas forcément aux salariés de Renault dans leur contestation des décisions de leur direction mais il fait de la mobilisation une référence.

Vilvorde peut ainsi valoir comme symbole mobilisateur plutôt que comme échec revendicatif. Soucieux d'en retenir quelque chose de positif, c'est bien le sens que les acteurs lui donnent rétrospectivement⁷¹. De même, longuement interviewé sur Vilvorde lors de sa première apparition télévisée, le nouveau premier ministre français issu des élections législatives de juin favorables à la gauche inscrit le dossier dans cette perspective : "J'ai voulu poser, par ma présence à Bruxelles [le 16 mars], dans une manifestation, une question européenne qui est la question de l'emploi en Europe [...]. Nous allons poser ces questions. Nous avons commencé à les poser à Amsterdam

⁷¹ Voir les interviews de Karel Gacoms (*Le Monde*, 24/07/97) et de Jean Pas (*L'événement du jeudi* 03/07/97).

[sommet européen des 14 et 15 juin]"⁷². Peu avant, un député français (apparenté communiste) menant une campagne médiatique contre la décision de délocalisation prise par un groupe industriel norvégien, s'est rendu à Oslo pour dénoncer ceux qui agissent "comme Renault à Vilvorde"⁷³. Dans la période qui suit, toujours soucieux de sensibiliser largement, les syndicats dénoncent le risque d'un "deuxième Vilvorde" ou d'un "Vilvorde puissance 1.000"⁷⁴. Mais bien après encore, le 5 novembre 1998, c'est "le refus d'un autre Vilvorde" par les 1.500 salariés des deux usines belges et de l'usine française dont la multinationale américaine Levi's vient d'annoncer la fermeture et qui manifestent ensemble à Bruxelles accompagnés d'une trentaine d'anciens salariés de Renault. La presse de gauche recourt également au symbole. C'est, en titre, "Le super Vilvorde" à propos des 12.000 suppressions d'emploi dans le groupe Electrolux⁷⁵. C'est, en couverture, une photo des grévistes de Renault en regard d'une pièce d'un Euro pour annoncer un dossier sur la monnaie unique⁷⁶. C'est la référence régulière dans les titres, articles et éditoriaux de *L'Humanité*. C'est la présence dans les traditionnelles rétrospectives de fin d'année

⁷² Lionel Jospin, Journal télévisé de 20 heures, France 2, 03/07/97.

⁷³ Jean-Pierre Brard, conférence de presse à Oslo le 6 juin 1997.

⁷⁴ Communiqués CFDT-Thomson et UNSA-PTT, respectivement des 16/07 et 4/09/97.

⁷⁵ *Libération*, 13/06/97, p. 1.

⁷⁶ *L'Événement du jeudi*, n° 659, 19-25 juin 1997.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

de grands médias français (*Le Monde*, *Libération*, *L'Express*, *Challenges*, dépêche AFP, *Guignols de l'info* sur Canal+, ...). C'est encore, un an après la sortie de la dernière voiture de l'usine, un reportage sur la situation des 3.100 salariés⁷⁷ et l'inscription du conflit parmi les faits marquants depuis 1995⁷⁸. Enfin, à Vilvorde, un imposant monument inauguré lors du premier anniversaire de l'annonce de la fermeture porte témoignage : sur le rond-point proche de l'usine, un poing tendu de quatre tonnes d'acier s'élève à huit mètres de hauteur comme un défi. Intitulée "la lutte pour l'emploi", cette oeuvre commandée par la municipalité évoque le geste des manifestants et l'immense panneau de leur tête de cortège.

Un sédiment culturel s'est constitué dans les discours et les représentations à partir de la mobilisation. Sous réserve d'une observation à plus long terme élargie au moins à la Belgique, on peut donc faire l'hypothèse que la dynamique protestataire a opéré comme un puissant révélateur de la capacité des acteurs sociaux, politiques et médiatiques à produire des référents européens. En dernière analyse, l'hypothèse de l'eupéanisation serait validée par la vérification d'un effet à moyen et long termes sur les structures européennes. Et sans doute la mobilisation contre la fermeture de l'usine de Vilvorde est-elle plus susceptible de produire de tels effets que les Marches européennes

⁷⁷ *Un an de +*, Canal+, le 05/09/98.

⁷⁸ *Le Nouvel Observateur*, n° 1765, 3-9/09/98, p. 64.

contre le chômage, la précarité et l'exclusion qui, parties des quinze pays de l'Union en avril 1997 ont aboutie à Amsterdam le 14 juin sous la forme d'un contre-sommet. Certes, ce faisceau de marches s'est déroulé sur de nombreuses semaines. Il a également été très efficacement organisé et coordonné. Sur un thème voisin, il s'agit même d'une phénomène transnationalement plus étendu, bien que moins massif à certains égards, que ne l'a été le mouvement de Vilvorde. Mais il n'a pas suscité une telle cristallisation politico-médiatique (tandis que les protestations nationales des chômeurs allemands et surtout français y sont parvenues)⁷⁹. Les raisons en sont multiples. Il n'est pas ici question de les analyser mais juste de pointer la différence avec l'ampleur de la spirale de Vilvorde. Ce faisant, la présente étude promeut une approche qui, sans négliger le contexte (structure d'opportunité), accorde une importance théorique fondamentale à la dynamique interne des mouvements.

⁷⁹ Si la coordination entre les organisations de chômeurs reste effective, comme à l'occasion de la rencontre de trois cents de leurs représentants les 18 et 19 avril 1998 à Bruxelles, l'un de ses principaux promoteurs, le français Christophe Aguiton, admet que "l'organisation d'une nouvelle marche contre le chômage et l'exclusion, réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes comme en 1997 lors du sommet européen d'Amsterdam n'est pas à l'ordre du jour".

7. L'EUROPEANISATION EN QUESTION

Le questionnement sur une européanisation des mouvements sociaux est récent chez les universitaires et chercheurs en sciences sociales⁸⁰ et présente encore quelques risques de confusions.

Le raisonnement diffère selon que "mouvement social" désigne une *structure* d'action ou un *phénomène* de mobilisation de grande ampleur. Les structures d'action sont particulièrement susceptibles d'être observées à travers des critères tels que leur degré d'intégration dans des réseaux décisionnels formés autour des institutions européennes ou les proximités qu'elles entretiennent entre elles.

⁸⁰ Quelques références : Philippe SCHMITTER, Wolfgang STREECK, "From National Corporatism to Transnational Pluralism : Organized Interests in the Single European Market", *Politics and Society*, n° 19, 1991, pp. 133-164. Guy GROUX, René MOURIAUX, Jean-Marie PERNOT, "L'européanisation du mouvement syndical. La Confédération européenne des syndicats", *Le Mouvement Social*, n° 162, jan-mars 1993, pp. 41-68. Sidney TARROW, "The Europeanisation of Conflict : Reflections from a Social Movement Perspective", *West European Politics*, vol. 18, n° 2, avril 1995, pp. 223-251. Roland ERNE, Andreas GROSS, Bruno KAUFMANN, Heinz KLEGER (dir.), *Transnationale Demokratie*. Zürich : Realtopia, 1995. Lowell TURNER, "The Europeanization of Labour : Structure before Action", *European Journal of Industrial Relations*, vol. 2, n° 3, nov. 1996, pp. 325-344. Doug IMIG, Sidney TARROW, "The Europeanization of Movements? Contentious Politics and the European Union, October 1983-March 1995", *Center for European Studies Working Papers*, n° 96-3. Ithaca : Cornell University, 1996. ——— "From Strike to Eurostrike : the Europeanization of Social Movements and the Development of a Euro-Polity", Harvard University Weatherhead Center for International Affairs Working Paper, n° 97-10. Cambridge (Mass.) : Harvard University, 1997. Sidney TARROW, "Building a Composite Polity : Popular Contention in the European Union", *Center for European Studies Working Papers*, n° 98-3. Ithaca : Cornell University, 1998. Justin GREENWOOD, Mark APINSWALL (eds.), *Collective Action in the European Union*. Londres : Routledge, 1995.

L'analyse alors pratiquée est statique : elle consiste à appréhender les caractéristiques générales des groupes mobilisés. Certes, rien n'empêche ensuite de rapporter ces caractéristiques aux actions des groupes mais c'est passer à un autre plan d'analyse avec le risque d'y introduire un certain déterminisme explicatif. En revanche, quand on observe des phénomènes de mobilisation, on pratique une analyse dynamique sans concevoir la nature ou l'organisation des structures d'action impliquées comme un préalable explicatif. Les caractéristiques des structures impliquées dans l'action protestataire sont un élément parmi d'autres pour comprendre les interactions qui font le mouvement. Cette seconde approche présente une cohérence terminologique satisfaisante en prenant spécifiquement en compte l'idée de dynamique contenue dans le terme "mouvement".

Dans ce cadre et relativement à la problématique de l'eupéanisation, c'est-à-dire à la capacité des phénomènes protestataires à se cristalliser à l'échelle européenne, on peut distinguer deux axes : d'une part, l'extension transnationale de la mobilisation et, d'autre part, la mise en oeuvre de stratégies visant à impliquer des interlocuteurs européens. Ce second axe comporte toutefois encore un risque de confusion. En effet, il est fréquent que des structures d'actions enracinées et capables de mobiliser seulement à l'échelle nationale, voire régionale, prennent pour cible les institutions européennes dans la mesure où ces institutions sont devenues des

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

centres de décision et de production de normes. Le caractère européen de la mobilisation ne tient alors qu'au changement d'échelle des responsabilités sollicitées ; il rend compte d'un *processus d'intégration politique* dont les acteurs sociaux dépendent mais pas d'un processus d'intégration des dynamiques protestataires. Du point de vue de l'analyse des mouvements sociaux, il s'agit d'une simple translation qui ne modifie la nature ni des pratiques ni des revendications. Certes, les acteurs de la protestation peuvent solliciter leur gouvernement pour faire pression sur les institutions européennes, ce qui semble une innovation. Cette recherche de ressource politique n'est cependant elle-même qu'un changement d'échelle. Selon un même schéma, lorsque des agriculteurs français demandent le soutien d'élus départementaux ou régionaux pour protester contre des mesures gouvernementales, on ne parle pas pour autant de départementalisation de la protestation. Gary Marks et Doug McAdam le notent à leur manière à propos des groupes de défense de l'environnement dont ils évoquent les stratégies : "In doing so, environmentalists have simply applied the legal and electoral strategies developed at the national level to EU"⁸¹. Il semble donc qu'il soit plus raisonnable de ne pas considérer ce type de translation au même titre que l'extension transnationale des mobilisations, catégorie qui présente la plus grande valeur heuristique

⁸¹ Gary MARKS, Doug McADAM, "Social Movements and the Changing Structure of Political Opportunity in the European Union". *West European Politics*, vol. 19, n° 2, avril

par rapport à l'idée d'eupéanisation au sens de processus d'intégration.

L'extension transnationale des mobilisations n'est pas un mode d'action fréquent. On peut donc penser qu'y recourir suppose des dispositions spécifiques de la part des acteurs sociaux. En l'occurrence, il s'agirait de dispositions d'ordre culturel permettant d'envisager le niveau européen comme un niveau immédiatement adéquat pour organiser l'action. Et ces dispositions contribueraient en retour à renforcer le degré d'implication des acteurs sociaux, le caractère d'innovation et la dimension de l'enjeu augmentant la valeur qu'ils sont susceptibles d'attribuer à leur action. Posées en ces termes, l'idée d'eupéanisation suppose des acteurs eux-mêmes définis comme européens. Or, de tels acteurs n'existent véritablement que s'ils ont l'occasion de se penser comme tels. Il faut donc que s'initie un processus de prise de conscience, processus pour lequel les qualifications opérées par les médias de masse peuvent être décisives. Les ressorts de la mobilisation s'analysent alors en étroite relation avec la formation d'une identité collective.⁸² Le développement de la

1996, p. 270.

⁸² Ces éléments ont reçu depuis peu une attention soutenue. Voir : Hank JOHNSTON, Bert KLANDERMANS, "The Cultural Analysis of Social Movements". in Bert Klandermans, Hank Johnston (eds.), *Social Movements and Culture*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995. Doug McADAM, John McCARThY, Meyer ZALD, "Introduction : Opportunities, Mobilizing Structures and Framing Processes - Toward a Synthetic, Comparative Perspective on Social Movements". in Doug McAdam, John McCarthy, Meyer Zald (eds.) *Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures and*

mobilisation contre la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde réunit ces quelques éléments caractéristiques. Elle fournit donc un très bon point d'appui pour tester l'hypothèse de l'eupéanisation. Cependant, le cas de Vilvorde rompt avec les attentes généralement formulées à partir de la notion de structure d'opportunité politique qui a considérablement nourri la recherche sur les mobilisations collectives, particulièrement sur le thème de l'eupéanisation, et sur laquelle il convient donc de faire retour.

7.1. L'approche interactionniste pour comprendre la dynamique des mobilisations

Sidney Tarrow propose une définition synthétique valant pour la plupart des travaux s'appuyant sur la notion de structure d'opportunité politique : "consistent - but not necessarily formal, permanent or national - dimensions of the political environment which either encourage or discourage people from using collective action. The concept of political opportunity emphasizes resources external to

Cultural Framings. Cambridge : Cambridge University Press, 1996. Voir aussi le plus précoce David SNOW, Robert BENFORD, "Ideology, Frame Resonance and Participant Mobilization", in Bert Klandermans, Hanspeter Kriesi, Sidney Tarrow (eds.), *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*. Greenwich : Jai, 1988.

the group [...]”⁸³. Néanmoins, le concept a évolué et les problèmes rencontrés par ses utilisateurs éclairent à la fois ses limites et son intérêt. Le paradigme de la structure a été initialement formulé par référence au seul degré d'ouverture du système politique autour de l'hypothèse générale selon laquelle les changements produits par les mobilisations sociales n'interviennent pas qu'au niveau des groupes mobilisés mais aussi au niveau du système politique⁸⁴. Puis, dans le cadre conceptuel des processus politiques⁸⁵, ont été progressivement ajoutés au degré d'ouverture du système tous les éléments constitutifs du contexte politique national (cohésion, stabilité, capacité d'action, tolérance pour la protestation, soutien à la protestation), notamment ceux de la plus récente actualité et les moins formels⁸⁶. Cet élargissement du concept rend compte d'une tension interne entre structure (pérenne) et opportunités (ponctuelles) et répond au souci de faire coïncider le cadre théorique avec des observations empiriques. En

⁸³ Sidney TARROW, *Power in mouvement*, op. cit., p. 18. Voir aussi Sidney TARROW, "States and opportunities : the political structuring of social movements" in Doug McAdam, John McCarthy, Mayer Zald (eds.), *Comparative Perspectives on Social Movements*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, pp. 41-61.

⁸⁴ La première fois dans Peter K. EISINGER, "The Conditions of Protest Behavior in American Cities". *American Political Science Review*, n° 67, 1973, pp. 11-28.

⁸⁵ Introduit notamment par Doug McADAM, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago : University of Chicago Press, 1982.

⁸⁶ Voir, par exemple, Sidney TARROW, *Democracy and Disorder : Protest and Politics in Italy 1965-1975*. Oxford : Clarendon Press, 1995. _____, *Power in Movement : Social Movements, Collective Action and Mass Politics*. New York et Londres : Cambridge University Press, 1994.

effet, l'analyse en termes de structure se fonde sur le constat historique du développement d'une relation de plus en plus structurante entre autorités politiques centrales et forces protestataires à mesure que se renforce le pouvoir des institutions stato-nationales en Europe⁸⁷. Mais les mobilisations qu'il s'agit d'expliquer se présentent d'abord comme des moments dont l'élucidation suppose de porter une grande attention au contexte immédiat. Le souci d'appréhender les mutations formelles et les ajustements informels du système politique est donc nécessaire pour que la notion de structure d'opportunité politique soit fonctionnelle. Cependant, cet effort d'identification des multiples dimensions à prendre en compte pour opérationnaliser le concept lui fait perdre en densité et en cohérence. Aussi Hanspeter Kriesi a-t-il entrepris de resserrer le modèle. Tout d'abord, il confirme le primat accordé aux éléments systémiques en excluant les motivations propres aux acteurs :

"The concept of the political opportunity structure (POS) needs some clarification and specification in order to be useful for the analysis of the development of social movements. First, I propose to restrict the notion to those aspects of a political

⁸⁷ Sur la construction de cet ordre politique moderne autour de l'Etat-nation où la contestation est dirigée vers le centre du système politique, organisée et soutenue dans le temps par opposition aux mobilisations d'Ancien régime locales, réactives et ponctuelles, voir : Charles TILLY, Louise TILLY, Richard TILLY, *The Rebellious Century, 1830-1930*. Cambridge : Harvard University Press, 1975. Charles TILLY, *From Mobilisation to Revolution*. Reading, Addison-Wesley, 1978. Sidney TARROW, *Power in Movement... op. cit.*

system that determine movement development independantly of the purposive action of the actors involved"⁸⁸.

Ce cadre général posé, Kriesi propose un modèle simple et cohérent de causalité linéaire en trois phases. Dans un premier temps, il définit la structure d'opportunité politique par trois éléments principaux : la structure institutionnelle formelle, les procédures informelles et stratégies dominantes, et, comme produit de ces deux premiers éléments, ce qu'il appelle la configuration du pouvoir. Dans un second temps, l'articulation de ces trois fonctions détermine les dispositions des autorités à l'égard des mouvements protestataires. Et c'est, dans un troisième temps, en fonction de ces dispositions et des chances de succès qu'elle laisse espérer que les acteurs sociaux opéreraient à leur tour pour telle ou telle stratégie. Le modèle ainsi conçu doit expliquer en totalité les phénomènes protestataires. Bien qu'évoquées en amont comme un élément du réel, les motivations des acteurs indépendantes de la structure [purposive action] ne sont donc pas pour autant prises en compte dans le modèle explicatif.

Le resserrement conceptuel pose alors sans le résoudre un important problème : les phénomènes observés ne se limitent pas à ce que circonscrit le schéma de la structure d'opportunité politique

⁸⁸ Hanspeter KRIESI, "The Political Opportunity Structure of New Social Movements : Its Impact on their Mobilization", in J. Craig Jenkins, Bert Klandermans (eds), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on States and Social Movements*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995, p. 168.

pourtant supposé les expliquer. C'est déjà ce que Tarrow laissait entendre en posant que ce paradigme privilégiait les éléments d'explications extérieurs au groupe mobilisé⁸⁹. Pour résoudre ce problème, Kriesi et ses collaborateurs font alors intervenir deux éléments complémentaires permettant d'intégrer les motivations des acteurs. D'une part, celles-ci sont considérées au titre des intentions du mouvement pour relativiser la valeur explicative du modèle selon les cas. Ainsi, les mouvements instrumentaux (recherche d'un gain) sont très dépendants de la structure tandis que les mouvements expressifs (diffusion d'une idée, notamment à des fins identitaires) le sont moins⁹⁰. D'autre part, est introduite l'idée de feedback et d'ajustements réciproques entre les types d'acteurs impliqués⁹¹. La notion dynamique d'interaction s'ajoute donc à celle plus statique de structure et entame implicitement son monopole explicatif. Mais ce second ajout est difficile à assumer parce qu'il dirige vers une autre démarche analytique. C'est sans doute pourquoi le thème des interactions est peu approfondi

⁸⁹ Ce point ne va d'ailleurs pas sans faire problème à l'intérieur même du paradigme dans la mesure où certaines structures d'opportunité s'observent d'abord comme le produit interne d'une mobilisation avant de constituer à leur tour un donné externe disponible pour les mobilisations futures. Sur ce point et quelques autres, voir l'excellente synthèse Jane JENSON, "Social movements naming practices and the political opportunity structure". *CEACS Working papers* n° 1998/114. Madrid : Instituto Juan March de Estudios e Investigaciones, 1998, pp. 1-5.

⁹⁰ Voir "Social Movements Types and Policy Domains", Hanspeter KRIESI, Ruud KOOPMANS, Jan Willem DUYVENDAK, Marco G. GIUGNI, *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*. Londres : UCL, 1995, pp. 82-110.

⁹¹ *Ibid.*, pp. XV-XVII.

et circonscrit à la seule relation entre forces protestataires et autorités politiques dans le même temps qu'est observée une certaine prudence à l'égard du champ d'application du modèle :

"We do not pretend that this model is applicable at all times and in all places. The present model presupposes a political system with a relatively stable structure and a certain degree of autonomy with respect to its environment"⁹².

La dernière précision est décisive. En évoquant "un certain degré d'autonomie" du système par rapport à son environnement, il s'agit en quelque sorte de poser la condition d'un "toutes choses étant égales par ailleurs"... condition justement contestée par l'analyse des interactions dont l'objectif consiste au contraire à appréhender les conséquences sur chaque sphère de sa mise en relation avec d'autres. L'apport interactionniste semble donc incompatible avec les fondements théoriques de l'analyse en termes de structure d'opportunité politique.

Inductive, la démarche interactionniste consiste à analyser les relations entre groupes d'acteurs sans poser *a priori* qu'elles s'organisent essentiellement autour de l'Etat ou des autorités politiques⁹³. En l'occurrence, dans le cas de Vilvorde, la spirale médiatico-politique qui

⁹² *Ibid*, p. XVII.

⁹³ La notion d'interaction est donc ici entendue dans un sens distinct de celui proposé par l'interactionnisme comme paradigme général de la sociologie et relève plus simplement d'une "démarche interactionniste" qui consiste essentiellement à poser le principe d'une part aléatoire dans le développement des mobilisations sociales.

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

s'ébauche en réaction à la protestation des salariés puis l'accompagne, l'entretient et s'en distingue tout en la recyclant symboliquement n'apparaît pas à travers l'analyse de la relation de la protestation aux institutions. En fait, si l'étude des logiques d'action spécifiques à chaque type d'acteur impliqué dans l'affaire répond au souci de comprendre l'importance des structures, d'ailleurs autant institutionnelles que symboliques ou cognitives, les ajustements qui interviennent au gré des interactions indiquent bien que ces logiques structurelles ne déterminent pas *a priori* la dynamique du mouvement. Peut-être y a-t-il d'ailleurs un risque de confusion théorique dans le projet d'expliquer une dynamique par l'observation d'une structure. Il paraît plus cohérent de raisonner en termes de processus, ce qui fonde la démarche interactionniste.

Par ailleurs, la réflexion sur le caractère européen des mobilisations s'inscrit dans un contexte politique et institutionnel dont la complexité rend délicate l'idée même de structure et engage encore à lui préférer l'étude des processus. Après que l'analyse des politiques publiques ait permis de concevoir l'Etat non comme une entité unifiée mais comme la juxtaposition de secteurs où interviennent également des acteurs sociaux et économiques, elle engage maintenant à une réflexion sur l'éclatement des centres de décision dans le cadre de

l'Union Européenne⁹⁴. Dans le cadre de cette gouvernance multi-niveaux, il s'agirait alors de comprendre non pas l'organisation d'une structure principale mais les relations entre systèmes et sous-systèmes de pouvoirs. Et, tandis que le concept de structure convenait bien à une organisation d'où émane la décision, c'est le concept de réseau qui serait désormais le plus adéquat dans la mesure où l'observation porte sur un *processus* décisionnel plutôt que sur une instance décisionnelle⁹⁵. En outre, le mouvement de privatisation et de dérégulation mené notamment dans le cadre des dispositions européennes de libéralisation a considérablement élargi le nombre et le champ d'impact des décideurs économiques indépendants parmi lesquels les entreprises multinationales. Or le pouvoir de ces acteurs n'est pas pris en compte dans le modèle de la structure d'opportunité politique bien que de nombreuses mobilisations soient dirigées contre eux⁹⁶.

⁹⁴ William WALLACE, "Government without statehood : the unstable equilibrium". In Hellen Wallace, William Wallace (dir.), *Policy Making in the European Union*. Oxford : Oxford University Press, 1996, pp. 439-460. Pierre MULLER (dir.), "L'eupéanisation des politiques publiques : politiques communautaires et management public. Tome 2 : administrations et politiques nationales dans le contexte européen". *Politiques et management public*, vol. 37, n° 3, sept. 1997, pp. 1-231.

⁹⁵ Voir l'excellente synthèse collective : Patrick LE GALES, Mark THATCHER (dir.), *Les réseaux de politique public : débat autour des policy networks*. Paris : L'Harmattan, 1995.

⁹⁶ D'autres types de mobilisations collectives sont également difficiles à rapporter au modèle de la structure d'opportunité politique parce qu'elles consistent essentiellement en des oppositions entre groupes sociaux n'en appelant pas directement et parfois pas du tout à un système central. C'est notamment le cas des contre-mouvements (anti-avortement, contre l'extrême droite, de dissidence en exil).

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Enfin, et toujours concernant le caractère européen des mobilisations, l'adaptation du paradigme de la structure au contexte politique de l'Union Européenne a fait considérer que, du fait de leur enracinement dans le cadre de l'Etat-nation, de leur extrême diversité et de la difficulté à pratiquer des grèves transnationales, les associations traditionnelles de salariés sont des structures d'action peu susceptibles de développer efficacement des mouvements à l'échelle européenne⁹⁷. En bref, les syndicats ne seraient pas adaptés à la structure d'opportunité européenne. Or, dans le cas de Vilvorde, la thématique européenne a été efficacement exploitée par les organisations syndicales qui ont massivement mobilisé leurs adhérents et popularisé leur cause⁹⁸. Et cela ne devrait pas surprendre si on considère qu'une dynamique transnationale de grande ampleur nécessite des ressources matérielles, militantes et symboliques dont disposent généralement les syndicats traditionnels à l'échelle nationale. Au contraire, certes souvent mieux intégrés au sein des réseaux décisionnels européens, les nouveaux mouvements sociaux (revendications non matérielles, identitaires et culturelles) ne disposent généralement pas de telles

⁹⁷ Gary MARKS, Doug McADAM, "Social Movements and the Changing Structure of Political Opportunity in the European Union". *West European Politics*, vol. 19, n° 2, avril 1996, pp. 262-263, 271-276.

⁹⁸ Le volet français des manifestations auxquelles appelait la CES partout en Europe a réuni plus de 70.000 personnes à Paris malgré l'absence de FO. La CFDT, qui se veut en première ligne sur le front européen, comptait environ 30.000 participants, ce qui constitue sa plus forte mobilisation depuis les années 1970, et la CGT, qui n'est pas encore admise à la CES et s'efforçait justement de prouver qu'elle est un partenaire crédible, plus de 30.000.

ressources. Et force est de constater que, hormis la conjonction de vastes protestations nationales, par exemple contre le déploiement des fusées nucléaires de l'OTAN en Europe en 1983, ils n'ont jamais suscité de mouvement réellement *coordonné* de grande ampleur.

Malgré les avantages qu'elle procure, la démarche interactionniste, parce qu'elle est inductive et encore peu développée, ne permet pas la généralisation théorique auquel le paradigme de la structure parvient utilement à l'égard du statut des phénomènes protestataires. En ce sens, la démarche interactionniste est très adaptée à une étude de cas, telle que celle-ci, tandis que le paradigme de la structure d'opportunité politique vaut plutôt dans une perspective longitudinale ou comparative, c'est-à-dire lorsque le rapprochement de plusieurs phénomènes suppose de tendre entre eux une passerelle conceptuelle. Néanmoins, l'attention portée à la dynamique des interactions peut également révéler des récurrences permettant d'envisager à terme la formulation d'un modèle. On en tirerait cependant des règles concernant d'abord le *déroulement* des mobilisations plutôt que directement leur *nature*, des règles d'un autre ordre que celles proposées dans le paradigme de la structure. En effet, sans relever d'abord d'un référent idéologique épistémologiquement difficile à assumer, ce paradigme a le mérite de faire considérer les mobilisations collectives comme des faits politiques absolument normaux, c'est-à-dire intégrés au fonctionnement de l'ensemble du

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

système. Et cette normalisation tient essentiellement aux efforts développés par les tenants de la structure d'opportunité politique pour étudier les mobilisations *dans leur rapport aux institutions*. Leurs travaux s'inscrivent ainsi contre la tendance représentée déjà par la défiance de Tocqueville à l'égard des mobilisations qu'il juge violentes et anarchiques et déclinée ensuite en termes d'anomie sociale, de psychopathologie individuelle et collective, de comportements déviants et de frustrations économiques ou psychologiques, conceptions non dépourvues d'une finalité normative en ce qu'elles contestent plus ou moins implicitement la légitimité des comportements protestataires.

Il s'agit donc de pérenniser l'acquis du paradigme de la structure d'opportunité sur la nature politique des phénomènes observés tout en assumant une position empirique moins déterministe quant à l'analyse de leur déroulement. La dimension politique d'une mobilisation peut en effet tenir à l'une de ses phases plutôt qu'au contexte général qui les déterminerait toutes par avance. A cet égard, il convient de rappeler que la complexité des interactions nouées dans le cas Vilvorde a conduit à le définir comme un dossier multidimensionnel. Et sa dimension politique a été identifiée aussi bien comme un ressort mécanique de sa montée en puissance du fait des logiques spécifiques de certains acteurs (engagement intéressé de certains responsables et sensibilité des journalistes à toute labellisation politique) que comme un produit de la qualification du mouvement en

des termes stimulant tous les types d'acteurs impliqués. Du point de vue politique, ce qui fait structure n'est donc peut-être pas tant l'input systémique, le système politique dont les éléments ont cependant leur place dans le déroulement du conflit, que l'output culturel, le produit symbolique de la mobilisation, gain par défaut pour les salariés et repère collectif pour tous les autres (voir note 85). Or, l'effet de cycle par lequel l'output culturel ou produit symbolique devient une ressource pour les mobilisations à venir fait l'objet d'un travail d'attribution du sens et de mémoire qui ne peut s'analyser qu'en considérant l'évolution des motifs pour lesquels les acteurs se mobilisent.

Un des éléments de l'analyse de la mobilisation de Vilvorde renforce ce constat. Il s'agit de la différenciation des logiques entre acteurs syndicaux selon qu'ils se situent au niveau micro- et meso-protestataires ou macro-protestataires, redoublée par la distinction entre action et discours protestataires. Tandis que salariés et syndicalistes de Renault cherchent surtout à négocier avec la direction et ciblent l'entreprise à travers leurs actions, les responsables fédéraux et européens en appellent exclusivement aux décideurs politiques (schéma classique de la structure) et composent un discours revendicatif général pour lequel Vilvorde figure un tremplin. L'appel des leaders confédéraux belges à leur gouvernement lors de la manifestation du 16 mars à Bruxelles alors que les salariés semblent

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

résignés malgré le succès de la mobilisation signe le basculement du primat de l'action interne vers celui du discours général. A été évoqué à ce sujet la dépossession du mouvement par le biais de sa politisation et de sa généralisation, par ailleurs conditions du gain symbolique. Ainsi, bien que la logique de contestation initiale n'implique pas essentiellement le système politique même si la participation de l'Etat français au capital de Renault dirige parfois en ce sens, le conflit prend progressivement une forte signification politique encore renforcée par le retour du dossier lors de la campagne des élections législatives françaises de mai 1997.

En fait, il faut comprendre que les acteurs sociaux s'inscrivent dans un contexte autrement que par la relation au seul système politique. Les mécanismes qu'ils sont susceptibles de faire jouer valent au-delà de cette sphère. A cet égard, un effort de typologie même sommaire permet de distinguer plusieurs motifs de mobilisation. Il peut s'agir d'engager un rapport de force en vue de la satisfaction d'une revendication, la capacité d'action de l'Etat en faisant un interlocuteur privilégié, de réagir immédiatement sans projet bien défini pour refuser un changement brutal, d'affirmer l'identité d'un groupe pour mieux en souder les membres⁹⁹.

⁹⁹ Cette typologie sommaire rejoint celles proposées par divers auteurs à propos des manifestations (types revendicatif, insurrectionnel et commémoratif). Voir Pierre FAVRE (dir.), *La manifestation*. Paris : Presses de la FNSP, 1990, p. 33.

L'ordre des significations fait donc pendant à celui des revendications et peut se combiner à lui. C'est ce que l'analyse doit prendre en compte. Dans le cas de Vilvorde, l'enracinement national des syndicats vaut aussi dans la sphère culturelle, univers de représentations massivement partagées. Et l'ampleur d'un mouvement social (au sens de phénomène de mobilisation) tenant à sa capacité à susciter une large adhésion, les médias de masse jouent un rôle déterminant en diffusant, affirmant et actualisant ces représentations liées aux motifs de mobilisation. Vilvorde est ainsi *devenu* un symbole de solidarité européenne. Mais cela n'avait rien d'évident et s'explique par une dynamique qui en a surpassé d'autres également possibles. Cette dynamique a consisté en le primat progressivement établi d'un certain ordre de signification sur l'ordre des revendications.

L'ordre des significations et celui des revendications sont imbriqués et on ne peut pas dire que les acteurs de la protestation subissent simplement un tel retournement. Ils y contribuent et en bénéficient sur un certain plan. Alors que jusqu'à Vilvorde, "il y a eu un manque de relations internationales évident", rappelle Philippe Martinez de la CGT, le début de ce conflit marque un changement¹⁰⁰. Du côté belge, "peu à peu, en tout cas, on se rendait compte que les Français avaient les mêmes difficultés que nous et que la diminution du

¹⁰⁰ Commentaire détaillé par le délégué central adjoint CFDT-Renault : Daniel RICHTER, *op. cit.*, pp. 89-93.

temps de travail dans tout le groupe pouvait être la solution", explique Jean Pass. L'étude des slogans utilisés est révélatrice. Lors de leur première manifestation à Bruxelles le 3 mars, les salariés de Vilvorde dénoncent l'attitude méprisante de la France et distribuent un tract appelant implicitement au boycott : "Ceci est ma dernière Renault... et vous?". Mais le 5 mars, lorsque les Vilvorde font leur première visite à l'usine française de Douai, ce sont les premiers "Même patron, même combat!" et "Vilvorde, Douai, solidarité". Ce même jour, le tract distribué aux salariés de Douai explique : "La restructuration ne va pas seulement toucher Vilvorde. Des réductions de personnel suivront en Espagne et en France. Une chose est claire, notre ennemi et nos intérêts sont les mêmes!". Puis, dans leurs commentaires sur la journée de grève du 7 mars dans tous les sites européens du groupe, les syndicalistes de Renault promeuvent systématiquement le thème de la solidarité. Lors de la manifestation belgo-franco-espagnole du 11 mars, "Solidarité" est le principal slogan repris dans les trois langues tout au long du cortège. Enfin, le terme est présent dans la plupart des communiqués politiques et syndicaux et jusque dans la résolution du Parlement européen votée le 12 mars. La dynamique protestataire n'est donc pas seulement défensive ; elle donne matière à *une interprétation positive du conflit qui concerne les pratiques protestataires indépendamment du contenu revendicatif*. A côté de l'Europe sociale définie comme ressource normative et institutionnelle, celle de la structure d'opportunité

politique, émerge une Europe sociale faite d'une expérience et d'un sens partagés. Loin des "syndicalistes en costume-cravate" de la CES ou des "syndicalistes de salon" du comité de groupe européen tels qu'ils étaient auparavant considérés par les salariés, c'est l'Europe des troupes syndicales. Plus largement, c'est aussi la communauté des individus qui ont été sensibles à la cause des grévistes de Vilvorde et pour qui le nom de la ville belge constitue désormais un repère culturel.

7.2. Le mouvement social comme processus politique et culturel

Au terme d'une rapide revue des différents modes d'actions identifiables, il apparaît que par "européanisation des mouvements sociaux", on peut désigner trois phénomènes distincts bien qu'éventuellement complémentaires :

- le développement par des groupes constitués de réseaux autour ou au sein des institutions européennes,
- la tendance à prendre les institutions européennes pour cible des revendications,
- le développement de pratiques et références protestataires communes traçant les contours d'une identité transnationale.

La mobilisation sociale contre la fermeture de Vilvorde correspond essentiellement au troisième type de phénomène et

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

n'apparaît comme telle qu'à travers l'analyse des interactions. En ce sens, elle se démarque des deux premiers types de phénomène pour l'analyse desquels suffit le paradigme de la structure d'opportunité politique. Il reste à expliquer en quoi Vilvorde se distingue d'autres mobilisations auxquelles elle s'apparente mais qui n'ont pas produit une semblable dynamique.

Le 4 juin 1983, Edmond Maire, alors Secrétaire général de la CFDT est en tête de la nombreuse délégation de son syndicat présente à la manifestation organisée par la CES à Stuttgart et déclare qu'il voit là "l'acte de naissance de l'Europe des travailleurs". Treize ans plus tard, le 22 mai 1996, à Paris, 1.000 manifestants se retrouvent derrière la banderole "Alcatel Alsthom, les salariés européens unis pour l'emploi" qui porte les sigles des organisateurs : IG-Metall (Allemagne), FIOM-CGIL, FIM-CISL et UILM (Italie), CSC et FGTB (Belgique), CCOO et UGT (Espagne), CGT et CFDT (France). "Pour la première fois, les travailleurs d'une même multinationale se sont réunis et ont manifesté pour défendre leur emploi et leur avenir", souligne un responsable CFDT tandis qu'un délégué IG Metall parle de "moment historique". Si ces actions concertées au niveau européen et quelques autres (chronologie des euro-protestations en annexe 5) constituent des préalables obligeant à nuancer le caractère innovant de la mobilisation de Vilvorde, force est de constater qu'en dépit des enthousiasmes du

moment, elles n'ont pourtant pas été les actes fondateurs espérés. D'une autre manière, au sein du groupe Renault, la décision de 1995 de fermer le site portugais de Setubal, semblable à celle qui a frappé Vilvorde, n'a pas suscité de large mobilisation. Ou encore, en juin 1997, dans la foulée de la mobilisation de Vilvorde, l'annonce de 12.000 suppressions d'emploi en Europe par le groupe suédois Electrolux provoque l'indignation mais aucune dynamique protestataire. De fait, la cristallisation politico-médiatique a toujours manqué. Au mieux s'est-elle produite dans le cadre national, par exemple en France sur le dossier Hoover, le site de Longvic (600 salariés) fermant brutalement au début de 1993 pour que sa production soit délocalisée en Ecosse. Mais c'est alors la solidarité transfrontalière et au sein de la branche industrielle qui a fait défaut.

Par comparaison avec ces différentes occasions de mobilisation, la fermeture de Vilvorde conjugue plusieurs éléments. La concentration du malheur social en un point a déjà été évoquée comme élément facilitant la médiatisation. Sur un lieu principal, les journalistes peuvent plus aisément nouer contact avec les acteurs sociaux et suivre le dossier. La géographie du conflit importe aussi politiquement. D'une part, Vilvorde fait partie de la circonscription électorale du premier ministre belge ainsi directement sollicité tandis que les responsabilités politiques françaises sont invoquées au motif de la participation de l'Etat au capital de l'entreprise. D'autre part, en banlieue de Bruxelles,

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Vilvorde est toute proche de l'ambassade de France et des bâtiments européens, "cibles" matérialisant la dimension transnationale du mouvement. Du côté des salariés, les réductions d'emploi prévues sur les sites français désignent un ennemi commun. Mais aussi, Renault tient une place importante dans la culture syndicale. C'est l'ancienne "vitrine sociale" en même temps que la "forteresse ouvrière" nourrie de culture protestataire. Enfin, le comité de groupe européen devient une ressource organisationnelle et trouve par là une utilité que ses membres sont soucieux de valoriser tant elle lui faisait préalablement défaut. Des éléments externes traditionnellement pris en compte dans le paradigme de la structure d'opportunité politique s'articulent ainsi avec des éléments internes plus spécifiquement retenus par le paradigme de la mobilisation des ressources pour former le processus de mobilisation.

Bien que déterminante pour entretenir une large mobilisation, la rare conjonction de l'unité de lieu de l'enjeu social, de l'implication des plus hautes autorités politiques, de la coordination efficace entre acteurs protestataires et de l'attention durable des grands médias comme produit de ces trois premiers éléments, ne suffit sans doute pas en toutes circonstances. Plus exactement, il faut un ciment pour cet édifice. En l'occurrence, la très mobilisatrice parce qu'inédite thématique européenne permet aux différents acteurs d'articuler leurs préoccupations à tous les moments de leurs interactions, de la phase où l'action est la plus intense jusqu'à celle où la symbolique l'emporte pour

capitaliser la mobilisation. Par les multiples dimensions et niveaux d'implications politiques et culturels ainsi mis en jeu, la mobilisation prend un caractère transversal qui permet de véritablement la définir comme un *mouvement social*. Et, dans ce cadre, l'euphémisation de la protestation est d'autant plus probable qu'elle n'est pas seulement conjoncturelle et instrumentale mais qu'elle nourrit le processus protestataire et s'enracine culturellement pour figurer un nouvel et durable horizon.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Keith ABBOTT, "The ETUC and its Role in Advancing the Cause of European Worker Participation Rights", *Economic and Industrial Democracy*, vol. 19, n° 4, novembre 1998, pp. 605-631.

Sophie BEROUD, René MOURIAUX, Michel VAKALOULIS, *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*. Paris : Dispute, 1998.

Ann P. BRANCH, "The impact of the European Union on national trade unions". *Actes du Colloque International "Action collective et intégration européenne"*. (à paraître).

Patrick CHAMPAGNE, "La manifestation comme action symbolique" in Pierre FAVRE (dir.), *La manifestation*. Paris : Presses de la FNSP, 1990.

Grégory DERVILLE, "le combat singulier Greenpeace-SIRPA : la compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français". *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 5, pp. 589-629.

Olivier FILLIEULE, Cécile PECHU, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris : L'Harmattan, 1993.

William GAMSON, *Talking Politics*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992.

_____, "Political Discourse and Collective Action". in Bert Klandermans, Hanspeter Kriesi, Sidney Tarrow (eds.), *From Structure to Action : Comparing Social Movements across Cultures*. Greenwich, Conn. : Jai, 1988.

William GAMSON, Gadi WOLFSFELD, "Movements and Media as Interacting Systems", *The Annals of American Academy of Politics and Social Sciences*, n° 528, juillet 1993.

Herbert GANS, *Deciding what's News*. New York : Vintage Book, 1979.

Guy GROUX, *Vers un renouveau du conflit social ?* Paris : Bayard, 1998.

Guy GROUX, René MOURIAUX, Jean-Marie PERNOT, "L'eupéanisation du mouvement syndical. La Confédération européenne des syndicats". *Le Mouvement Social*, n° 162, jan-mars 1993, pp. 41-68

Doug IMIG, Sidney TARROW, "The Europeanization of Movements? Contentious Politics and the European Union, October 1983-March 1995". *Institute for European Studies Working Papers*, n° 96-3. Ithaca : Cornell University, 1996.

_____, "From Strike to Eurostrike : the Europeanization of Social Movements and the Development of a Euro-Polity". *Harvard University Weatherhead Center for International Affairs Working Papers*, n° 97-10. Cambridge (Mass.) : Harvard University, 1997.

Richard KIELBOWICZ, Clifford SHERER, "the Role of the Press in the Dynamics of Social Movements", in Louis Kriesberg (ed.), *Research in Social Movements, Conflict and Change*, 9. Greenwich, Conn : Jai, 1986.

Hanspeter KRIESI, "The Political Opportunity Structure of New Social Movements : Its Impact on their Mobilization", in J. Craig Jenkins, Bert Klandermans (eds), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on States and Social Movements*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 1995.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Hanspeter KRIESI, Ruud KOOPMANS, Jan Willem DUYVENDAK, Marco G. GIUGNI, *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*. Londres : UCL, 1995.

Sandrine LEVÊQUE, "La conférence de presse, les transactions entre syndicalistes et journalistes sociaux". *Politix*, n° 19, 3e trimestre 1992, pp. 120-134.

Gary MARKS, Doug McADAM, "Social Movements and the Changing Structure of Political Opportunity in the European Union". *West European Politics*, vol. 19, n° 2, avril 1996, pp. 249-278.

Arnaud MERCIER, "Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource. L'exemple du mouvement pacifiste de 1991 à la télévision française", in Olivier Fillieule (dir.) *Sociologie de la protestation*. Paris : l'Harmattan, 1993, pp. 233-257.

Harvey MOLOTCH, "Media and Movements" in John MacCarthy, Mayer Zald (eds.) : *The Dynamics of Social Movements*. Cambridge : Winthrop, 1979.

Pierre MULLER (dir.), "L'européanisation des politiques publiques : politiques communautaires et management public. Tome 2 : administrations et politiques nationales dans le contexte européen". *Politiques et management public*, vol. 37, n° 3, sept. 1997, pp. 1-231.

Eric NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte, 1996.

Jean-Marie PERNOT, Janine GOETSCHY, Jeff BRIDGFORD, Adelheid HEGE, "Les syndicats européens et les élections européennes". *Les cahiers du CEVIPOF*, n° 11, décembre 1994.

Udo REHFELDT, "Der Renault-Vilvoorde-Konflikt und seine Bedeutung für die europäische Gewerkschaftspolitik". *WSI Mitteilungen*, vol. 51, n° 7, juillet 1998, pp. 450-459.

Daniel RICHTER, "Renault Vilvoorde. Un cas d'école et une occasion manquée". *Les temps modernes*, n° 597, jan-fév. 1998, pp. 75-117.

Philipp SCHLESINGER, "repenser la sociologie des médias", *Réseaux* n° 51, 1992, pp. 75-98.

Philippe SCHMITTER, Wolfgang STREECK, "From National Corporatism to Transnational Pluralism : Organized Interests in the Single European Market". *Politics and Society*, n° 19, 1991, pp. 133-164.

David SNOW, Robert BENFORD, "Ideology, Frame, Resonance and Participant Mobilization", in Bert Klandermans, Hanspeter Kriesi, Sidney Tarrow (eds.), *From Structure to Action: Comparing Social Movement across Cultures*. Greenwich, Conn : Jai, 1988.

Sidney TARROW, *Power in Movement. Collective Action, Social Movement and Mass Politics in the Modern State*. Cambridge : Cambridge University Press, 1994.

_____, "The Europeanisation of Conflict. Reflections from a Social Movement Perspective". *West European Politics*, vol. 18, n° 2, avril 1995, pp. 223-251.

_____, "Building a Composite Polity : Popular Contention in the European Union". *Center for European Studies Working Papers*, n° 98-3. Ithaca : Cornell University, 1998.

Lowell TURNER, "The Europeanization of Labour : Structure before Action". *European Journal of Industrial Relations*, vol. 2, n° 3, nov. 1996, pp. 325-344.

ANNEXES

1 - CHRONOLOGIE DETAILLEE

2 - PERSONNES RENCONTREES

3 - NOTICE METHODOLOGIQUE

4 - MEDIAS ANALYSES SYSTEMATIQUEMENT (27/02 - 05/04/97)

5 - CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES EURO-PROTESTATIONS

1 - CHRONOLOGIE DETAILLEE

- 1997 -

période de référence : 27/02-04/04 :

27/02 : Renault annonce la fermeture de l'usine de Vilvorde au 31 juillet. Occupation du site et rétention de 5.300 véhicules par les salariés en poste. La classe politique belge proteste, notamment le Premier ministre.

1^{er}/03: le ministre président de la région flamande convoque le PDG de Renault qui refuse de revenir sur sa décision.

02/03 : première rencontre des syndicats français et belges de Renault et communiqué commun de protestation.

03/03 : les salariés de Vilvorde manifestent dans le quartier européen de Bruxelles (4.000 personnes dont une délégation syndicale de l'usine française de Douai).

04/03 : en France, communiqué du premier secrétaire du Parti socialiste condamnant la décision et en appelant à la responsabilité du gouvernement. La direction annonce un plan social pour réduire de 3.000 les postes en France.

05/03 : en France, réaction du président de la République, "choqué par la méthode", et du premier ministre qui convoque le PDG de

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Renault. Des responsables de la majorité de droite, notamment le secrétaire général du RPR) réclament la démission du PDG. Opération ville-morte à Vilvorde et manifestation des salariés belges (900)¹⁰¹ à Douai. En visite à la Commission européenne, le roi des Belges regrette l'absence "d'une Europe sociale réelle". Le président de la Commission estime que l'attitude de Renault porte "un coup grave à l'esprit de confiance européen"

06/03 : manifestation au siège de Renault à Boulogne-Billancourt lors du comité central d'entreprise (300). Le commissaire européen chargé de la Concurrence annonce le blocage de l'aide européenne pour l'usine espagnole de Renault à Valladolid.

07/03 : "eurogrève" (débrayages dans tous les sites européens de Renault). Manifestation à Bruxelles (500-1.000). Le gouvernement espagnol suspend sa demande d'autorisation d'aide européenne pour Valladolid. Déclaration commune des évêchés français et belges sur Vilvorde.

09/03 : manifestation à Vilvorde (5.000).

11/03 : "euromanifestation" à Boulogne-Billancourt à l'occasion du comité de groupe européen (10.000).

12/03 : motion de soutien du Parlement européen aux grévistes.

13/03 : action des Vilvorde à Douai (500) rejoints par des salariés de l'usine (600).

¹⁰¹ Entre parenthèses, le nombre de participants aux actions protestataires (source : AFP).

16/03 : "euromanifestation" à Bruxelles. Présence des leaders de gauche (PS, PC, VERTS, LCR) et syndicaux (CGT, CFDT, FO, CFDT) français (70.000).

17/03 : manifestation à Vilvorde devant le domicile du premier ministre belge (150).

19/03 : première rencontre entre le PDG de Renault et des syndicalistes de Vilvorde.

20/03 : "journée européenne d'action". Manifestation à Boulogne et Paris (300). Occupation du site de Wavrin dans le Nord (200).

24/03 : Blocage du TGV Eurostar (250) en gare de Bruxelles.

27/03 : action transfrontière à Somain et Maubeuge (500). Fin de l'occupation de Wavrin (30).

03/04 : la justice belge déclare irrégulière la procédure de fermeture (confirmé en appel le 16 mai).

04/04 : le tribunal de Nanterre suspend la procédure de fermeture (confirmé en appel le 7 mai, avec demande d'annonce préalable de ce type de décision au comité de groupe européen). Manifestation à Bruxelles (500-1.000).

période complémentaire :

10/04 : les salariés votent la reprise du travail à 68,7% (reprise le 14/04).

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

24/04 : action des Vilvorde à l'Hôtel de ville de Lille.

13/05 : manifestation à Boulogne-Billancourt à l'occasion d'un comité central d'entreprise (100) et grève à Vilvorde.

20/05 : la marche européenne contre le chômage fait halte au siège de Renault à Boulogne-Billancourt.

21/05 : grève et manifestation à Vilvorde.

26/05 : les salariés de Vilvorde votent à 82% pour la négociation d'un plan social accompagnant la fermeture.

28/05 : manifestations de la CES pour l'emploi et l'Europe sociale dans toutes les capitales européennes (30.000 à Bruxelles, 70.000 à Paris le 10/06).

29/05 : à deux jours du second tour des élections législatives françaises, le leader du PS affirme qu'en cas de victoire de la gauche, les représentants de l'Etat "exigeraient que d'autres mesures soient envisagées, étudiées et préparées"

03/06 : la direction de Renault informe le comité de groupe européen de la fermeture et rejette l'alternative de la réduction du temps de travail et des salaires. Les syndicats en appellent au nouveau gouvernement de gauche.

Accord entre la filiale espagnole du groupe et ses syndicats sur les 3x8 à l'usine de Palencia pour absorber une partie du transfert de la production de Vilvorde.

04/06 : en France, les syndicats belges, français et espagnols de Renault sont reçus par chacun des trois principaux partis de la "gauche plurielle" victorieuse aux législatives (PS, PC, Verts)

07/06 : Lionel Jospin, nouveau premier ministre français, rencontre son homologue belge à propos de Vilvorde.

09/06 : grève de 3 jours à Vilvorde (9, 10 et 11) pour participer à la manifestation du 10 à Paris.

10/06 : conseil d'administration et assemblée générale des actionnaires de Renault. A la demande du nouveau gouvernement de gauche, le PDG confie une mission de réexamen du dossier à un "expert indépendant". Manifestation de la CES à Paris (reportée du 28/04 en raison des élections législatives) pour l'emploi en Europe guidée par des salariés belges et français de Renault et comportant des délégations belges, espagnoles et italiennes (70.000). Le nouveau secrétaire d'Etat à l'industrie reçoit les syndicats de Renault.

11/06 : nouvelle grève générale à Vilvorde.

28/06 : sur la base du rapport d'expertise, le conseil d'administration de Renault, entérine définitivement la fermeture.

29/06 : à la télévision belge, le premier ministre belge reproche à Lionel Jospin d'avoir entretenu les illusions des salariés de Renault pendant sa campagne.

03/07 : à la télévision française, Lionel Jospin affirme "avoir tenu son engagement" sur Vilvorde puisque "le dossier a été rouvert".

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

16/07 : manifestation lors de la visite de Jacques Chirac en Belgique (50).

22/07 : Les ouvriers de Vilvorde votent à 92 % pour le plan social d'accompagnement de la fermeture de l'usine comme 95% des employés et cadres le 18/07.

24/07 : signature officielle du plan social.

25/07 : restitution des clés des 5.300 voitures du "trésor de guerre".

04/09 : sortie de la dernière voiture assemblée à Renault Vilvorde.

- 1998 -

16/01 : le PDG de Renault comparaît devant le tribunal correctionnel de Bruxelles pour non-respect des conventions collectives belges sur l'information des salariés en cas de licenciement. Manifestation d'anciens salariés de Vilvorde (100) au stand Renault du salon de l'automobile à Bruxelles.

02/02 : selon la cellule de reclassement installée par Renault à Vilvorde, sur les 2.925 personnes inscrites 1.206 restent au chômage (39,8% du personnel à la fermeture), le nombre définitif étant estimé à 800.

06/02 : après plaidoirie sur le fond au tribunal correctionnel de Bruxelles, le ministère public belge requiert une amende de 20 millions

de FB (environ 4,5 millions de FF). La FGTB et chacun des 900 salariés ayant déposé plainte individuellement demandent chacun un franc symbolique et le comité "Renault Open" (collectif de 11 anciens salariés) 500.000 FB par licencié ainsi que la réouverture du site.

27/02 : inauguration à Vilvorde du monument "la lutte pour l'emploi" pour le premier anniversaire de l'annonce de la fermeture du site.

12/03 : Renault annonce un résultat d'exploitation (bénéfice) de 2,3 milliards de FF pour 1997. L'éditorial du *Monde* demande "Fallait-il fermer Vilvorde?" (14/03).

20/03 : le tribunal correctionnel de Bruxelles condamne le PDG de Renault à 10 millions de FB (environ 2,2 millions de FF).

04/09 : un an après la sortie de chaîne de la dernière voiture produite à Vilvorde, 796 salariés licenciés n'ayant pas accepté les indemnités prévues en cette situation pour bénéficier de l'aide de la cellule de reclassement sont encore au chômage et sans réelle chance de retrouver un emploi.

2 - PERSONNES RENCONTREES

syndicalistes :

- Philippe Martinez, délégué central CGT-Renault : 02/05/97 à Issy-les-Moulineaux.
- Jean Pas, délégué CSC-Vilvorde : 17/12/97 à Vilvorde.

journalistes :

- Frédéric Lemaître, spécialiste du social à *Le Monde* : 19/12/97 à Paris.
- Jean Quatremer, correspondant de *Libération* à Bruxelles : 17/12/97 à Bruxelles
- Emmanuel Defouloy, correspondant pour *La Croix* et *La Tribune* à Bruxelles : 16/12/97 à Bruxelles.
- Bertrand Pinon, journaliste au bureau de l'AFP à Bruxelles : 16/12/97 à Bruxelles.
- Vincent Drouin, chef adjoint du social à l'AFP : 15/12/97 à Paris.
- Ariane Verderosa, journaliste du social à l'AFP : 15/12/97 à Paris.
- Christophe Barbier, chef du service France de *L'Express* : 20/11/97 à Paris.

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

- Dorothea Hann, correspondante du *Tageszeitung* en France : 23/10/97 à Paris.
- Hans-Hagen Bremer, correspondant du *Frankfurter Rundschau* en France : 04/11/97 à Paris.
- Gianpiero Martinotti, correspondant de *La Repubblica* en France : 30/10/97 à Paris.
- [X], permanent du bureau de Reuters à Bruxelles : 16/12/97 à Bruxelles.

3 - NOTICE METHODOLOGIQUE

Pour étudier la couverture d'un événement par les médias, on peut procéder de deux manières complémentaires. L'approche quantitative permet de répondre à la question "en parlent-ils?". Elle autorise des *comparaisons* standards avec des données similaires collectées pour d'autres événements et/ou d'autres médias. L'approche qualitative permet de répondre à la question "comment en parlent-ils?". Elle consiste notamment à analyser en quels termes les grands médias procèdent à la *qualification des faits* qui est une de leurs fonctions contribuant à orienter les interactions sociales.

A la question "pourquoi en parlent-ils?", on ne peut répondre qu'en élargissant la démarche qualitative de l'analyse des contenus éditoriaux à celle des pratiques journalistiques au sein des rédactions (réaction à l'apparition du sujet dans des médias concurrents, arbitrages entre services, montage d'un dossier approfondi, présence en titre de "une", ...) et sur les terrains événementiels (recueil de témoignages, portraits d'acteurs sociaux, familiarité avec eux, observation directe et informations de première main, ...). Ainsi, l'approche qualitative éclaire les résultats quantitatifs. Par exemple, dépêcher un envoyé spécial sur le terrain fait l'objet d'une décision de rédaction et fournit un premier élément d'interaction avec les acteurs sociaux qui a un impact direct sur la quantité d'information finalement proposée et ressaisie dans les

données quantitatives puisque, pour parler grossièrement, un tel coût financier et "stratégique" suppose un retour sur investissement.

La complémentarité des approches importe donc tout particulièrement. "Quelle quantité" ne fait pas sens indépendamment de "comment et pourquoi".

3. 1. Recueil des données

Ce n'est pas parce que les données quantitatives présentent un intérêt comparatif qu'il convient simplement de reproduire le même protocole d'une enquête à l'autre. Dans la mesure où on entreprend aussi l'étude d'un cas particulier, on gagne à penser la méthode en fonction du questionnement qui y est appliqué plutôt qu'à sacrifier l'intérêt démonstratif à la seule utilité technique de l'opération de comptage. En l'occurrence, la protestation contre la fermeture de l'usine de Vilvorde apparaissant d'abord comme un phénomène géographiquement situé à une très petite échelle, éruptif et inattendu, il importe d'expliquer sa montée en puissance et en généralité. La *réactivité* des médias en a été un facteur-clé. Il s'agit donc de faire apparaître le mieux possible le lien entre quantité d'information mesurable et logique rédactionnelle face au développement de la spirale protestataire. Pour ce faire, nous retenons des unités de mesure différentes, à chaque fois celle qui rend le mieux compte de la dynamique propre au type de média observé :

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

- pour les journaux télévisés de 20 heures (TF1, France 2) : le nombre de secondes consacrées au dossier Vilvorde (lancement des sujets par le présentateur inclus). La rigueur des montages d'images et de commentaires impose à la télévision la loi de la seconde¹⁰². Le critère de l'ordre de passage des sujets n'a pas été retenu. En effet, notamment le week-end et plus généralement pour des raisons de concurrence commerciale, les chaînes de télévision hiérarchisent l'information non pas seulement selon l'importance sociale des thèmes abordés mais aussi selon les attentes et dispositions pressenties du public (résultats sportifs, personnalité charismatique, ...). Or, l'approche quantitative ne permet pas de faire le tri entre ces motivations distinctes.

- pour l'AFP : le nombre quotidien de dépêches consacrées à Vilvorde sur le fil FRA (information destiné aux seuls clients français), le tri étant opéré à partir des mots "Vilvorde" et "Renault" dans le slug (série de mots-clés en tête de dépêche) ou dans le premier paragraphe. La dépêche constitue l'unité de base du travail agencier. Elle compte généralement de 100 à 600 mots, ce qui représente un écart très

¹⁰² A propos de cet empire de la seconde, Serge Halimi rappelle qu'aux Etats-Unis la durée moyenne des extraits sonores des interventions des responsables politiques au journal télévisé du soir durant la période décisive que constitue une campagne présidentielle est passé de 42 secondes en 1968 à 9 secondes en 1988. Pour l'élection de 1992, en réaction à l'indigence des citations produites, le network CBS a voulu imposer à ses journalistes de ne pas diffuser d'extraits de moins de 30 secondes mais y a finalement renoncé puisque les responsables politiques ne produisaient plus devant les caméras que des "petites phrases" justement ciselées sur le modèle des 9 secondes. CRAC, *Elections et télévision*. Valence : CRAC, 1993, p. 143.

sensible, mais la longueur ne constitue pas ici le critère le plus pertinent. En effet, parce qu'elles fonctionnent en "temps réel", les agences de presse traitent souvent un même événement ou dossier plusieurs fois dans la journée, chaque dépêche successive reprenant la précédente en y ajoutant les informations les plus récentes ou quelques éléments d'approfondissement. Un événement important sera d'abord traité par un "urgent", puis suivi par un ou plusieurs "leads" et finalement repris sous la forme d'une synthèse en "dépêche prévue" que les journaux du lendemain peuvent publier telle quelle. Il arrive donc fréquemment que plusieurs dépêches assez semblables soient diffusées en quelques heures. Cette succession consacre l'importance accordée à l'événement par l'agence et renforce l'attention des clients à son égard. Le nombre plutôt que la longueur des dépêches paraît donc l'indicateur le plus approprié pour rendre compte de la production agencière.

- pour la presse écrite quotidienne (*Le Soir, Le Monde, Le Figaro, Le Parisien, La Croix, Libération, L'Humanité*), des points attribués proportionnellement à l'occupation d'un pleine page [1 page = 100 points ; 1/2 page = 50 points ; ...] et des forfaits supplémentaires de 20 points pour un "gros titre" en "une" ainsi que pour un dessin d'humour en "une". Le calcul plus traditionnel des centimètres/colonne ne fournit que des indications de surface, autant dire de "poids", sans aucun lien à la dynamique éditoriale que constitue la décision de la

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

rédaction de consacrer telle place de son édition quotidienne à un événement particulier. La méthode utilisée présente au contraire l'intérêt de figurer par tranches de 100 points le nombre de pages consacrées à Vilvorde dans chaque édition quotidienne. Certes, les journaux dépouillés ne comptent pas le même nombre de pages ni des pages de même format. Néanmoins, tous tiennent les informations politiques, sociales, économiques et internationales à travers lesquelles est traité le dossier Vilvorde pour leurs plus importantes sections qui, elles, occupent des places sensiblement équivalentes d'un journal à l'autre. Quant au format des pages, des coefficients permettent d'établir des équivalences. Ainsi, les pages du *Parisien*, de *La Croix*, *Libération* et *L'Humanité* affectées du coefficient 1, les pages du *Monde* valent 1,5 et celles du *Figaro* et du *Soir* valent 2. A la manière des centimètres/colonnes on peut alors procéder par points/surface afin de compléter le raisonnement en termes de réactivité par un raisonnement en "poids", c'est-à-dire en valeur absolue.

A titre d'exemple, *Le Monde* daté du 6 mars 1997 (paru le 5 mars à 14 heures) consacre à Vilvorde un gros titre en "une" (28 points), un dessin d'humour en "une" (20), une pleine page (100) comptant trois articles et encore deux articles sur un peu moins des deux tiers de la page suivante (67), soit un total-jour de 215 points. Affecté du coefficient relatif à la dimension des pages, le "poids" de Vilvorde dans *Le Monde* de ce jour est de $215 \times 1,5 = 322,5$. En

Belgique, l'édition du *Soir* du 5 mars au matin annonce son contenu consacré à Vilvorde sur 1/8 de sa "une" (12,5) puis propose 7/8 de page de réactions, commentaires et courriers des lecteurs (87,5), quatre courts articles sur les 5/8 d'une page (62,5) et enfin deux articles sur le quart de page suivant (25), soit un total de 187,5 points, légèrement moins que dans *Le Monde*. Toutefois, affecté du coefficient relatif au format des pages, le "poids" de Vilvorde ($187,5 \times 2 = 375$) dans *Le Soir* est sensiblement plus important que dans *Le Monde*. Cet exemple illustre donc l'intérêt du calcul par points : bien que d'un poids inférieur en points/surface (équivalent des centimètres/colonne), le traitement opéré par *Le Monde* apparaît ainsi légèrement supérieur à celui du *Soir* en termes de réactivité à l'affaire Vilvorde ce jour-là (presque 1/3 de page de plus). Si on comparait les courbes des deux journaux sur un même graphique, des données de "poids" indiqueraient une nette démarcation en faveur du *Soir* tandis que les données de réactivité présente une dynamique éditoriale en faveur du *Monde*.

3. 2. Présentation des données

Pour proposer une lecture homogène des réactivités de la presse écrite sur la période, il a fallu "redresser" la datation des journaux du soir (*Le Monde* et *La Croix*) qui sont datés du lendemain du jour de leur parution en milieu de journée. Ainsi, dans l'exemple précédent, l'édition du *Monde* datée du 6 mars paraît le 5 à 14 heures et

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

traite des événements du 4 et du début de matinée du 5. Il s'ensuit un décalage avec les événements traités par les journaux du matin (ici, par exemple, *Le Soir* du 5 mars) mais suffisamment léger pour autoriser d'harmoniser les séries (abscisses des graphiques) en faisant figurer les journaux du soir au jour de leur parution et non à celui de leur date (*Le Monde* daté du 6 mars associé à l'abscisse "5 mars").

Par ailleurs, contrairement aux agences de presse et aux journaux télévisés qui fournissent leurs informations tous les jours de la semaine, la presse écrite quotidienne ne paraît pas le dimanche. Considérant que les éditions du samedi sont disponibles durant les deux jours du week-end, le choix a été fait de porter les données de ce jour également pour le dimanche de manière à ne pas composer des séries chronologiques amputées d'un jour sur sept. De ce fait, les 1er et 2 mars, 8 et 9, 15 et 16, 22 et 23, 29 et 30, les courbes marquent des paliers. Il n'eût pas été justifié de diviser les totaux de points des éditions samedi-dimanche par deux et de les répartir également sur les deux jours, faisant ainsi chuter artificiellement les courbes à intervalle régulier.

Pour pouvoir comparer les courbes de réactivité composées à partir des trois types de données (temps d'antenne en secondes, nombre de dépêches par jour, points attribués en proportion de pages de journaux), il a fallu recourir à quelques calculs qui ne sont jamais

que des "astuces" techniques permettant de les ramener à une même échelle. Partant du principe que les agences de presse fournissent une information *primaire* et *neutre* que les télévisions et la presse écrite ont ensuite la possibilité d'utiliser, il s'est agi de comparer la réactivité de l'AFP à celle des deux autres types de média. Or, les ordonnées de l'AFP sur la période 27 février-4 avril s'échelonnent sur 80 unités tandis que celles des autres médias s'échelonnent sur plusieurs centaines. Pour "rehausser" la courbe des dépêches de l'AFP à une telle hauteur, il faut à chaque fois poser un "rapport des moyennes" dont le résultat constitue le coefficient (a) par lequel multiplier le nombre de dépêches de l'AFP de chaque jour pour obtenir les données "rehaussées". Par exemple, pour effectuer la comparaison avec un titre de presse écrite :

La spirale de Vifvorde : Médiation et politisation de la protestation

moyenne du nombre de points quotidien du journal

= a

moyenne du nombre de dépêche quotidien de l'AFP

Comparaison avec

Libération :

4011 (points)

37 (jours)

108,4

=

=

6,5

618 (dépêches)

16,7

37 (jours)

puis :

12 (AFP 27 février) x 6,5 = 78

20 (AFP 28 février) x 6,5 = 130

5 (AFP 1er mars) x 6,5 = 32,5

...

Les données "rehaussées" (78 ; 130 ; 32,5 ; ...) servent à construire une courbe de réactivité de l'AFP pouvant figurer à la même échelle que celle de *Libération*.

Pour opérer une juste comparaison des réactivités de la presse écrite avec l'AFP, il faut tenir compte du décalage temporel dans le traitement des événements. L'agence de presse fournit les informations du jour et les journaux celles de la veille. Sur les courbes de comparaison, les données des journaux sont donc ramenées d'un jour en arrière. Par exemple, les données de *Libération* paru le 4 mars (240 points) figurent à l'abscisse "3 mars" sur le graphique de comparaison avec l'AFP ($AFP = 25 \times 6,5 = 162,5$). Ce problème ne se pose pas avec les journaux télévisés de 20 heures qui, comme l'AFP, traitent l'information du jour même.

La diversité du dossier Vilvorde a exigé des médias la capacité à gérer des informations issues de nombreuses sources et à articuler les productions de leurs services sociaux, politiques et économiques qui n'ont pas les mêmes analyses, ni parfois les mêmes sympathies. Cependant, le phénomène de spirale se déploie de manière indiscutable autour de la mobilisation des salariés et d'acteurs sociaux solidaires avec eux. On peut donc attendre que le suivi de la protestation constitue un pivot, ou pour le moins un regard privilégié. Et ce d'autant plus que la dynamique européenne a été puissamment soutenue par l'attention accordée à l'élargissement du répertoire d'action des syndicats ("eurogrève" et "euromanifestation").

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Pour évaluer la part consacrée par les médias aux actions protestataires, nous avons comptabilisé trois types de traitement à partir des données collectées pour la construction des courbes de réactivité :

- si l'unité d'information (article, dépêche, reportage) évoque un événement protestataire sans qu'il en soit le sujet principal, elle conserve un quart (25%) de sa valeur. Par exemple, un article occupant une demie page (50 points) ne vaut plus que 12,5 points (50/4),
- si l'unité est principalement consacré à un événement protestataire mais comporte une part non négligeable d'informations d'un autre ordre, elle conserve les deux tiers (67%) de sa valeur,
- si l'unité est entièrement ou presque consacré à la protestation, elle conserve la totalité (100%) de sa valeur.

Sur les graphiques présentant pour chaque date les données concernant, d'une part, la couverture globale ("tout Vilvorde") et, d'autre part, la couverture des faits de "protestation", un "rapport" a été calculé pour figurer sous forme de courbe l'importance relative de ces faits de protestation dans l'attention médiatique. Ce rapport est calculé de la manière suivante : $[\text{valeur de "tout Vilvorde"} / \text{valeur de "protestation"}] \times 10$ (quand "protestation" = 0, on calcule "tout Vilvorde" $\times 10$). Le quotient est multiplié afin de produire un effet visuel marquant. Ainsi, lorsque les faits de protestation comptent pour une faible part de la couverture globale, la courbe s'élève fortement (*Le*

Figaro). Inversement, plus la courbe "rapport" est basse et linéaire, plus les faits de protestation constituent une part importante de la couverture de manière régulière (*L'Humanité*).

3.3. Interprétation

Malgré ces précisions méthodologiques, le risque d'une lecture fautive des courbes de réactivité demeure car les représentations graphiques parlent plus fort ou de manière plus séduisante que les avertissements. Il convient donc d'indiquer quelques erreurs à ne pas commettre.

Si dans un graphique comparatif, à une date donnée, la courbe d'un journal est au-dessus de celle de l'AFP, cela ne signifie pas qu'il a plus couvert le dossier Vilvorde que l'agence de presse puisque les courbes ne traduisent pas une logique "pondérale". Cela signifie que, ce jour-là, le journal a accordé une importance plus grande à Vilvorde selon sa propre dynamique éditoriale que l'AFP ne l'a fait selon sa dynamique à elle. La réactivité du journal a été plus grande que celle de l'agence. *Le rapport des moyennes calculé pour "rehausser" les courbes de l'AFP et les faire figurer sur un même graphique qu'un autre média n'est jamais qu'un artifice de commodité visuelle.* Pour le dire autrement, les données "rehaussées" de l'AFP ne sont pas composées d'unités de même nature que celles du média auquel est comparée l'agence. Par exemple, dans le graphique de comparaison entre l'AFP et le journal télévisé de France

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

2, il ne faut pas lire pour l'abscisse du 4 mars : "l'AFP a consacré 330 secondes à Vilvorde, soit près de deux fois moins que France 2 (600 secondes)". Ce jour, l'AFP lui a consacré 52 dépêches, ce qui indique une réactivité très inférieure à celle de la chaîne de télévision selon leur dynamique respective. Mais par ailleurs, il faut garder à l'esprit que les 52 dépêches de l'AFP comptent environ 20.000 mots, c'est-à-dire considérablement plus que n'en ont dit les journalistes de télévision en 600 secondes. De même, dans le cas d'une comparaison entre deux journaux dont les pages ont des dimensions différentes, il n'est pas possible d'opérer une lecture "pondérale" bien qu'il s'agisse de médias de même nature sans multiplier les données de chaque journal du coefficient relatif à la dimension de ses pages.

La comparaison des courbes de réactivité révèle quelques tendances générales. La sensibilité des médias à l'affaire Vilvorde grandit dans la période du 3 au 6 mars, moment de politisation extrême en France. C'est la montée en puissance de la spirale politico-médiatique. Puis les 11 et 16 mars à l'occasion des euro-manifestations de Paris et de Bruxelles et autour des 20-21 mars au début de l'occupation du site de Wavrin, les médias sont de nouveaux réactifs, ce qui indique l'importance des actions protestataires pour entretenir leur attention. Enfin, les décisions de justice belge le 3 avril et française le lendemain suscitent également un regain d'intérêt, d'autant plus

sensible dans la presse écrite par rapport à la chute d'attention de la semaine précédente que les journaux ont de la sympathie à l'égard des salariés en lutte (*Le Soir*, *L'Humanité*, *Libération*, service social du *Monde*). Se distinguent ainsi quatre sous-périodes rythmant le développement de la spirale politico-médiatique :

- du 27-28 février au 1er-2 mars : apparition plus ou moins saillante du dossier Vilvorde

- du 3-4 au 6-7 mars : montée en puissance et politisation avec un point culminant en général situé le 4-5 mars.

- du 8-9 au 16-17 mars : traitement déterminé par les actions protestataires jusqu'à la manifestation de Bruxelles, mobilisation réussie mais marquant la fin des espoirs revendicatifs

- du 18-19 mars au 3-4 avril : l'essoufflement de la mobilisation chez les salariés comme dans les médias coïncide avec les généralités sur l'Europe sociale puis les décisions de justice achèvent de situer la lutte sur un terrain institutionnel et technique qui échappe aux acteurs sociaux.

La plupart des différences qui subsistent entre journaux tiennent à des éléments que privilégie une démarche qualitative mais dont certains peuvent être retenus pour l'interprétation des données quantitatives. Il s'agit notamment :

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

- du degré d'attention aux enjeux sociaux et protestataires en fonction des lignes éditoriales,
- de la valorisation d'une exclusivité, par exemple l'interview du Premier ministre belge sur France 2 dans l'édition du 4 mars dont 600 secondes sont consacrées à Vilvorde,
- de la présence régulière d'un envoyé spécial auprès des salariés de Vilvorde,
- du pays du média, *Le Soir* couvrant moins que ses confrères français la manifestation du 11 mars à Paris et plus qu'eux celle du 16 à Bruxelles.

Ces quelques éléments confirment le moindre intérêt analytique de données simplement comptables. Au contraire, plus la collecte et la construction de ces données est pensée en fonction d'une stratégie d'observation et de questionnement, plus elles livrent des conclusions susceptibles d'une bonne articulation avec les données qualitatives. L'analyse gagne alors en qualité et en valeur démonstrative. En l'occurrence, la prise en compte des logiques de fonctionnement propres à chaque type de média permet d'approfondir la thématique de la spirale en travaillant à partir de l'hypothèse de réactivité.

4 – MEDIAS ANALYSES SYSTEMATIQUEMENT

(27/02-05/04/97)

Le choix de cette limite chronologique se justifie de deux façons :

- l'intérêt pour la dimension européenne du conflit qui se manifeste principalement dans cette première période
- le changement de dynamique protestataire après les décisions judiciaires des 3 et 4 avril.

Presse écrite :

France

1°) Quotidiens :

- *Le Monde*
- *Libération*
- *L'Humanité*
- *Le Figaro*
- *Le Parisien-Aujourd'hui*
- *France-Soir*
- *La Croix*
- *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*
- *La Tribune*

2°) Hebdomadaires :

- *L'Événement du jeudi*
- *Le Nouvel Observateur*
- *L'Express*
- *Le Point*

Allemagne :

- *Frankfurter Rundschau*
- *Die Tageszeitung*
- *Frankfurter Allgemeine*
- *Die Zeit*

Royaume-Uni :

- *The Guardian*
- *The Daily Telegraph*
- *The Times*

Italie :

- *La Repubblica*

Espagne :

- *El País*
- *El Mundo*

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

3°) Mensuels :

- *Le Monde Diplomatique*
- *Enjeux-Les Echos*

Belgique :

- *Le Soir*

Télévisions :

- TFI (France)
- France 2 (France)
- ZDF (Allemagne)
- TVE (Espagne)
- BBC World Service
(Royaume-Uni)
- Rai 2 (Italie)

International :

- *The International Herald Tribune*
- *Time*
- *The Economist*

Agences de presse :

- Agence France Presse
- Belga
- Reuter

5 – CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES EURO- PROTESTATIONS

- années 1980 -

05/04/78 - Débrayages diversement suivis à l'appel de la CES pour promouvoir la réduction du temps de travail à 35 heures.

29/06/81 - La manifestation organisée par la CES à Luxembourg réunit quelques milliers de personnes.

04/06/83 - La manifestation organisée par la CES à Stuttgart pour l'emploi et la réduction du temps de travail réunit environ 60.000 participants dont une majorité d'Allemands du DGB, près de 4.000 Français (essentiellement des adhérents CFDT), 2.000 Italiens derrière une banderole unitaire (CISL-CGIL-UIL) et 1.500 Belges. Les autres délégations sont peu nombreuses (5 délégués des TUC britanniques, absence des syndicats scandinaves).

- 1992 -

27/10 - Eurogrève des cheminots.

Grève unitaire des syndicats de cheminots des douze pays de l'Union européenne pour protester contre le programme de libéralisation du chemin de fer mis en œuvre par la Commission européenne.

- 1996 -

22/05 - Euromanifestation des salariés d'Alcatel.

Plus d'un millier de salariés des cinq pays européens (France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie) où le groupe est présent, manifestent à Paris pour protester contre 14.000 suppressions d'emplois en Europe. "Alcatel Alsthom, les salariés européens unis pour l'emploi", proclame la banderole de tête qui porte le sigle de tous les organisations syndicales ayant appelé à manifester: IG-Metall (Allemagne), FIOM-CGIL, FIM-CISL, UILM (Italie), CSC et FGTB (Belgique), CCOO, UGT (Espagne), CGT, CFDT France).

19/11 - Euromanifestation des cheminots.

A l'appel de la Fédération [européenne] des syndicats de transport (FST), 15.000 manifestants réclament à Bruxelles le retrait du Livre Blanc de la Commission européenne sur la libéralisation du transport ferroviaire. une délégation est reçue par Neil Kinnock, Commissaire aux transports, Pádraig Flynn, Commissaire aux affaires sociales, et Jacques Santer, Président de la Commission.

- 1997 -

07/03, 11/03, 16/03, 04/04 - Eurogrèves et euromanifestations de Vilvorde

voir chronologie spécifique (annexe 1)

13/03 - Premier euro-tract unitaire des syndicats d'Alcatel.

Le document est rédigé dans les cinq langues utilisées dans les pays où Alcatel est implanté en Europe (France, Belgique, Suisse, Allemagne, Italie, Espagne) et distribué sous le label du Comité de groupe européen.

28/05 - Manifestations organisées par la CES pour l'emploi et l'Europe sociale dans toutes les capitales européennes.

La spirale de Vifvorde : Médiation et politisation de la protestation

A Bruxelles, les 30.000 participants forment une chaîne humaine autour des bâtiments des institutions européennes. On compte 2.000 manifestants à Amsterdam, 3.000 à Madrid. La mobilisation est également modeste en Allemagne, au Luxembourg et en Suisse. La manifestation parisienne, remise au 10/06 en raison des élections législatives anticipées des 25 mai et 1er juin, rassemble 70.000 personnes.

09/06 - Eurogrève des chauffeurs routiers.

La Fédération internationale du transport (ITF) et la FST appelle à la grève dans les quinze pays de l'Union Européenne pour l'amélioration des conditions de travail et pour la modernisation du règlement européen. Forte participation en France et en Espagne, moindre en Allemagne, Portugal et Italie. Blocus aux frontières.

14/06 - Manifestation finale des Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion lancées entre le 11 et le 14/04.

50.000 manifestants à Amsterdam pour un contre-sommet lors du sommet européen qui conclut les négociations de la Conférence intergouvernementale sur la réforme du fonctionnement de l'UE.

20/11- Euromanifestation pour l'emploi organisée par la CES à Luxembourg.

A l'occasion du premier sommet européen sur l'emploi à Luxembourg, 30.000 manifestants pour une Europe de l'emploi en présence de leaders de la CES, du DGB, de la CFDT, de la CGT, de la CFTC et d'un représentant de FO. Fortes participations belge et française.

- 1998 -

18/06 - Euromanifestation des cheminots.

A l'appel de la FST, 2.000 manifestants venus de dix pays protestent dans le quartier européen de Luxembourg contre la libéralisation du transport ferroviaire à l'occasion du Conseil des ministres des transports de l'UE. Jean-Claude Gayssot, ministre communiste des transports français rend visite aux manifestants.

08/09 - Eurogrève et journée d'action européenne des chauffeurs routiers.

A l'appel de l'ITF et de la FST les routiers français, belges, allemands, espagnols, portugais et autrichiens mènent des actions pour la limitation du temps de travail des conducteurs.

05/10 - Manifestation conjointe des salariés belges et français de Levi's.

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation

A l'occasion du conseil d'entreprise européen de la multinationale américaine, 1.000 salariés dont 200 Français et une trentaine d'anciens ouvriers de Renault-Vilvorde manifestent à Bruxelles contre la fermeture de deux usines belges et d'une française.

23/11 - Eurogrève des cheminots dans six pays de l'Union Européenne

A l'appel de la FST, une "journée d'action européenne" a marqué le refus des propositions de libéralisation du transport ferroviaire avancées par la Commission. La grève a été diversement suivie en Belgique, Espagne, France, Grèce, Luxembourg et Portugal tandis que les cheminots allemands, autrichiens et anglais, non autorisés à faire grève, devaient assurer des points d'information aux usagers.

RAPPEL DES PUBLICATIONS PRECEDENTES

Cahier n°1 (janvier 1988) & *Cahier n°2* (mars 1988)

L'élection présidentielle de 1988 - données de base & journée d'étude.

Cahier n°3 (novembre 1988)

Approche politique de la grève en France 1966-1988.

Cahier n°4 (juin 1989) *

Crise et radicalisation politique - années 30/années 80.

Cahier n°5 (novembre 1989) *

Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe.

Numéro spécial (septembre 1990) *

L'électeur français en questions - tableaux de résultats.

Cahier n°6 (février 1991)

Le vote écologiste : évolutions et structures.

Numéro spécial (novembre 1991 remplacé par numéro d'octobre 95)

Les électors sous la Ve république - données d'enquête.

Cahier n°7 (mars 1992)

Conflictualité en France depuis 1986 : le cas de Peugeot-Sochaux.

Cahier n°8 (décembre 1992) *

Changement social, changement politique à Aulnay-sous-bois.

Pré-actes du colloque tomes 1,2 et bibliographie (mars 1993)

L'engagement politique : déclin ou mutation.

Cahier n°9 (juin 1993)

Le modèle français de production de la loi. Première contribution à une recherche sur la régulation politique de la famille.

Cahier n°10 (juin 1994)

Les associations dans la société française : un état des lieux.

La spirale de Vilvorde : Médiation et politisation de la protestation

Cahier n°11 (décembre 1994)

Matinée d'étude du CEVIPOF du 27 mai 1994 : les syndicats européens et les élections européennes.

Cahier n°12 (février 1995)

Attitudes politiques des agriculteurs. Analyses & commentaires.

Cahier n°13 (septembre 1995)

Les collectifs anti-front national.

Cahier n°14 (décembre 1995)

L'espace politique en milieu rural. "Les maires des communes de moins de 10 000 habitants".

Cahier n°15 (juin 1996)

La famille dans la construction de l'Europe politique. Actes du colloque.

L'Europe des familles, Paris, CNRS, 17-18 novembre 1995.

Cahier n°16 (mai 1997)

La république aujourd'hui : mythe ou processus ?

Cahier n°17 (juin 1997)

Les énarques en cabinets : 1984 - 1996.

Cahier n°18 (novembre 1997)

La citoyenneté - le libéralisme - la démocratie.

Cahier n°19 (mai 1998)

Le dialogue national pour l'Europe - « Un débat européen à l'épreuve des réalités locales ».

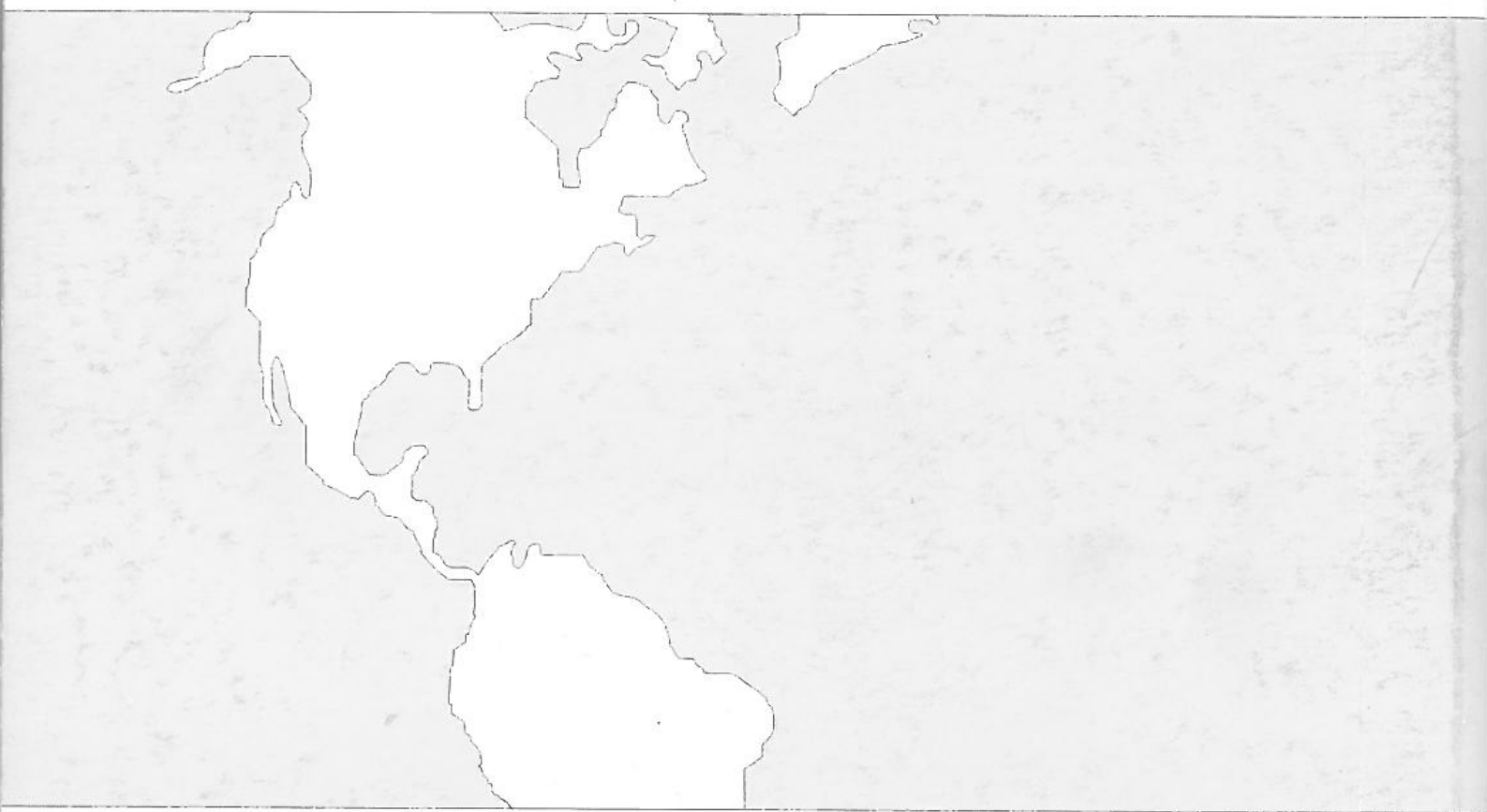
Cahier n°20 (août 1998)

Le Racisme – le Multiculturalisme

Cahier n°21 (janvier 1999)

Les opinions et les comportements politiques des ouvriers :
Une évolution inévitable ? Irréversible ?

* Ces cahiers sont épuisés



ISSN 1146-7924